INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 349 - AVRIL 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 349

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Les échanges français de viande bovine perturbés par le Brexit
    - L'offre reste rare
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Peu d'offre et peu de demande
- Femelles
  - Europe
    - Abattages limités, cotations relativement stables
- Maigre
  - Les exports de Charolais reculent plus que ceux de Limousins
- Veaux de boucherie
  - Marché fluide et poids carcasses en baisse
- Veaux nourrissons
  - La baisse des naissances tend les prix

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Le recul du prix du lait gagne désormais la France, à l'instar des autres pays de l'UE
- France
  - Lait bio : une crise qui dure
- Marché des produits laitiers
  - La Chine va-t-elle relancer ses importations de produits laitiers en 2023 ?

Viande ovine
- France
  - Une offre diminuée pour Pâques
- UE et monde
  - Les fêtes du Ramadan et de Pâques ont ranimé les échanges

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Tassement de la collecte

Marchés des grains : baisse des prix et retour au niveau d'avant-guerre pour les céréales

L’offre baisse plus vite que la demande

Dernière révision le 24 avril 2023

L’inflation en Europe reste élevée et fait reculer la demande en viande. Cependant, la chute de l’offre est plus importante encore et soutient les prix dans toutes les catégories d’animaux finis (gros bovins et veaux). En France et en Europe, les cotations sont globalement restées stables, à l’exception de celle des JB en Allemagne qui poursuit sa baisse. De même, le déficit d’offre dynamise les besoins en animaux maigres (veaux laitiers et broutards) pour l’engraissement en France et à l’export.

L’écart de prix entre les viandes françaises et européennes reste élevé et conduit à une hausse des importations, qui commencent à faire pression sur les cotations des réformes laitières.

L’offre baisse plus vite que la demande

Dernière révision le 24 avril 2023

L’inflation en Europe reste élevée et fait reculer la demande en viande. Cependant, la chute de l’offre est plus importante encore et soutient les prix dans toutes les catégories d’animaux finis (gros bovins et veaux). En France et en Europe, les cotations sont globalement restées stables, à l’exception de celle des JB en Allemagne qui poursuit sa baisse.

De même, le déficit d’offre dynamise les besoins en animaux maigres (veaux laitiers et broutards) pour l’engraissement en France et à l’export. L’écart de prix entre les viandes françaises et européennes reste élevé et conduit à une hausse des importations, qui commencent à faire pression sur les cotations des réformes laitières.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Les échanges français de viande bovine perturbés par le Brexit

Dernière révision le 24 avril 2023

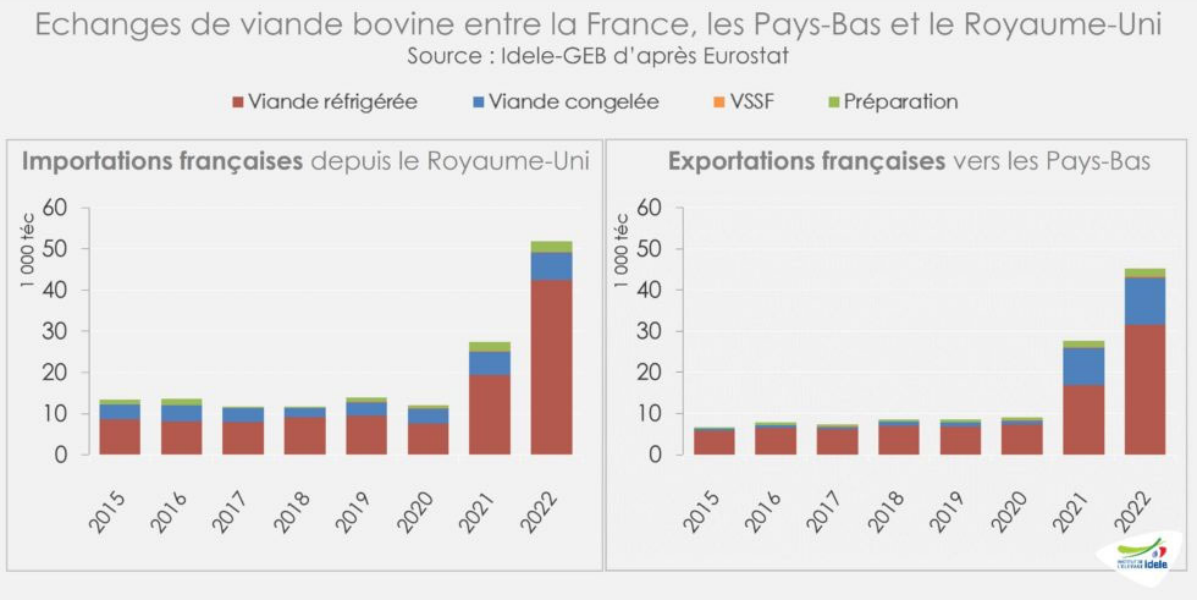
Depuis le début de l’année, le commerce extérieur français de viande bovine poursuit la tendance observée depuis plusieurs mois : plus d’import et un peu moins d’export. Mais ces flux restent perturbés par l’entrée en vigueur du *Brexit* et la progression des dédouanements en France. Comme les mois précédents, l’inflation alimentaire poursuit sa progression et soutient la hausse des ventes en valeur au détail comme en RHD. La consommation par bilan résiste.

Le *Brexit* a des effets sur le commerce extérieur français de viande bovine

L’entrée en vigueur du *Brexit* a entraîné le retour de la douane entre le Royaume-Uni et l’Europe continentale. Ainsi, au 1er janvier 2021, une première salve de formalités douanières a été mise en œuvre pour les échanges entre pays membres de l’UE et le Royaume-Uni. Ces formalités douanières ont été progressivement rétablies à l’import comme à l’export aux frontières depuis le 1er janvier 2022.

Depuis 2021, afin de faciliter leurs procédures de dédouanement, plusieurs opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux transitoires perturbent la lecture du commerce extérieur français de viande bovine, aussi bien à l’import (hausse des flux depuis le Royaume-Uni) qu’à l’export (hausse des envois à destination des Pays-Bas). Ces flux supplémentaires sont apparus dès 2021 avant de s’amplifier en 2022.

Entre la moyenne triennale 2017-2019 (avant *Brexit* et covid-19) et l’année 2022, les imports français depuis le Royaume-Uni ont ainsi augmenté de 39 000 téc et les exports français vers les Pays-Bas de 37 000 téc. Sur la même période, les importations néerlandaises de viande bovine depuis le Royaume-Uni ont parallèlement diminué de 35 000 téc.

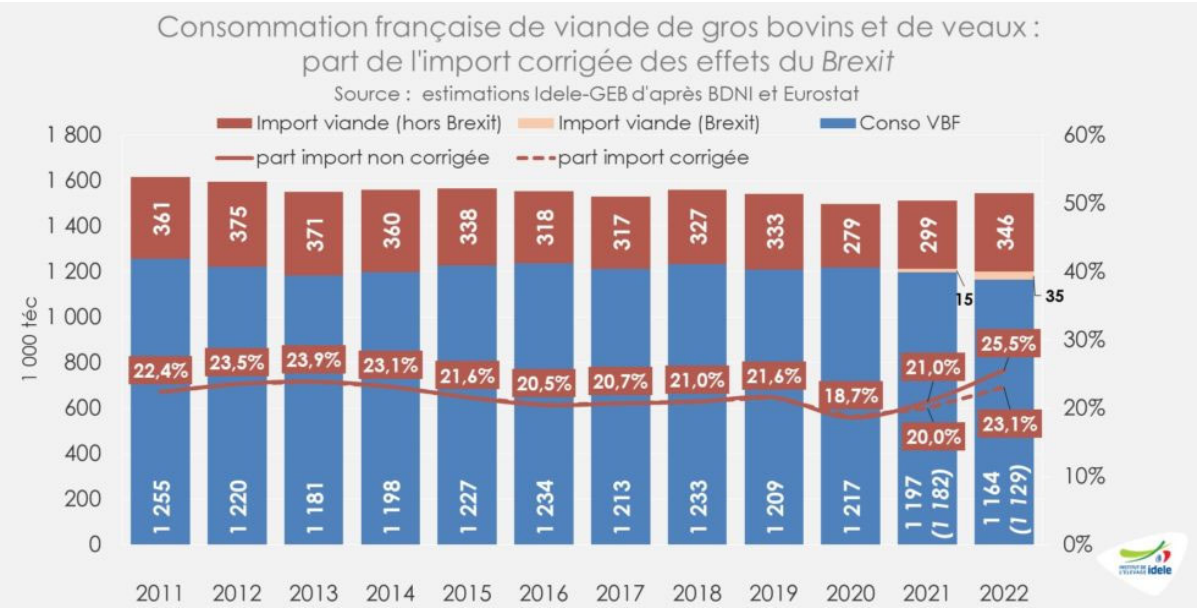


Ainsi, il est probable que les niveaux d'importations et d'exportations françaises observées en 2021 et 2022 aient été artificiellement augmentés par ces procédures de dédouanement liées au *Brexit*.

Il paraît donc intéressant de réviser la part d'import surévaluée dans le disponible consommable à la vue des données de commerce extérieur présentées. Si l'on considère que l'intégralité de la baisse des imports néerlandais depuis le Royaume-Uni par rapport à la période 2017-2019 a été compensée par des flux transitant par la France, cela représente :

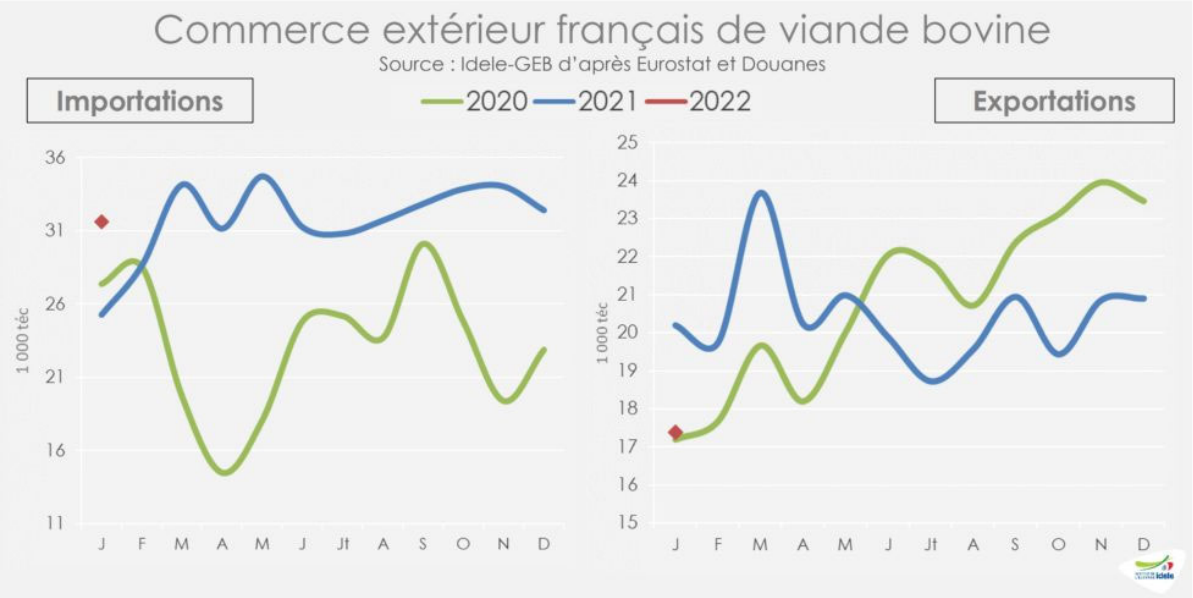
- 15 000 téc en 2021 ;
- 35 000 téc en 2022.

En réduisant d'autant les importations dans la consommation française calculée par bilan, la part d'import atteindrait 20,0% en 2021 (contre 21,0% sans correction) et 23,1% en 2022 (contre 25,5% sans correction). Ceci ne modifie toutefois nullement la consommation totale calculée par bilan, puisqu'on retranche le même volume d'importation et d'exportation (pour rappel, la consommation par bilan est calculée selon la formule : abattages + importations de viande – exportations de viande).



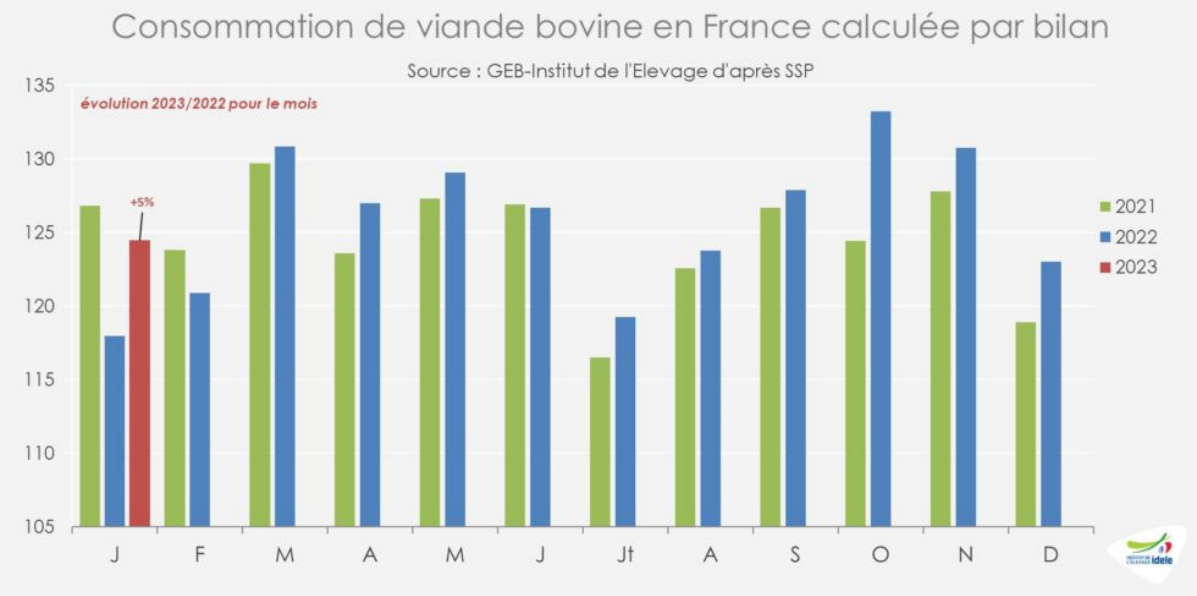
Commerce extérieur début 2023 : poursuite de la hausse des imports

Comme observé depuis plusieurs mois, les **importations françaises de viande bovine** en **janvier 2023** étaient en progression à 32 000 téc (+26% /2022, +51% /2021), mais la lecture de ces chiffres du mois de janvier reste difficile et perturbée par la progression des échanges avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas liée à la mise en œuvre du *Brexit*. Les **exportations** étaient en retrait à 17 500 téc (-13% /2022, +2% /2021), les disponibilités françaises restant limitées.

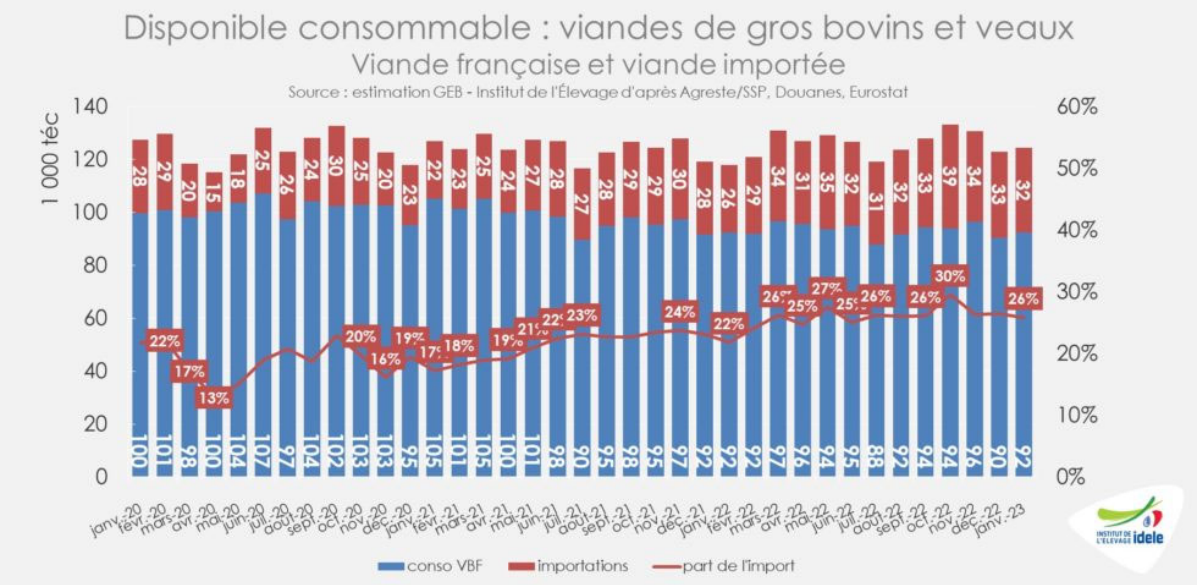


Timide progression de la consommation par bilan début 2023

En **janvier 2023**, pour le 7ème mois consécutif, la consommation française de viande bovine (veau compris) calculée par bilan a progressé d'une année sur l'autre, à 124 500 téc, mais par rapport à un faible niveau en janvier 2022 (+5% /2022, et -2% /2021).



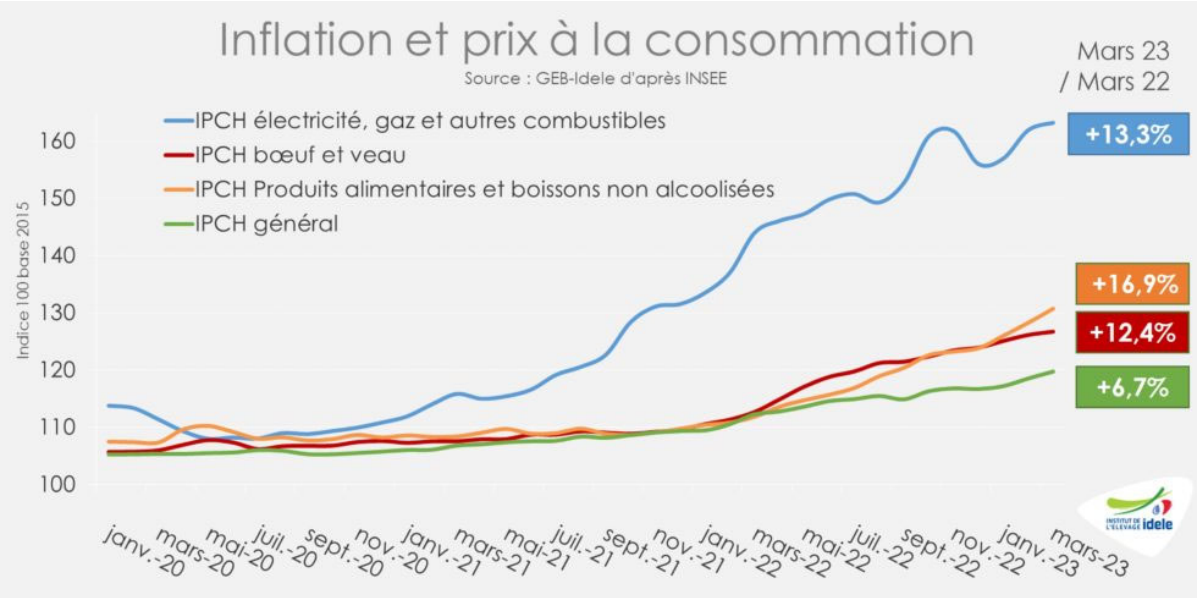
Avec un niveau robuste d'importations (mais augmenté par les effets du *Brexit*), la part de viande bovine importée a atteint 26% des disponibilités totales en **janvier 2023**.



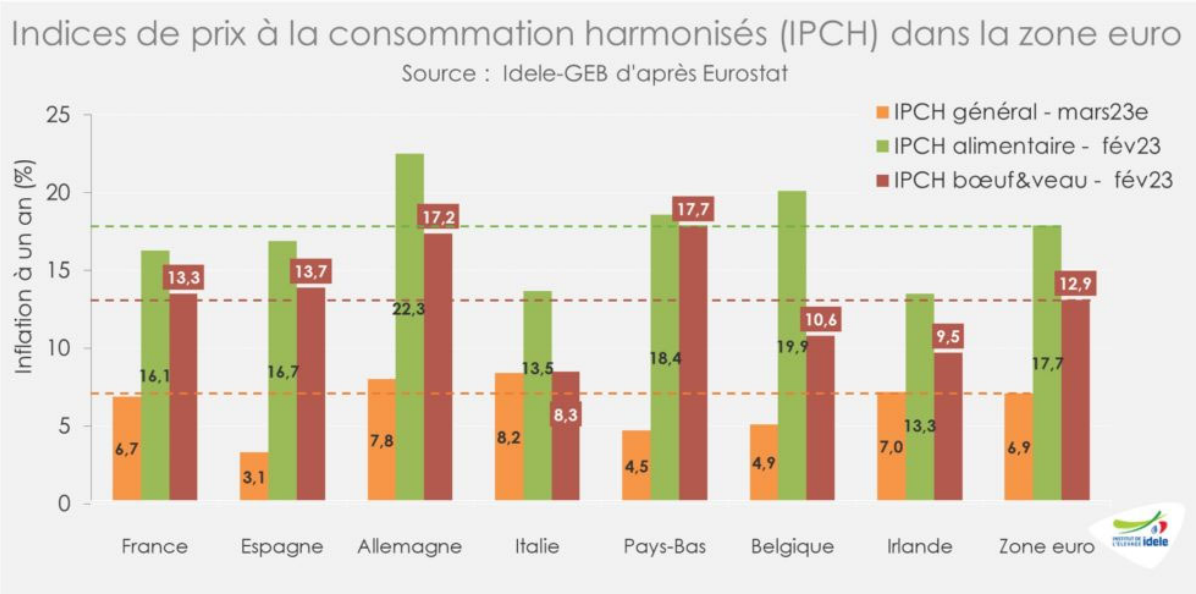
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

L'inflation alimentaire progresse toujours à un rythme soutenu

D'après l'INSEE, le rythme de progression de l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a légèrement ralenti en **mars 2023** à +6,7% sur un an (contre +7,2% sur un an en février). Mais ce ralentissement cache des disparités : si l'inflation sur l'énergie (électricité, gaz et autres combustibles) a suivi la même tendance (+13,3% /2022 en mars, contre +18,1% un mois auparavant), ce n'est pas le cas de l'inflation sur les produits alimentaires qui a poursuivi sa hausse (+16,9% /2022 contre +15,8% un mois auparavant). La progression des prix de la viande bovine et du veau a cependant légèrement décéléré (+12,4% /2022 contre +13,3% un mois auparavant).

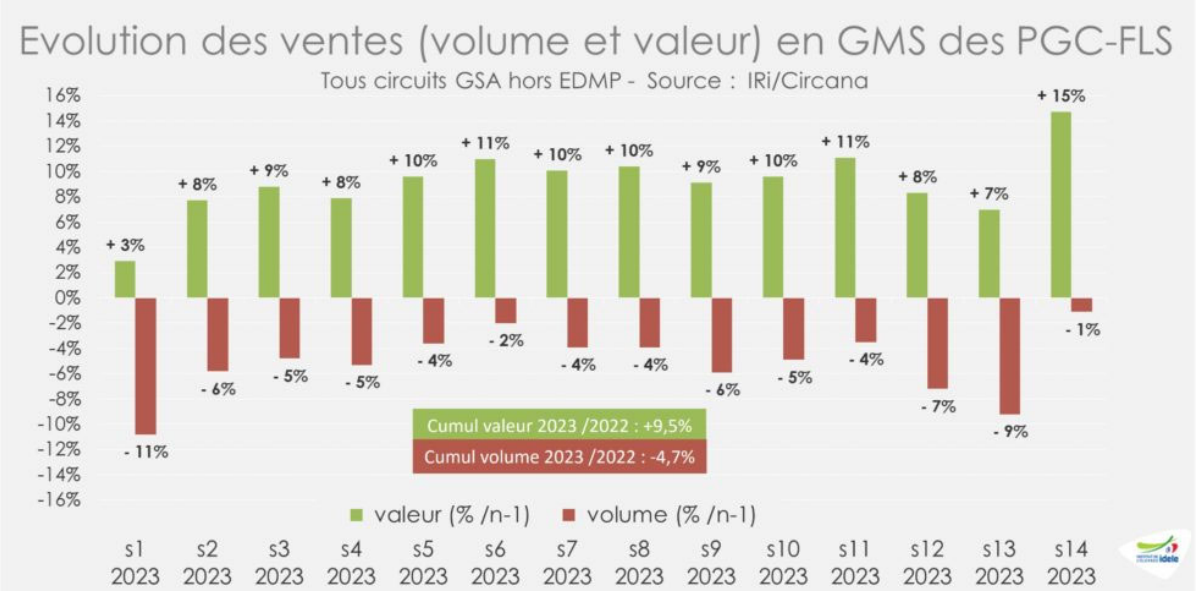


Cependant, l'inflation générale en France s'est rapprochée de la moyenne de la zone euro en mars 2023 (+6,9% /2022). Si l'inflation sur les produits alimentaires en France restait inférieure en février dernier (+16,1% /2022 en France contre +17,7% dans la zone euro), ce n'était pas le cas pour les viandes de bœuf et de veau (+13,3% en France contre +12,9% en UE) pour le 3ème mois consécutif.

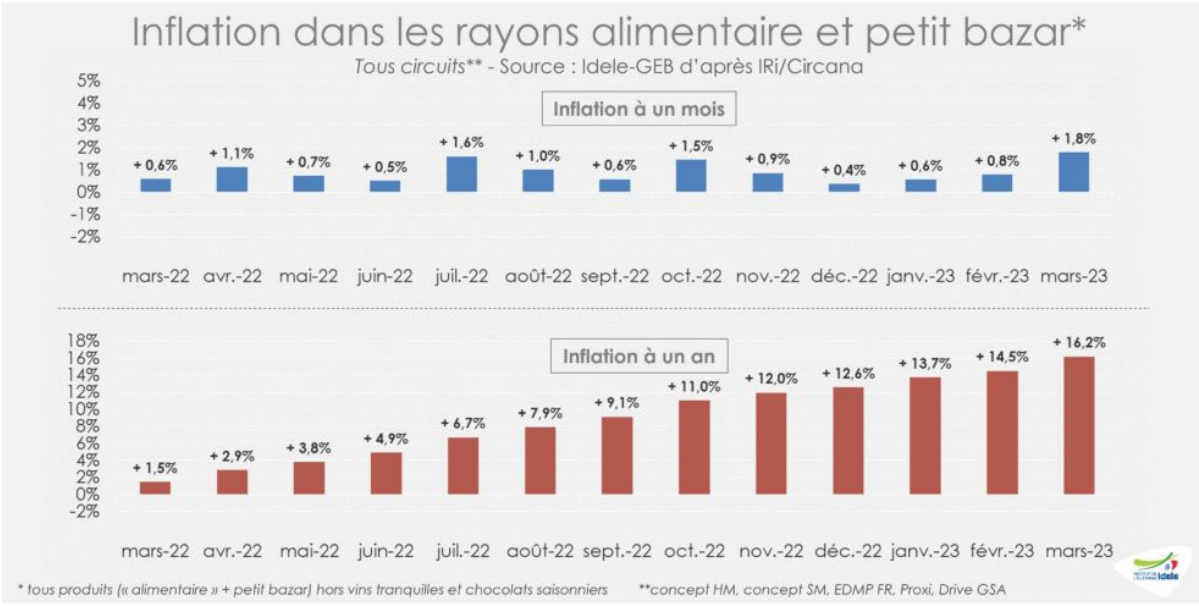


Les ventes au détail affectées par l'inflation

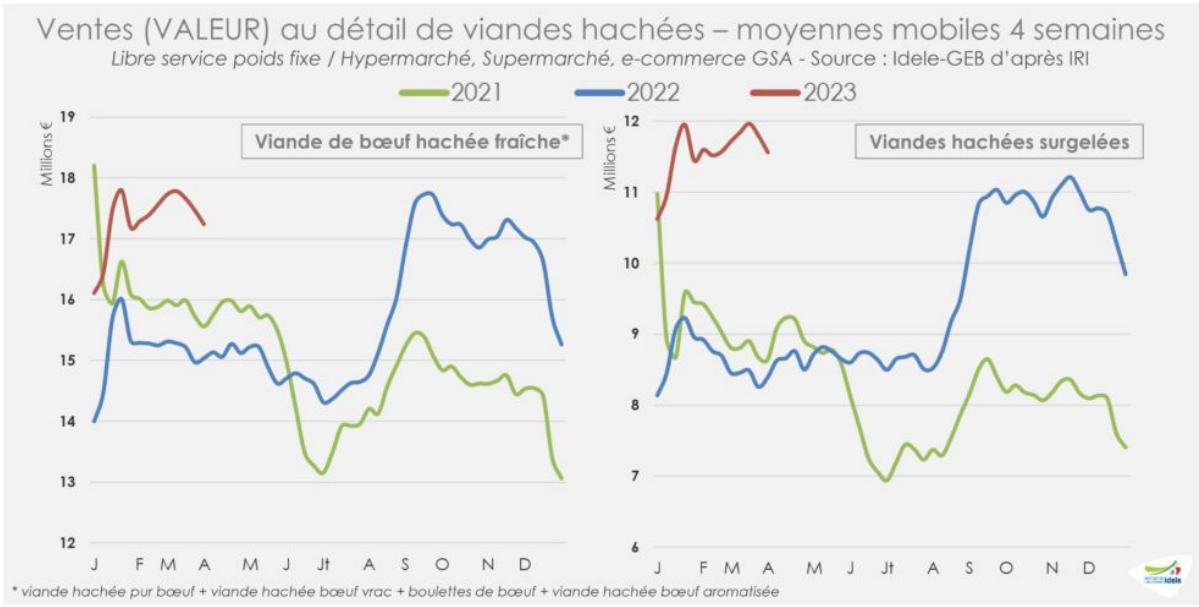
Si depuis la fin 2022, l'inflation participe fortement à la progression des ventes en valeur des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS), celle-ci commence à peser sur les ventes en volume. Depuis le début de 2023 (semaines 1 à 14), les ventes en valeur ont progressé de près de +10% /2022 d'après IRi/Circana, alors que les ventes en volume ont reculé de -5%. Le décalage des fêtes de Pâques cette année (en semaine 14) a toutefois dynamisé ponctuellement les ventes en volume.



L'inflation dans les rayons poursuit sa progression. D'après IRi/Circana, au détail, l'inflation dans les rayons « alimentaire et petit bazar » était encore en hausse en mars dernier à +16,2% / 2022 contre +14,5% en février et +13,7% en janvier. L'inflation des rayons produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme des surgelés (dont les viandes congelées) restaient forte (respectivement +16,4% et +20,3% /2021).

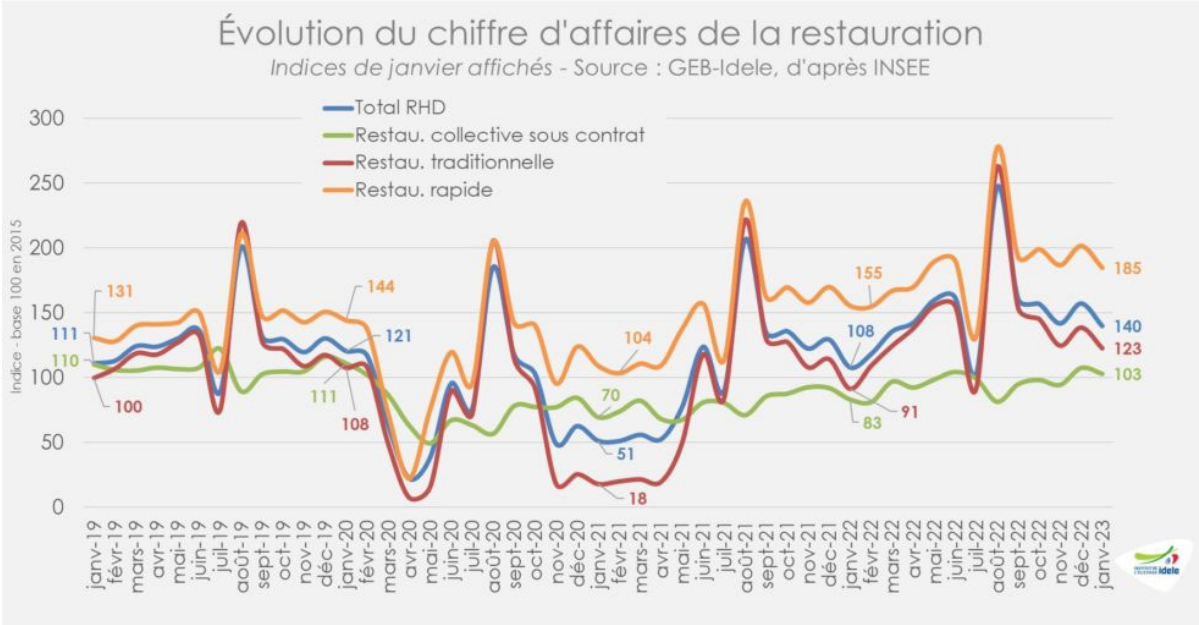


L'inflation participe toujours à la progression des ventes en valeur de viande hachée au détail. Sur les 13 premières semaines de 2023, elles ont progressé aussi bien pour la viande hachée surgelée (+38% /2022 et +34% /2021) que pour le bœuf haché frais (+15% /2022 et +11% /2021).

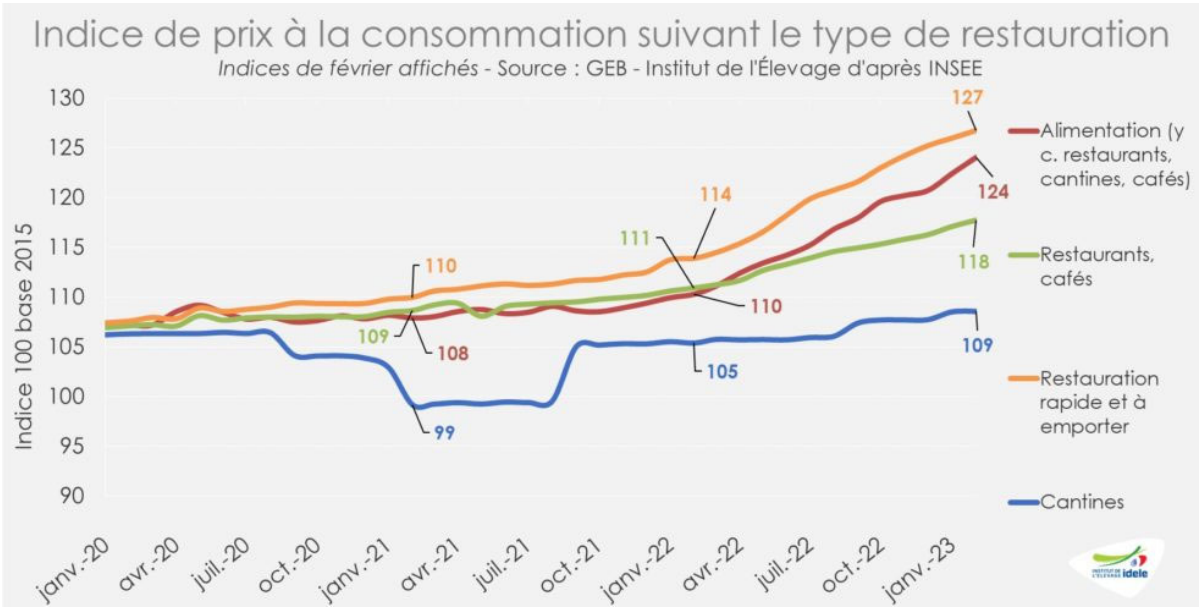


La restauration hors domicile n'échappe pas à l'inflation

En **janvier 2023**, le chiffre d'affaires global de la restauration en France restait soutenu et supérieur à l'avant covid-19 (+26% /2020). Ce n'était pas le cas pour la restauration collective qui reste pénalisée par les habitudes des actifs prises depuis la pandémie, comme le télétravail (-6% /2019).



L'inflation dans le secteur est également forte et participe à la progression générale du chiffre d'affaires. En **février 2023**, la hausse des prix à la consommation s'est poursuivie dans la restauration (+1% /janvier 2023 et +12% /février 2022). C'était notamment le cas pour la restauration rapide (+1% /janvier 2023 et +11% /février 2022) et pour les restaurants et cafés (+1% /janvier 2023 et +6% /février 2022).



Viandes bovines » Gros bovins » France »

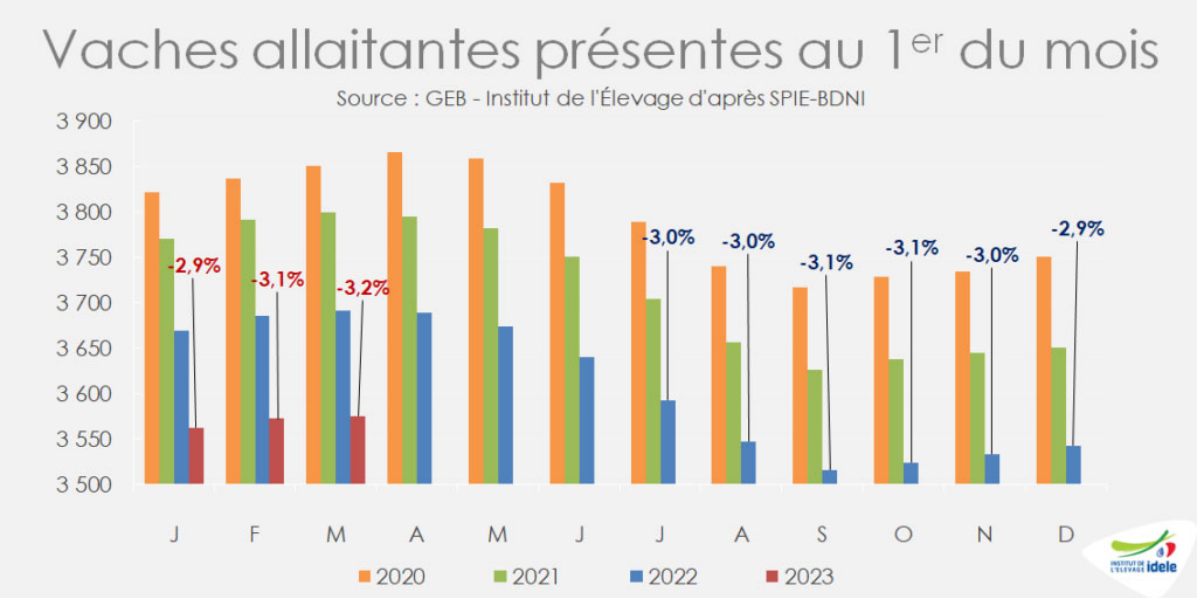
L'offre reste rare

Dernière révision le 24 avril 2023

La baisse des entrées de génisses dans les troupeaux accélère la décapitalisation. Les abattages reculent toujours. Les prix se tiennent mais la concurrence européenne sur le marché commence à se faire sentir.

La décapitalisation s'accélère, dans le cheptel laitier comme dans le cheptel allaitant

Au 1er mars, le recul du nombre de **vaches allaitantes** présentes en France était encore plus prononcé que les mois précédents (**-3,2%** sur un an). Il s'est amplifié également pour les **vaches laitières** (**-2,6%** /2022 contre -2,3% en février). Dans les deux troupeaux, c'est la forte baisse des entrées de génisses qui contracte les effectifs, et non une hausse des sorties. Sur l'année glissante de mars 2022 à février 2023, les entrées de génisses laitières dans les troupeaux ont en effet chuté de -6% et celles de génisses allaitantes de -4%.

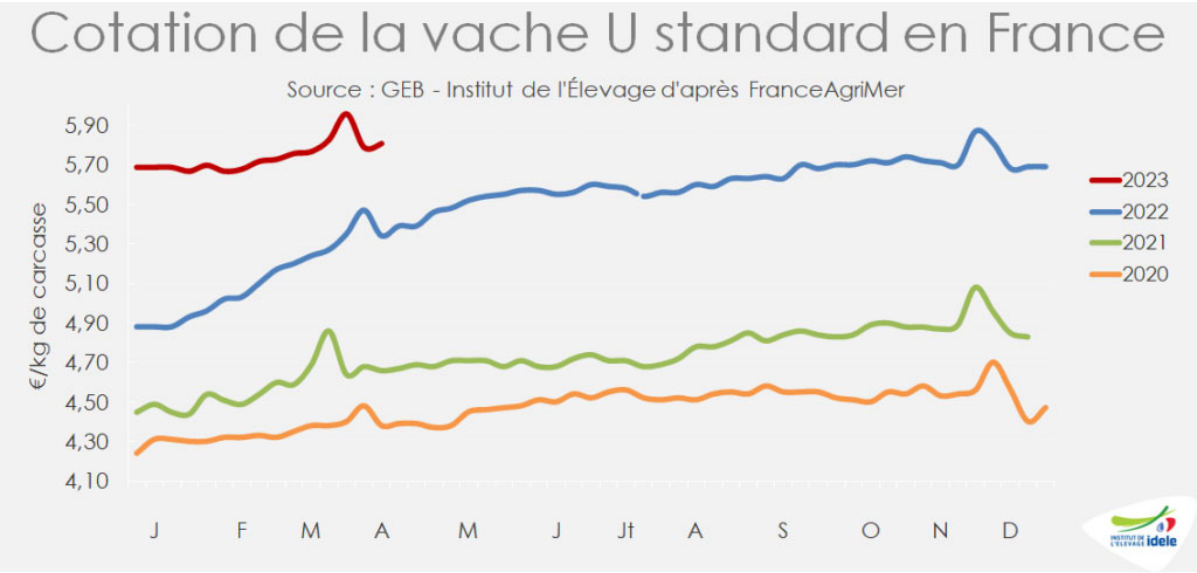


Recul de l'offre abattue

Sur les huit dernières semaines connues (7 à 14), les **abattages de gros bovins** ont enregistré une baisse de **-4%** d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse se chiffrait à -5% pour les vaches laitières, -3% pour les vaches de type viande ainsi que pour les génisses viande, et -15% pour les JB de type lait. Seuls les JB de type viande enregistraient une modeste hausse de +1%, en lien avec des mises en place un peu plus dynamiques de broutards en 2022.

Les prix des vaches restent hauts, mais la pression de l'import commence à se faire sentir

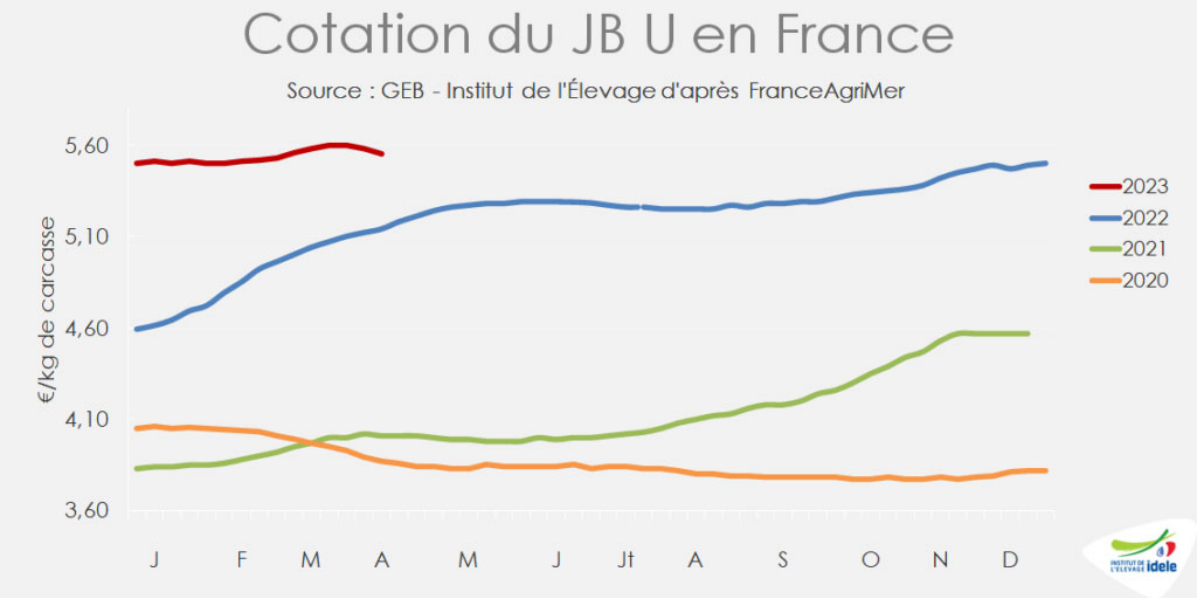
La baisse de l'offre à abattre permet de maintenir les cours. Toutefois, les prix des vaches les moins bien conformées ont perdu quelques centimes, laissant penser que la viande importée commence à faire pression sur les prix (voir l'article sur la consommation).



Après son pic de Pâques, la cotation de la **vache U** est redescendue, mais reste bien orientée. À **5,81 €/kg** de carcasse en semaine 15, elle restait en hausse de 4 centimes sur un mois et toujours largement supérieure aux années précédentes (+9% /2022 et +25% /2021). La **vache R** avait à l'inverse perdu 2 centimes à **5,46 €/kg** (+9% /2022 et +34% /2021). La **vache O** avait perdu 6 centimes à **4,95 €/kg** (+8% /2022 ; +55% /2021) et la **vache P** -7 centimes à **4,74 €/kg** (+6% /2022 ; +59% /2021). L'écart de prix avec les autres origines européennes pénalise en effet les vaches laitières françaises (voir l'article sur les vaches en UE).

Baisse saisonnière des prix des jeunes bovins

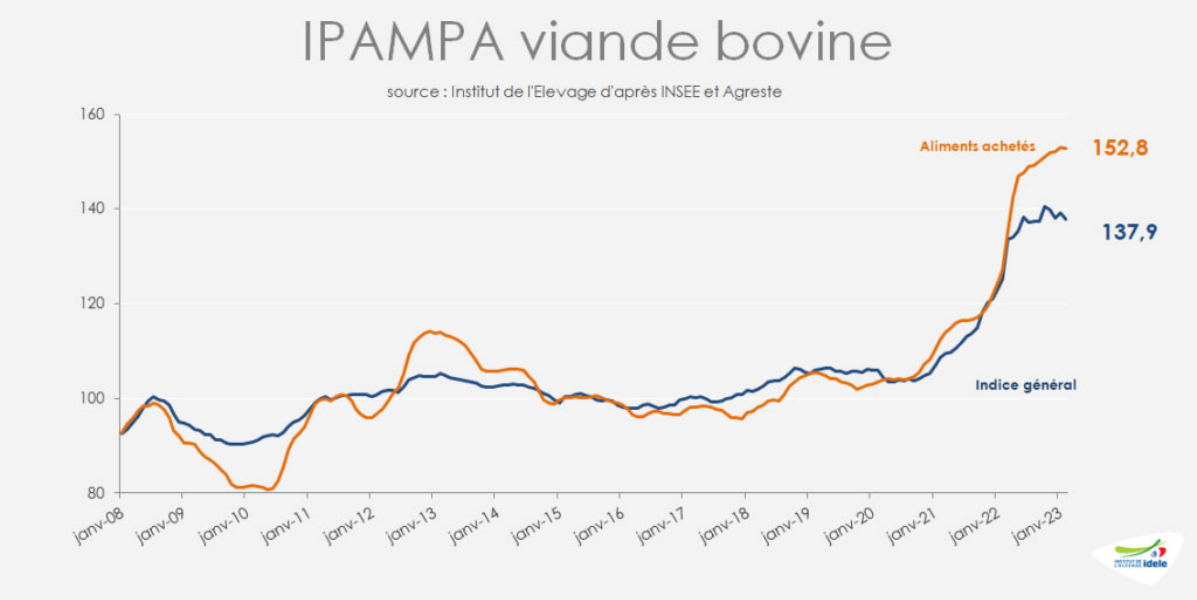
Avec retard, les **prix** des JB français ont enclenché une baisse saisonnière dans le sillage des prix italiens et allemands (voir l'article sur le marché européen du JB). Le marché européen du jeune bovin continue globalement de se tenir. La baisse de la demande allemande est compensée par un marché italien en manque d'offre et des débouchés péri-méditerranéens dynamiques pour les JB espagnols.



La cotation du **JB U** a perdu 3 centimes en 4 semaines pour retomber à **5,55 €/kg** de carcasse en semaine 15 (+8% /2022 et +38% /2021). Celle du **JB R** a perdu 4 centimes à **5,42 €/kg** (+9% /2022 et +42% /2021). Les prix des JB laitiers restent soutenus par le fort recul de l'offre : la cotation du **JB O** n'a perdu que 2 centimes, à **5,11 €/kg** (+11% /2022 et +53% /2021).

Des charges en très forte hausse sur un an

En février 2023, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 137,9 points, toujours en forte hausse par rapport à février 2022 (**+10%**). L'indice des prix des aliments achetés était à +20% /2022, celui des énergies et lubrifiants à +9% et celui des engrais et amendements à +7%.



Les charges ont évolué moins vite que les prix des animaux finis. Pour autant Les cotations des bovins viande demeurent inférieures à leur prix de revient. Au second semestre 2022, il était de 5,92 €/kg éc pour les jeunes bovins de type viande et 6,12 €/kg éc pour la vache de type viande. Pour les vaches Label rouge, il faut rajouter 26 centimes /kg si tous les animaux labellisables sont effectivement labellisés et jusqu'à + 56 centimes si seulement un tiers des animaux sont labellisés. Ces indicateurs de prix de revient pour la contractualisation sont calculés pour l'Interprofession bovine (INTERBEV) sur la base d'une rémunération égale à 2 SMIC par actif non salarié, selon une méthodologie et un échantillon défini par accord interprofessionnel. Ils sont mis à jour sur une base semestrielle pour chaque catégorie de bovin et sont disponibles sur le site de l'Institut de l'Élevage.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Peu d'offre et peu de demande

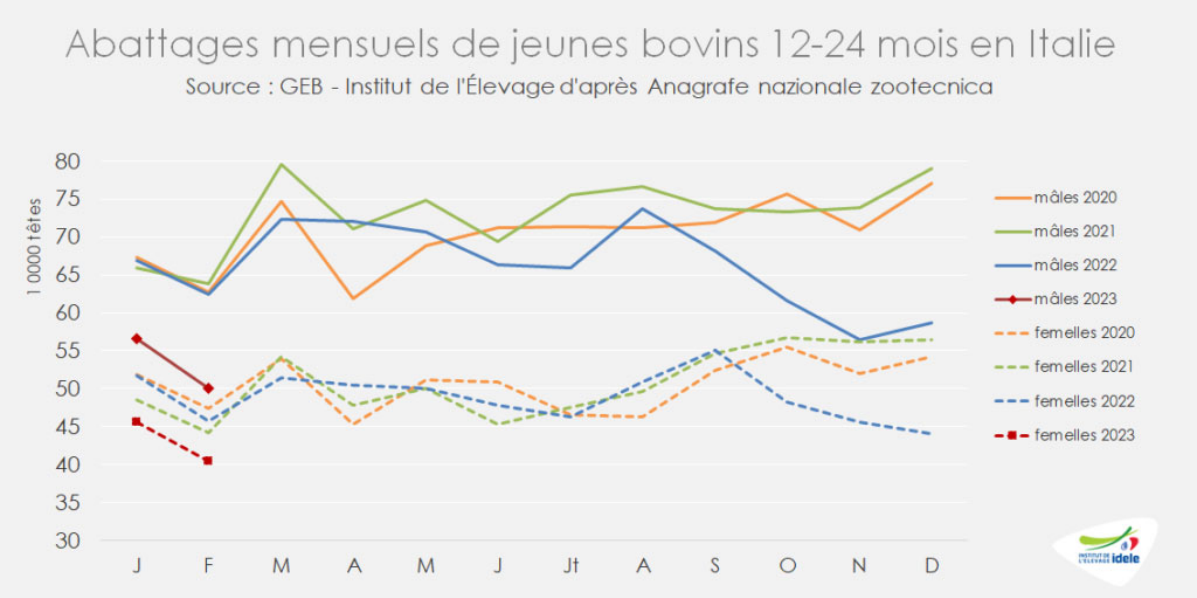
Dernière révision le 24 avril 2023

L'offre de JB est globalement en baisse sur le marché européen, mais l'inflation freine la demande.

Les prix se maintiennent, sauf en Allemagne.

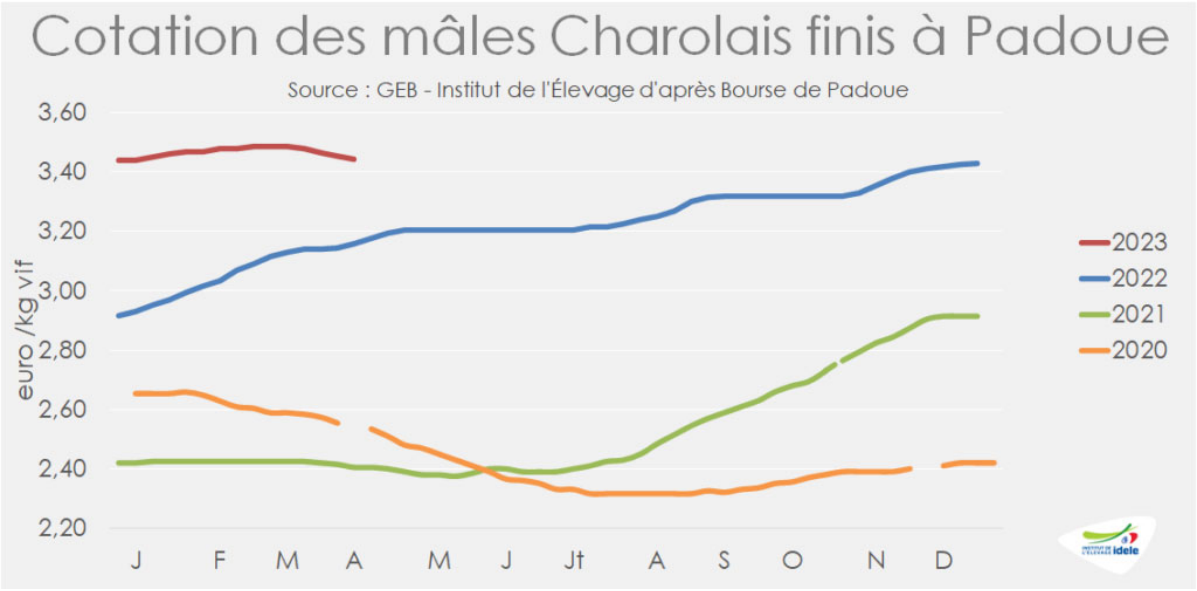
ITALIE : offre très limitée

En **Italie**, les **sorties** de jeunes bovins sont considérablement limitées depuis l'automne dernier. En effet, les engraisseurs avaient réduit les mises en place au printemps en raison des incertitudes sur les effets de la sécheresse et de la guerre en Ukraine. Les envois de broutards français ont par ailleurs été ralentis l'an dernier par le manque de disponibilités exportables.

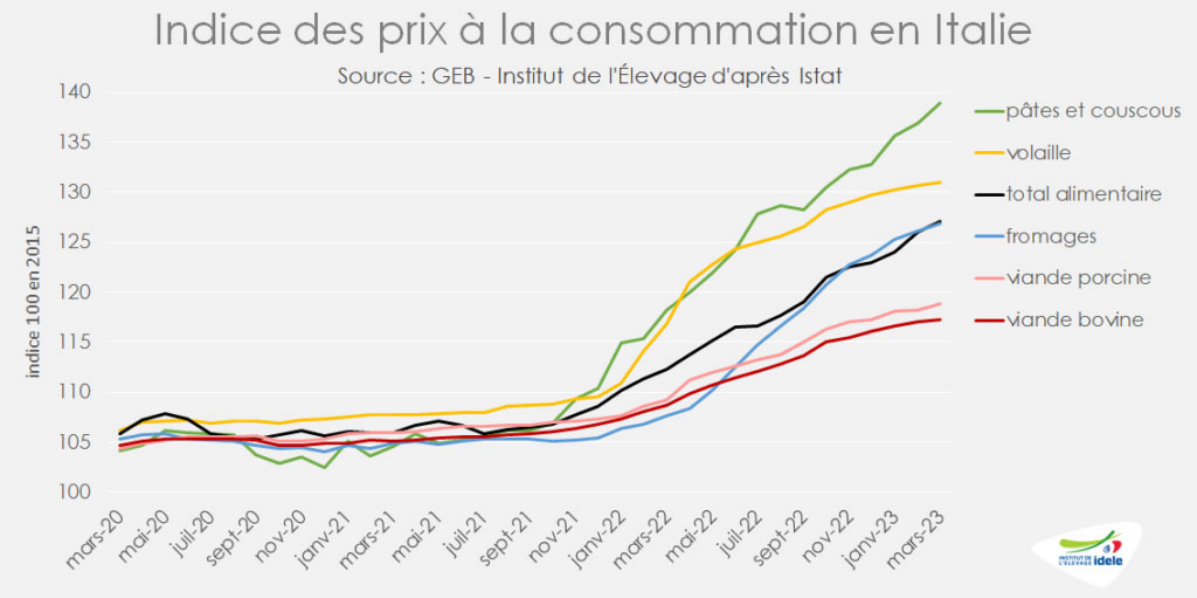


D'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica* (BDNI italienne), les **abattages** de bovins de 1 à 2 ans étaient en fort recul sur les 2 premiers mois de l'année : **-18% /2022 pour les mâles** de 12 à 24 mois à 107 000 têtes en cumul sur janvier et février et **-12% pour les femelles** à 86 000 têtes.

Les **prix** des jeunes bovins limousins restent parfaitement stables à la bourse de Modène, de même que ceux des femelles charolaises et limousines. Les seules cotations montrant un début de baisse saisonnière sont celles des mâles charolais. Elles ont perdu 4 à 6 centimes/kg vif en 4 semaines et se situaient en semaine 15 à 3,57 €/kg vif pour le Charolais extra (+9% /2022) et 3,44 €/kg vif pour le Charolais de première catégorie (+9% /2022). Même évolution sur la bourse de Padoue, où le mâle charolais a perdu 4 centimes à 3,45 €/kg vif en semaine 15 (+9% /2022).

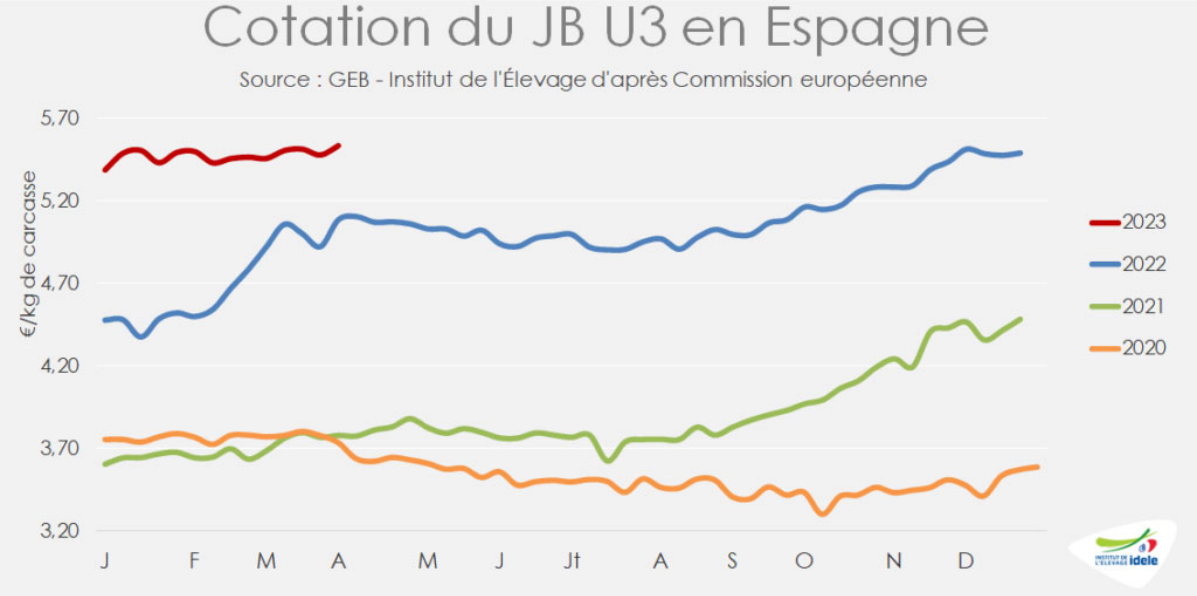


L'**inflation** a poursuivi son ralentissement en mars selon Istat (**+7,6%** /2022, contre +9,1% en février et +10,0% en janvier) du fait notamment du recul des prix de l'énergie. Mais l'inflation sur les **produits alimentaires** est restée stable à **+13,2%** /2022. L'inflation en **viande bovine**, qui demeure bien plus modérée, a même ralenti en février (**+7,9%**, contre +8,2% en janvier). Elle est également moindre que pour les autres produits animaux (+12,2% pour la volaille, +8,9% pour le porc, +22,3% pour les œufs et +17,9% pour les fromages).



ESPAGNE : prix bien orientés

En **Espagne**, les **prix** des JB restent bien orientés. Certes, le marché national souffre de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, mais l'arrivée de la saison touristique pourrait relancer la demande. Par ailleurs, la demande à l'export est toujours ferme vers les pays du sud de la Méditerranée pendant toute la durée du Ramadan, compensant la petite baisse enregistrée sur les marchés européens (Portugal, Italie, Grèce).

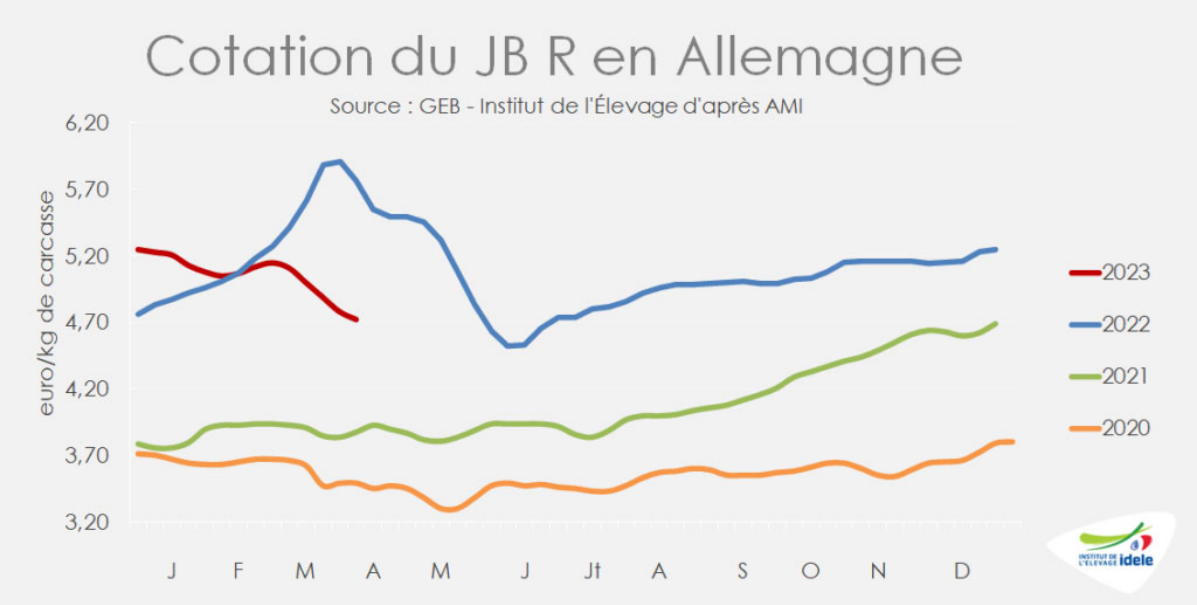


Le **JB U** espagnol cotait **5,53 €/kgéc** en semaine 14 (+9% /2022). Le JB R cotait 5,20 €/kg (+4%) et le JB O 5,14 €/kg (+7%).

L'**inflation** a considérablement ralenti en mars (**+3,3%** d'une année sur l'autre, contre +6,0% en février), grâce au repli du prix de l'énergie. La hausse des prix de l'**alimentation** a été très légèrement inférieure à celle de février, mais reste très élevée (**+16,5%** /2022), malgré la suppression depuis décembre de la TVA sur les denrées de première nécessité.

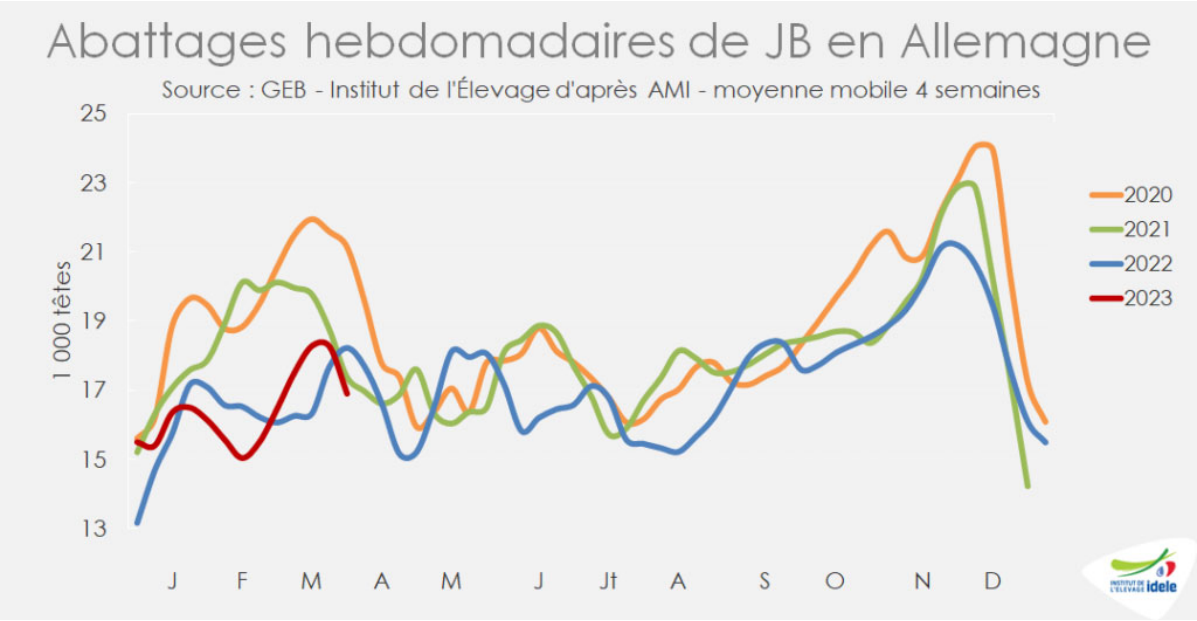
ALLEMAGNE : la demande flanche

En **Allemagne**, l'**inflation** générale a ralenti en mars à **+7,4%** d'après Destatis contre +9,3% en février. Mais la hausse des prix de l'**alimentation** a continué son accélération (à **+22,3%** en mars contre +21,8% en février). Ceci contraint le pouvoir d'achat des ménages et freine la demande en viande piécée sur un marché particulièrement attentif au prix. Ainsi, sur les deux premiers mois de l'année, les volumes de viande bovine achetés par les ménages ont reculé de -15% /2022 d'après le panel GFK, alors que ceux de viande hachée mélangée porc-bœuf étaient quasiment stables (-0,9%), de même que ceux de saucisses (voir l'article femelles). Ceci conduit à réduire la demande en viande de JB et fait pression sur les prix.



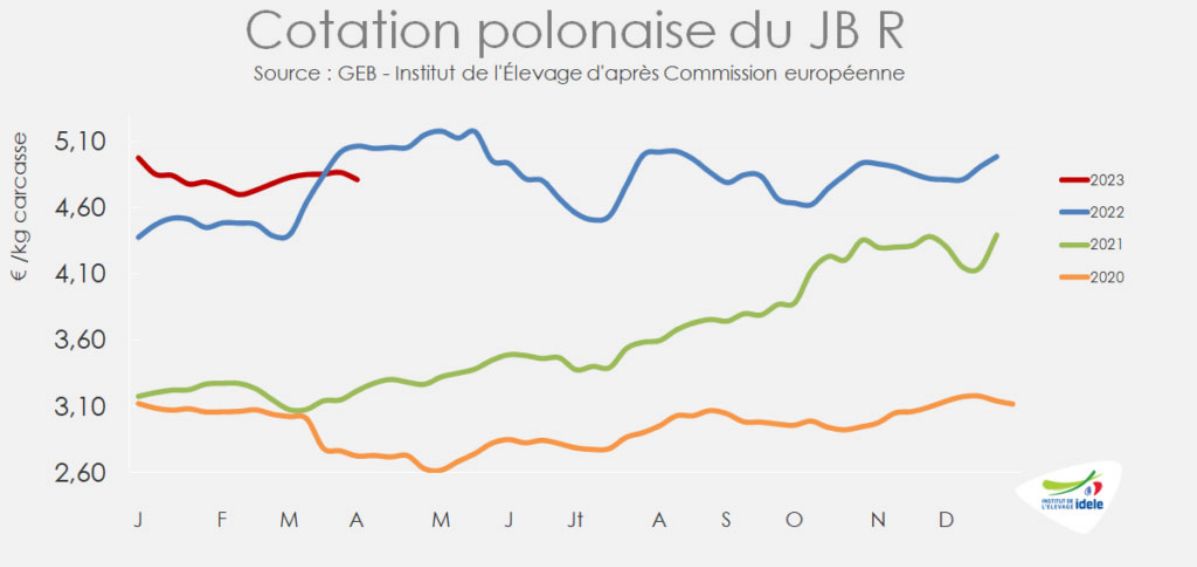
Les cotations des JB ont perdu près de 40 centimes en un mois. Celle du **JB U** est retombée à **4,76 €/kg** de carcasse (-18% /2022 et +21% /2021), celle du **JB R** à **4,72 €/kg** (-18% /2022 et +22% /2021) et celle du JB O à 4,50 €/kg (-18% /2022 et +22% /2021).

Les **abattages** de jeunes bovins restent limités. Ils ont baissé sur les semaines 11 à 14 par rapport aux années précédentes (**-7% /2022** et -7% /2021).



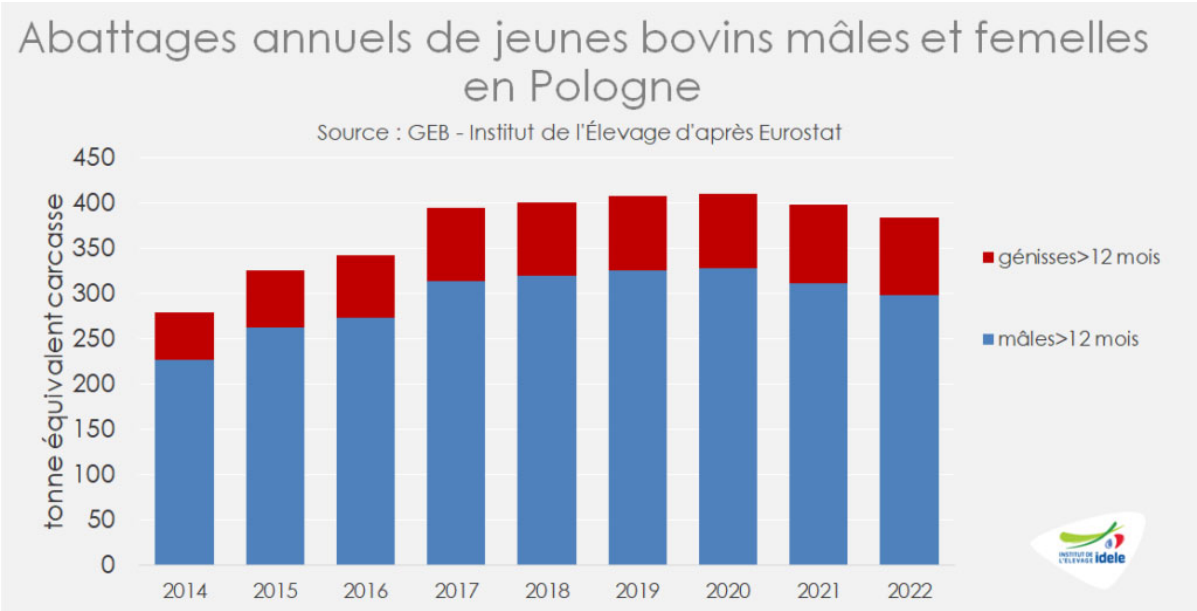
POLOGNE : les prix se tiennent mieux qu'en Allemagne

Les cotations des JB polonais se tiennent mieux que celles des JB allemands, mais sont cependant repassées sous leur niveau historiquement élevé de 2022.



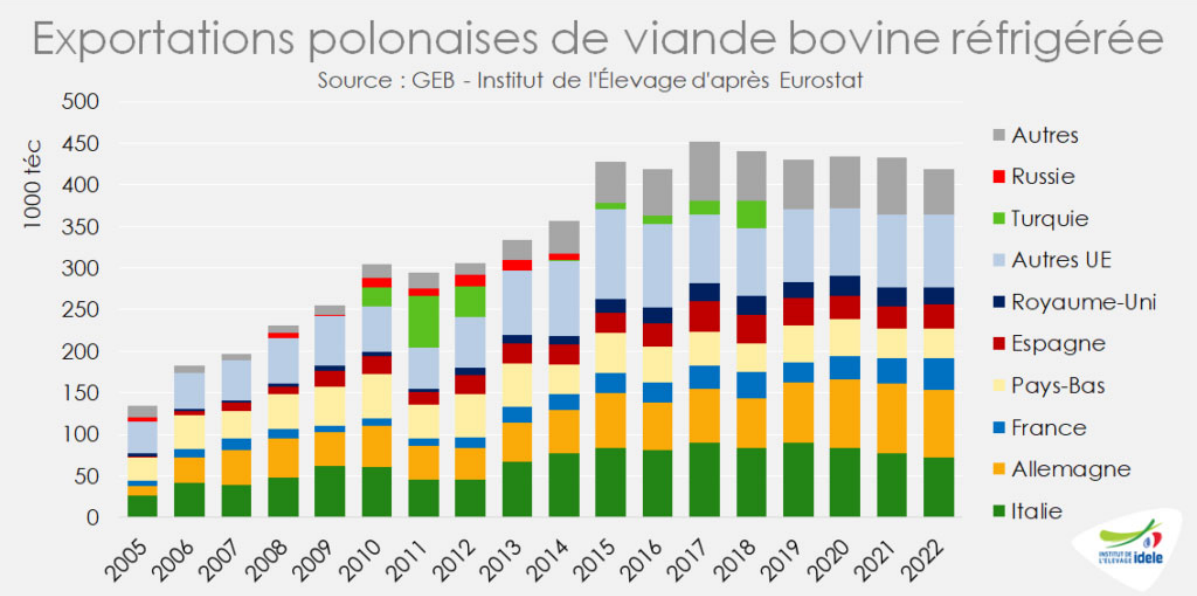
La cotation du **JB R** se situait à **4,81 €/kg** de carcasse en semaine 14 (-5% /2022 et +50% /2021) et celle du JB O à 4,68 €/kg (-5% /2022 et +50% /2021).

La **production** polonaise de jeunes bovins **recule** désormais depuis deux ans, par manque de petits veaux à engraisser. Ce repli fait suite à un long développement de la production de JB en Pologne depuis son adhésion à l'UE en 2004.



En 2022, la **production** abattue de jeunes bovins n'a totalisé que 384 000 téc (**-4% /2021** et -6% /2020), dont 298 000 téc de taurillons (-4% /2021 et -9% /2020) et 86 000 téc de génisses (= /2021 et +5% /2020). À cela se sont ajoutées 154 000 téc de viande de vaches de réforme (= /2021 ; +5% /2020), portant la production polonaise de viande bovine à 541 000 téc (-3% /2021 et 2020).

Dans le sillage de la production, les **exportations** polonaises de viande bovine ont reculé en 2022 à 468 000 téc (**-2% /2021**). Les flux se sont réduits en volume notamment vers l'Italie (-7%), l'Allemagne (-2%), les Pays-Bas (-2%) et le Royaume-Uni (-17%). Ils ont en revanche nettement progressé vers la France (+25%) et l'Espagne (+11%).

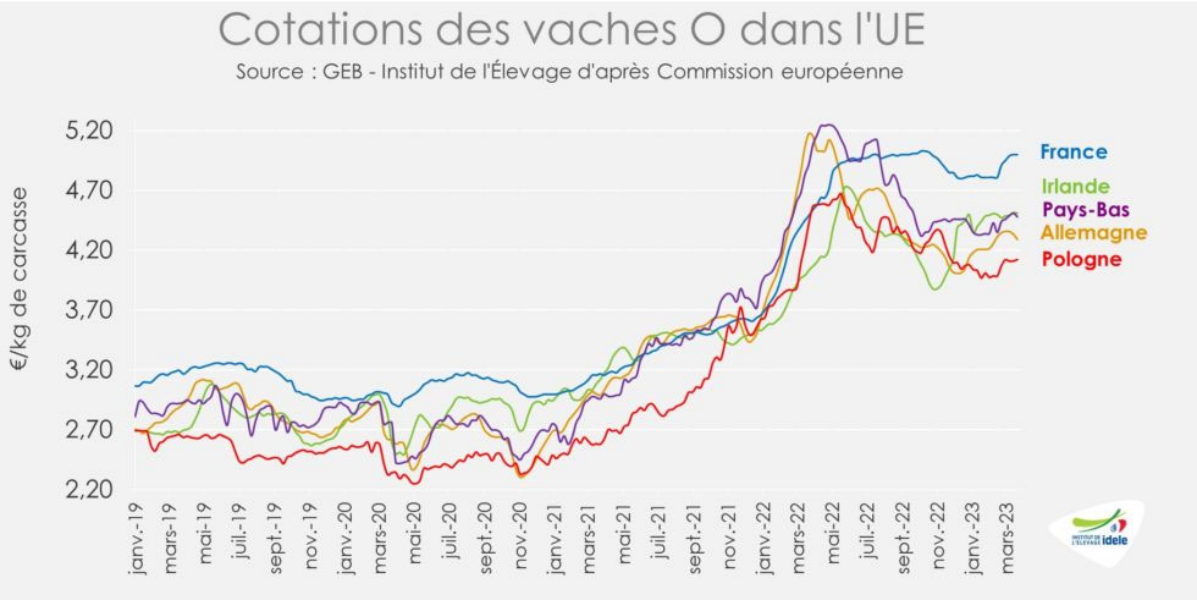


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Abattages limités, cotations relativement stables

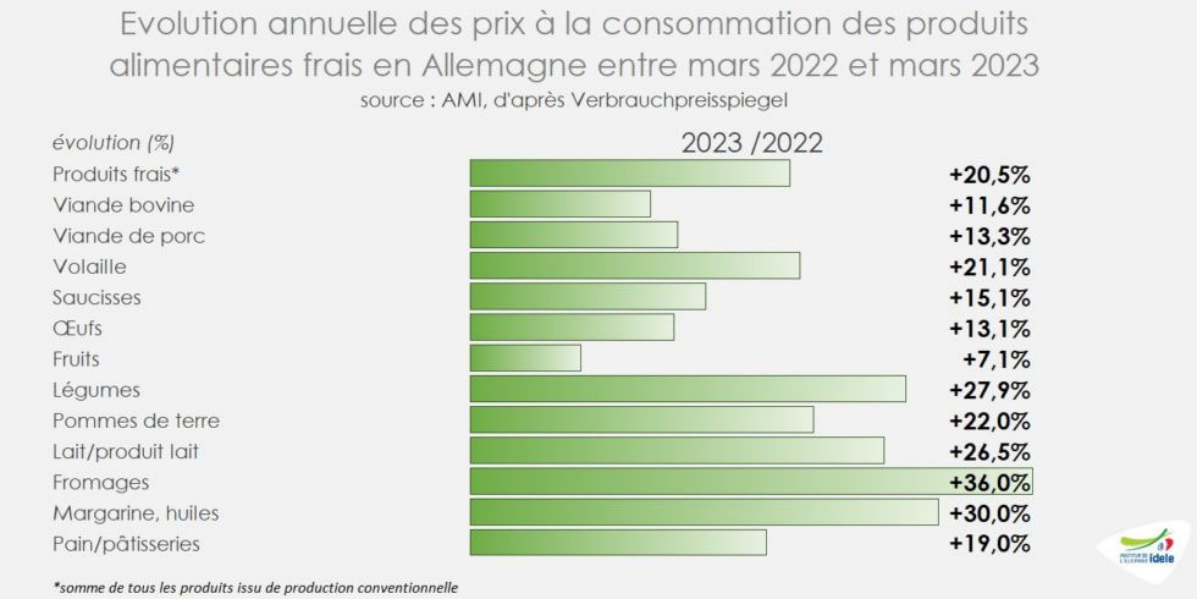
Dernière révision le 24 avril 2023

Depuis plusieurs semaines, les cotations des réformes évoluent peu alors que les abattages sont plutôt limités et que l'inflation alimentaire pénalise le pouvoir d'achat des ménages. La demande en viande de réforme reste soutenue, notamment pour la transformation.

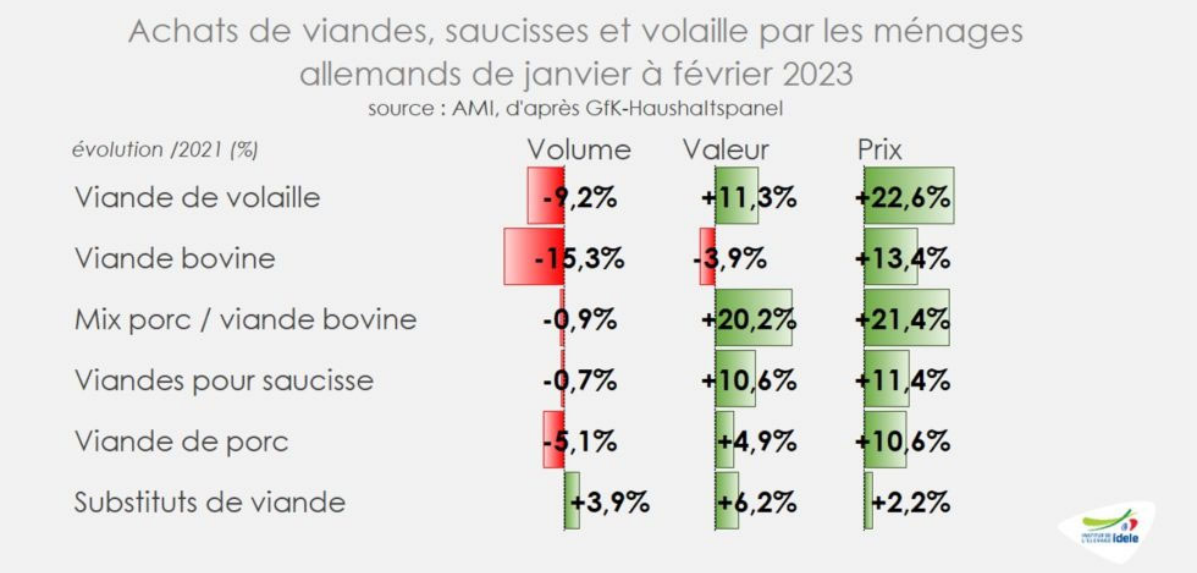


ALLEMAGNE : entre inflation et abattages limités

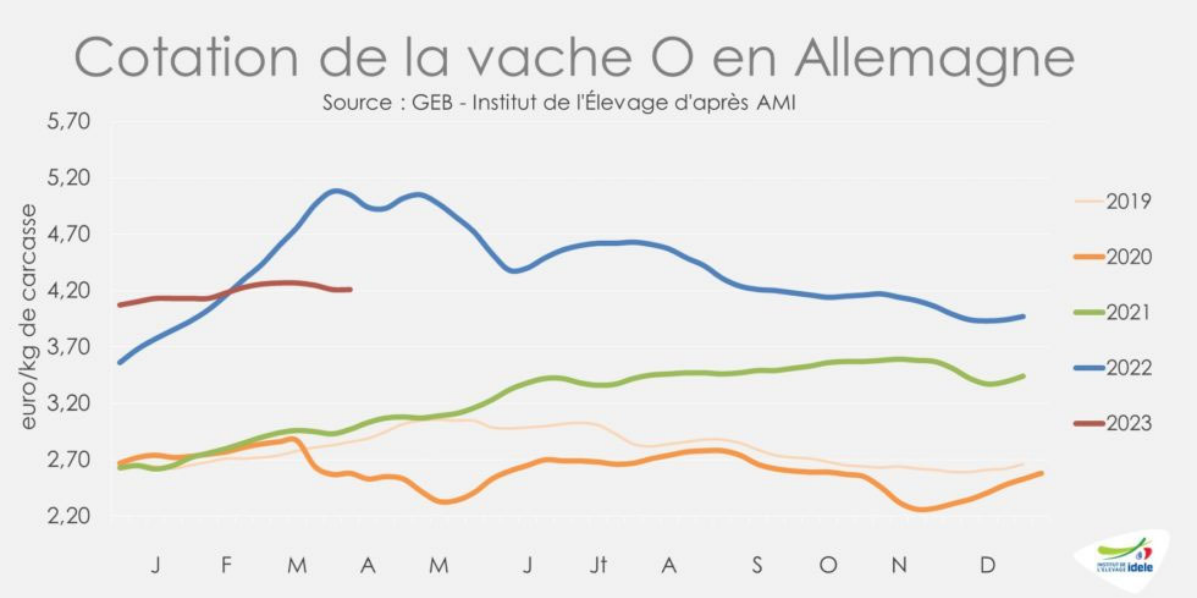
En **Allemagne**, l'inflation alimentaire est forte comme ailleurs dans la zone euro. En **mars 2023**, les prix des produits frais avaient progressé de près de +21% sur un an. Si la hausse est particulièrement forte pour les fromages (+36% /2022) ou les légumes (+28%), elle est plus modérée, mais reste substantielle pour les différentes viandes dont la viande bovine (+12%).



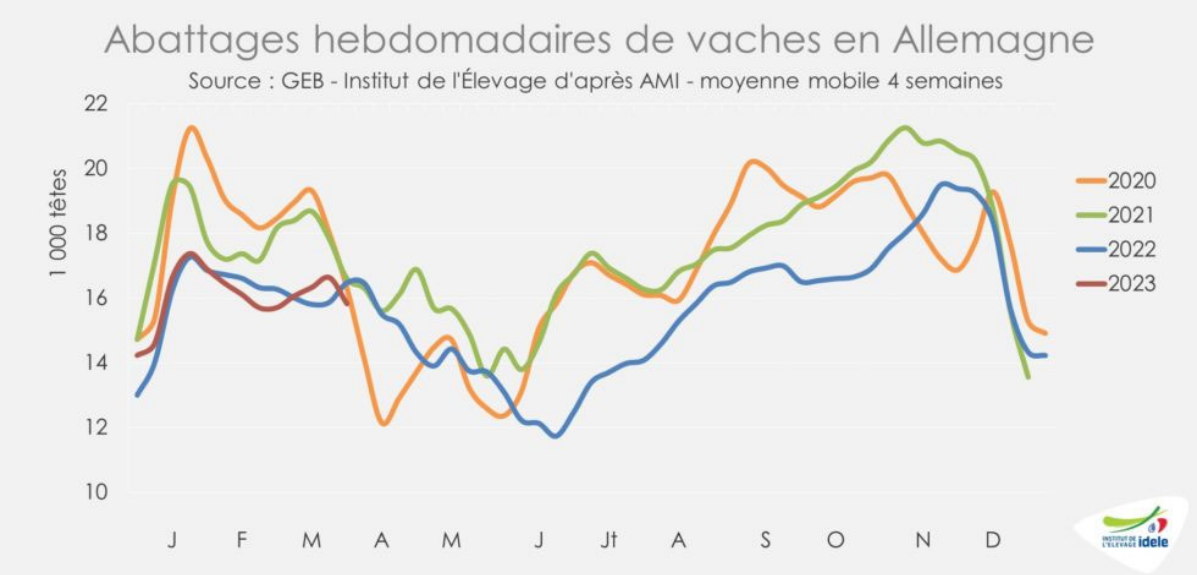
Depuis le début de l'année, la hausse des prix des aliments et notamment des viandes affecte les achats des ménages. En cumul sur les deux premiers mois de 2023, les ventes en volume de viande bovine avaient ainsi reculé de -15% /2022. D'après AMI, l'intérêt des ménages pour le piécé, plus cher, a diminué au profit de la viande transformée comme les saucisses (-1%) ou la viande hachée mélangée (-1%), plus abordable malgré des hausses de prix très conséquentes (respectivement +1% et +21%).



Si la demande moins importante en piécé, principalement issue de jeunes bovins, fait pression à la baisse sur les cotations des mâles, la demande relativement plus soutenue pour les viandes transformées, utilisant des réformes laitières, participent à soutenir les prix de femelles. Ceci permet de stabiliser les cotations des vaches, qui sont en retrait par rapport à 2022 mais toujours très supérieures à 2021. En semaine 14, le cours de la vache O atteignait 4,21 €/kgéc (-17% /2022 et +42% /2021).

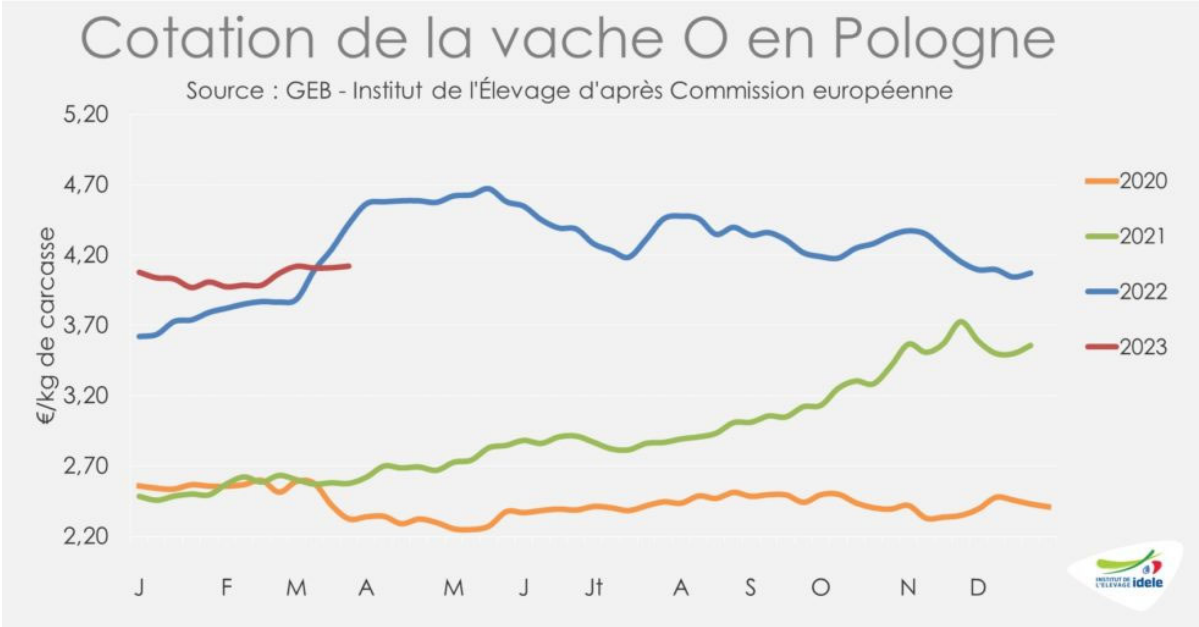


Les abattages de réformes restent limités. Depuis le début de l'année 2023, les abattages de vaches flirtent avec le bas niveau de 2022. D'après AMI, sur les quatre dernières semaines (semaines 11 à 14), ils étaient toutefois en retrait (-4% /2022 et -5% /2021).



POLOGNE : les cours des réformes restent stables

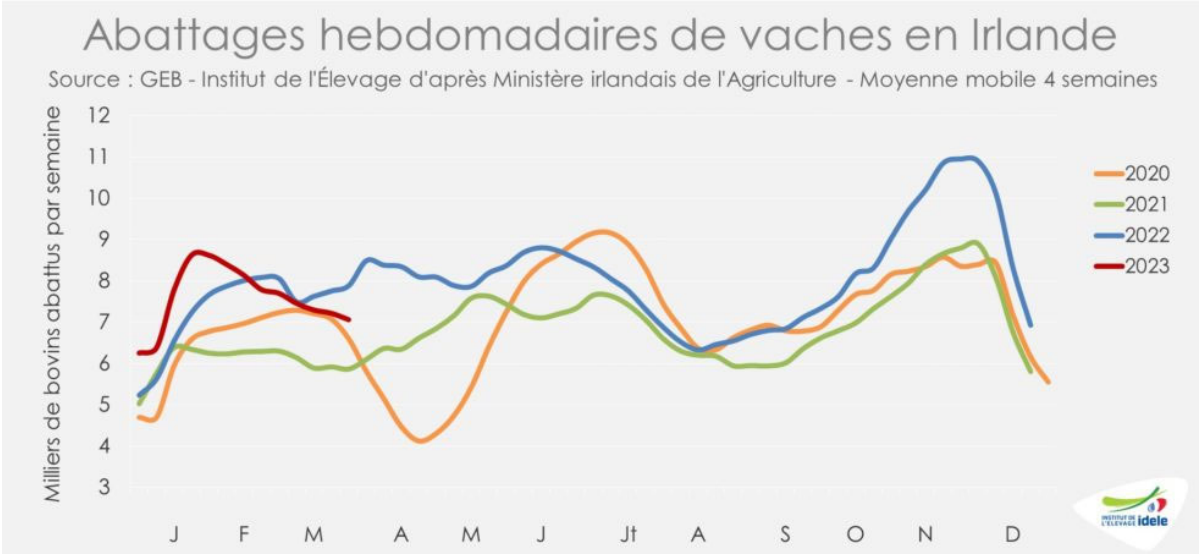
En **Pologne**, les cours des réformes progressent légèrement alors que la demande en viande polonaise pour la restauration et la transformation reste soutenue (contrairement au muscle et donc à la viande de JB) et que l'offre européenne est plutôt limitée par des prix du lait plutôt favorables au maintien des vaches dans les exploitations laitières. En semaine 13, la cotation de la vache O atteignait 4,12 €/kg de carcasse (-7% /2022, mais +60% /2021), soit une hausse de +5 centimes en un mois (+1%).



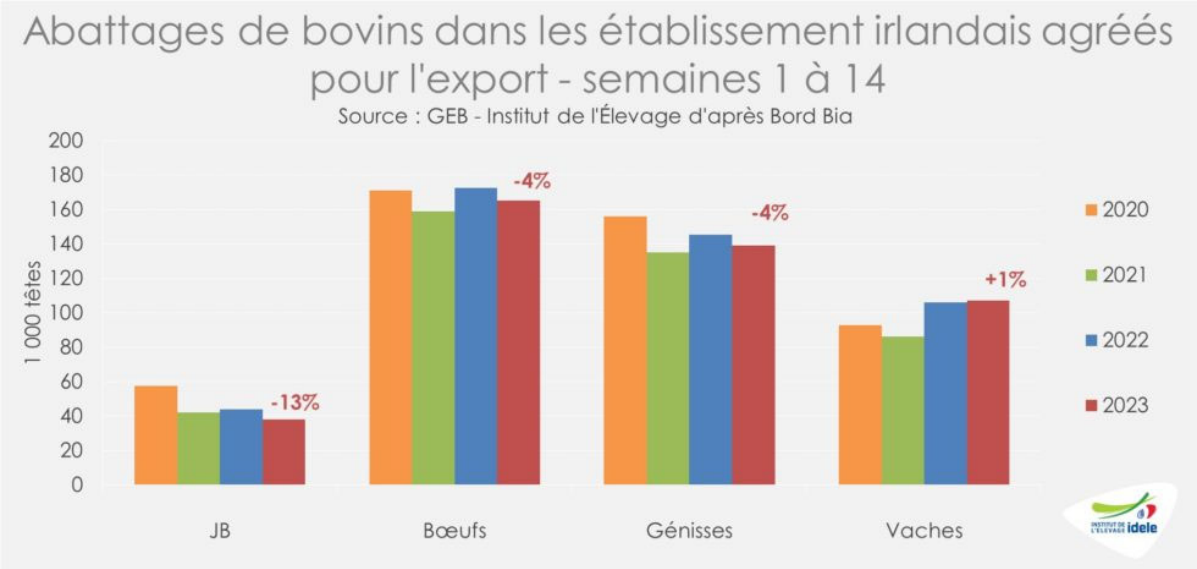
Dans les mois à venir, avec un cheptel de vaches en retrait d'après l'enquête de décembre 2022 , les disponibilités en réformes pourraient être limitées.

IRLANDE : abattages toujours limités et prix stables

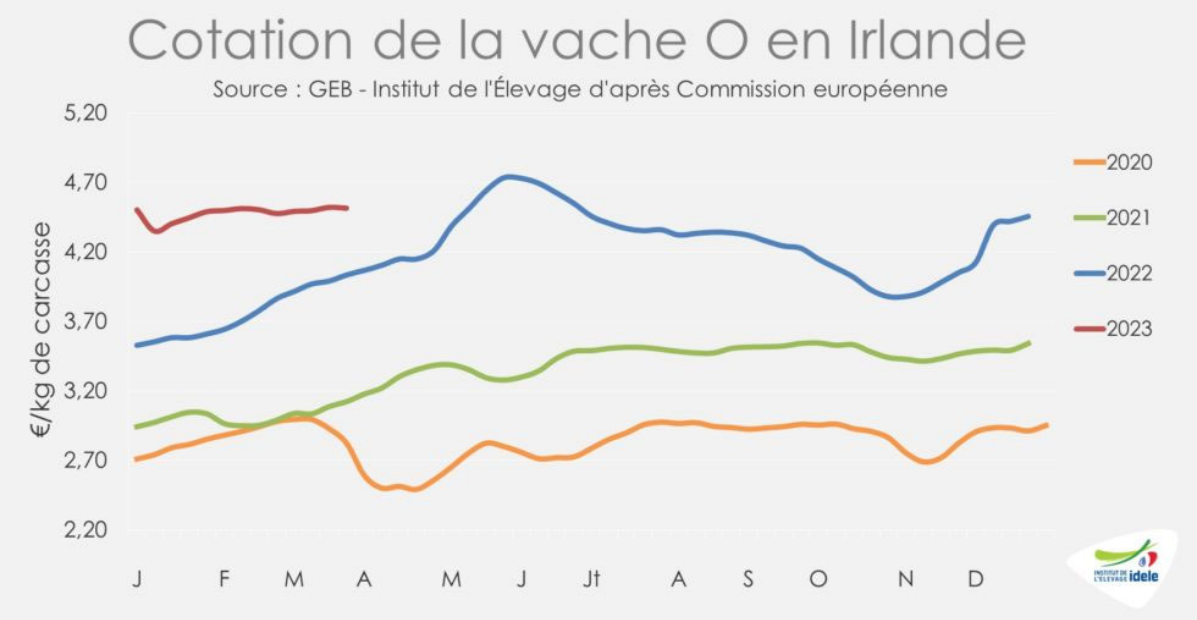
En **Irlande**, après les niveaux soutenus fin 2022 puis début 2023, le rythme des abattages de vaches a poursuivi en mars son ralentissement entamé fin janvier. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais sur les semaines 11 à 14, les abattages de vaches ont diminué par rapport au niveau soutenu de 2022 (-10% /2022, mais +20% /2021).



En cumul depuis le début de l'année, les abattages de réformes sont cependant conséquents (+1% /2022 et +24% /2021). Rappelons qu'en 2021 la demande pour la restauration et la transformation en Europe faisait face à une offre globalement limitée.



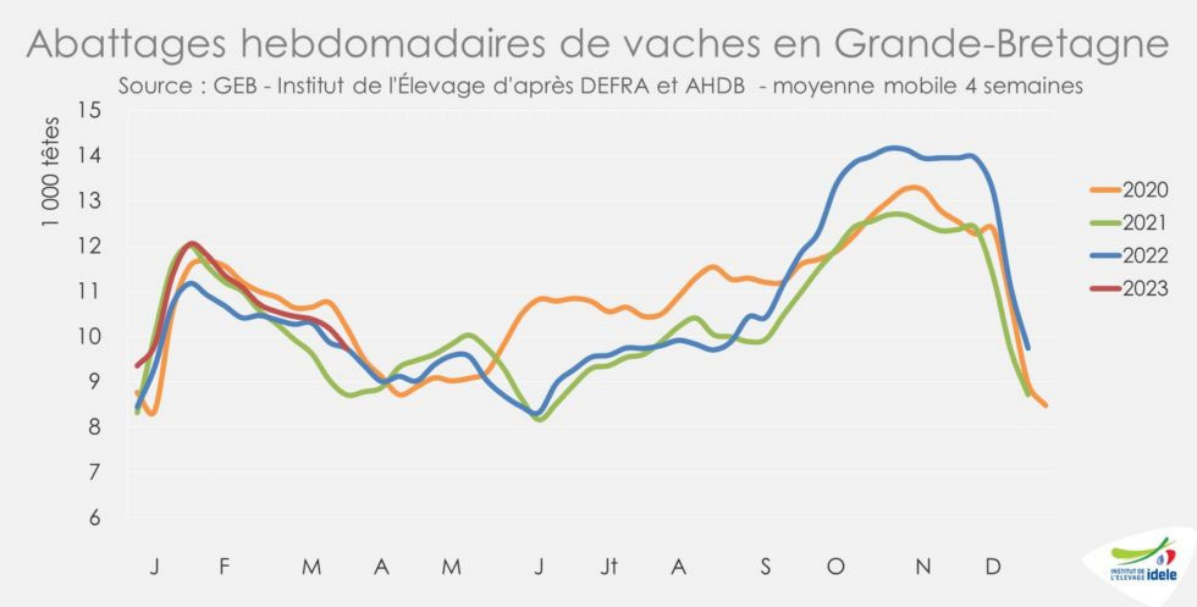
Face à une demande qui reste plus robuste que pour les jeunes animaux et à une offre plus réduite qu'en début d'année, les cotations des réformes progressent très légèrement. En semaine 13, le cours de la vache O a atteint 4,51 €/kg de carcasse (+12% /2022 et +45% /2021), soit +4 centimes en un mois (+1%). Celle du bœuf R3 était stable, à 5,26 €/kg (+11% /2022 et +36% /2021).



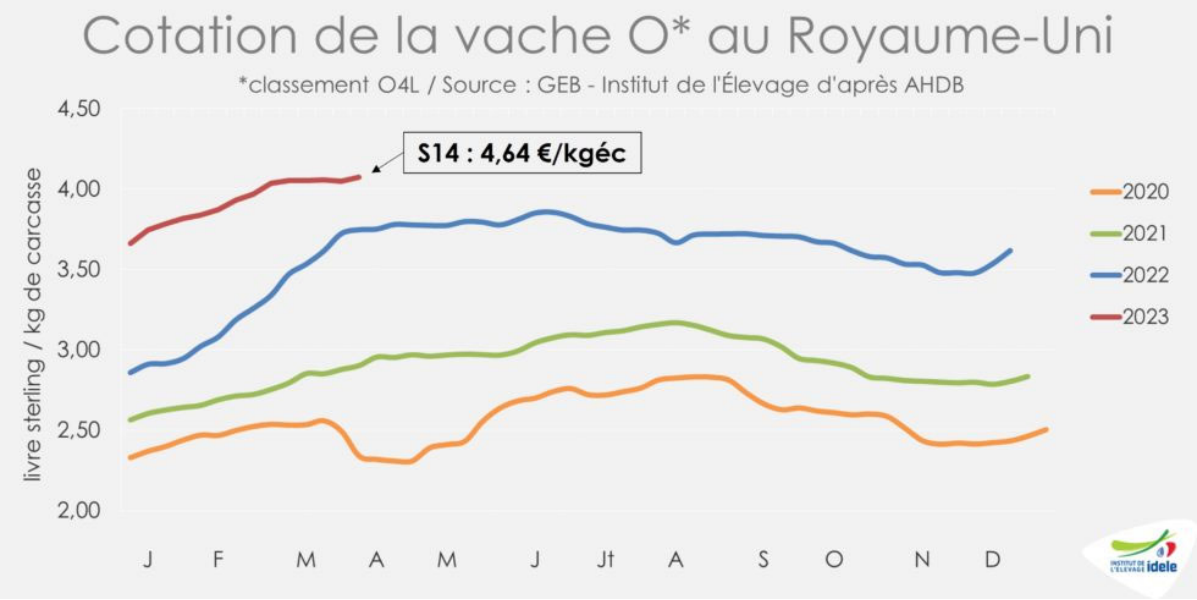
En **janvier 2023**, les exportations irlandaises de viande bovine approchaient le niveau observé il y a un an, à 40 500 téc (-1% /2022 ; +16% /2021, mais -9% /2020) d'après Eurostat. Si les exportations de viandes réfrigérées étaient stables à 25 500 téc (= /2022), les envois de viandes congelées avaient reculé à 10 000 téc (-10%). Ce n'était pas le cas des viandes transformées, à 5 000 téc (+19%). Les exportations étaient en hausse vers l'Italie (+43% /2022) et la France (+16%). Elles étaient stables vers le Royaume-Uni et en recul notamment vers les autres pays tiers (-57%).

ROYAUME-UNI : une situation similaire au marché de l'UE

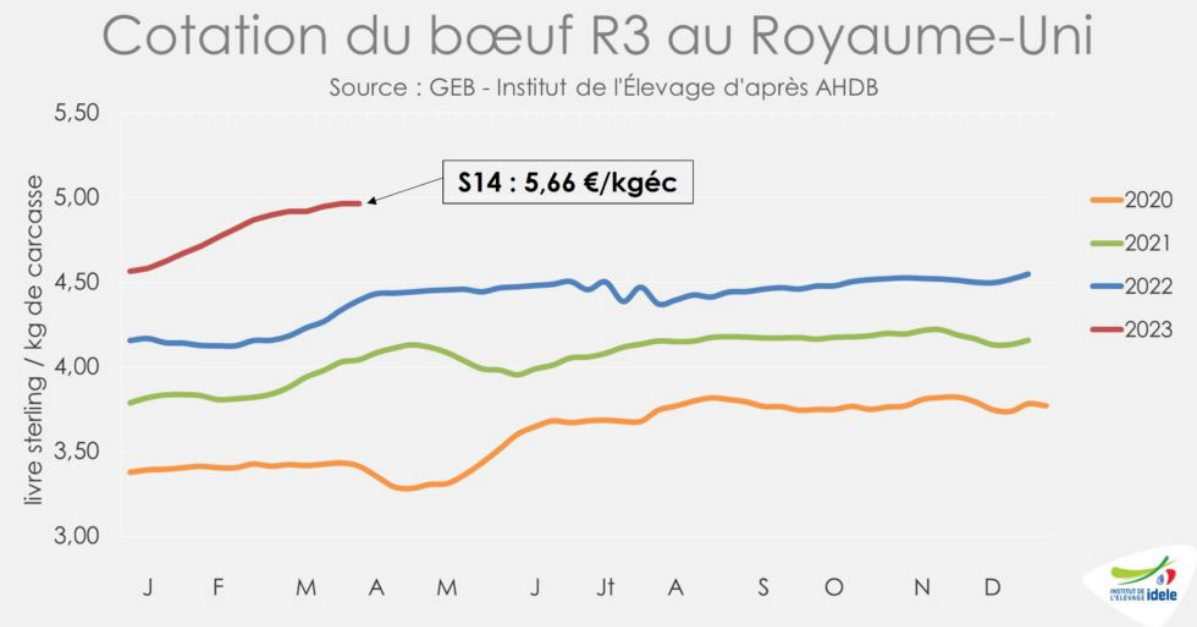
Au Royaume-Uni, le rythme des sorties de bovins reste relativement lent. Sur les quatre dernières semaines connues (6 à 9) les abattages de gros bovins étaient limités (-1% /2022, +3% /2021 et = /2020), tout comme ceux des vaches (= /2022, +12% /2021 et = /2020).



D'après AHDB, le resserrement de l'offre et la forte concurrence des abattoirs continuent de soutenir les prix des bovins. Après plusieurs semaines de stagnation, la cotation de la vache a légèrement progressé, à 4,07 £/kg de carcasse (+9% /2022 et +40% /2021) soit 4,64 €/kg. C'est une augmentation de 3 pence en un mois et de 40 pence depuis le début de l'année (+11%).



La progression des cours a été similaire pour les jeunes animaux (*prime cattle*). Ainsi, la cotation du bœuf R3 a atteint 4,97 £/kg (+13% /2022 et +23% /2021), soit 5,66 €/kg. C'est +5 pence en un mois et +40 pence depuis le début de l'année (+9%).



Viandes bovines » Maigre »

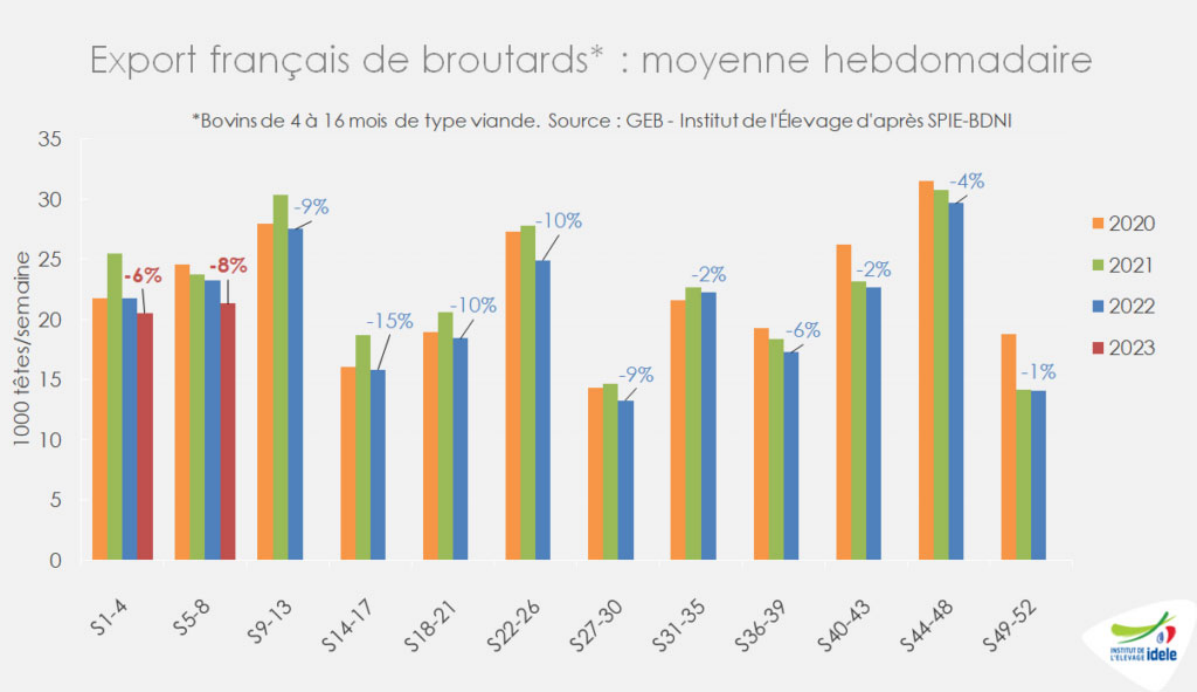
Les exports de Charolais reculent plus que ceux de Limousins

Dernière révision le 24 avril 2023

Les exportations de broutards français ont encore reculé en février, en lien avec des disponibilités réduites par le recul des naissances depuis de nombreux mois et la bonne tenue de l'engraissement en France.

Les envois de broutards toujours en retrait en février 2023

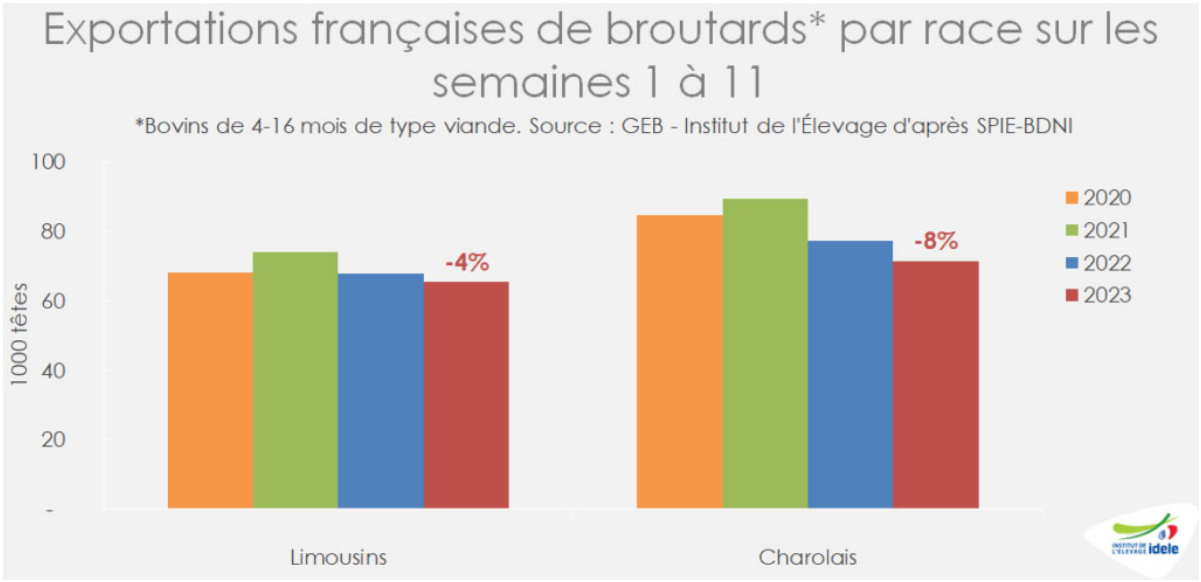
En février entre les semaines 5 et 8, 85 000 bovins mâles et femelles de type viande âgés de 4 à 16 mois ont été exportés selon SPIE-BDNI, en net recul de **-8%** /2022 (-8 000 têtes) et -10% /2021. Pour rappel le début d'année 2021 avait été dynamique vers l'Italie.



De janvier à la mi-mars (cumul des semaines 1 à 11), 229 000 broutards ont été exportés selon SPIE-BDNI, toutes destinations confondues (**-7%** /2022 ; -15% /2021 et -9% /2020) dont 36% de femelles (part inchangée comparée à l'an passé).

Recul plus net des exports de Charolais que de ceux de Limousins

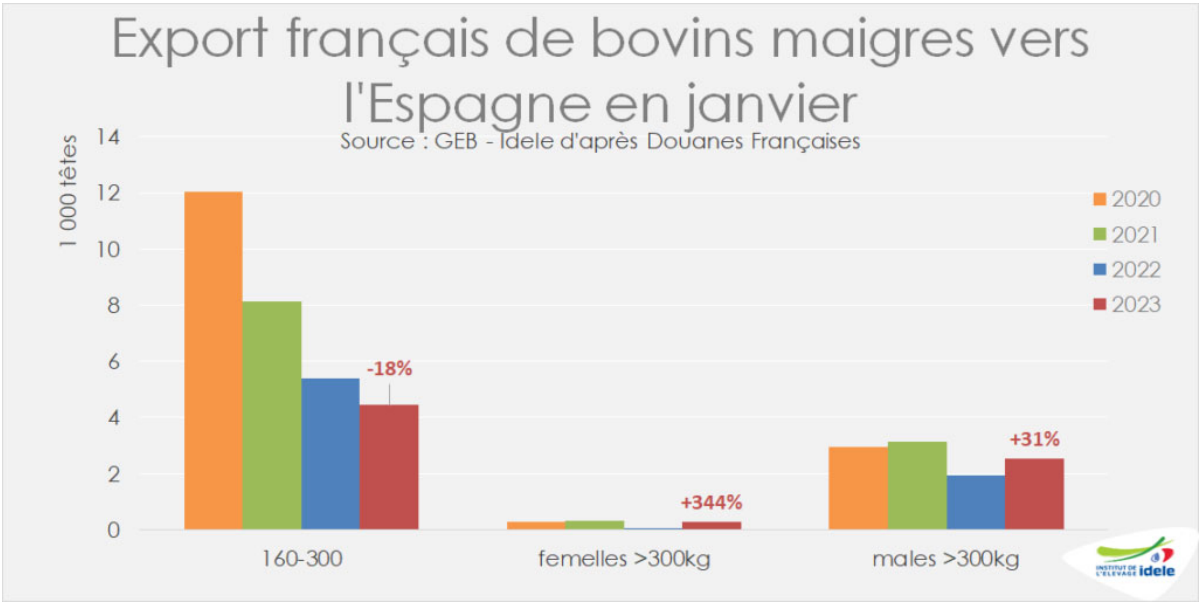
Les broutards mâles et femelles charolais, légèrement plus impactés par la baisse des naissances que les Limousins, sont aussi davantage conservés en France pour l'engraissement.



Tout au long de l'année 2022 et en 2023, les exports de broutards mâles et femelles **charolais** (71 000 têtes entre les semaines 1 et 11 en 2023, soit **-8%** ou – 6 000 têtes/2022) ont ainsi reculé plus vite que ceux des broutards **limousins** (65 000 têtes entre s1 et s11, soit **-4%** ou – 2 500 têtes /2022. Les cohortes de naissances de Charolais et Limousins avaient toutes deux évolué à la baisse mais un peu plus fortement en Charolais (-3%) qu'en Limousin (-2%). Les Charolais sont davantage restés en France pour engraissement, notamment durant les 3 premiers trimestres de 2022, réduisant d'autant les disponibilités.

Moins de 160-300 kg vers l'Espagne, mais plus de mâles lourds

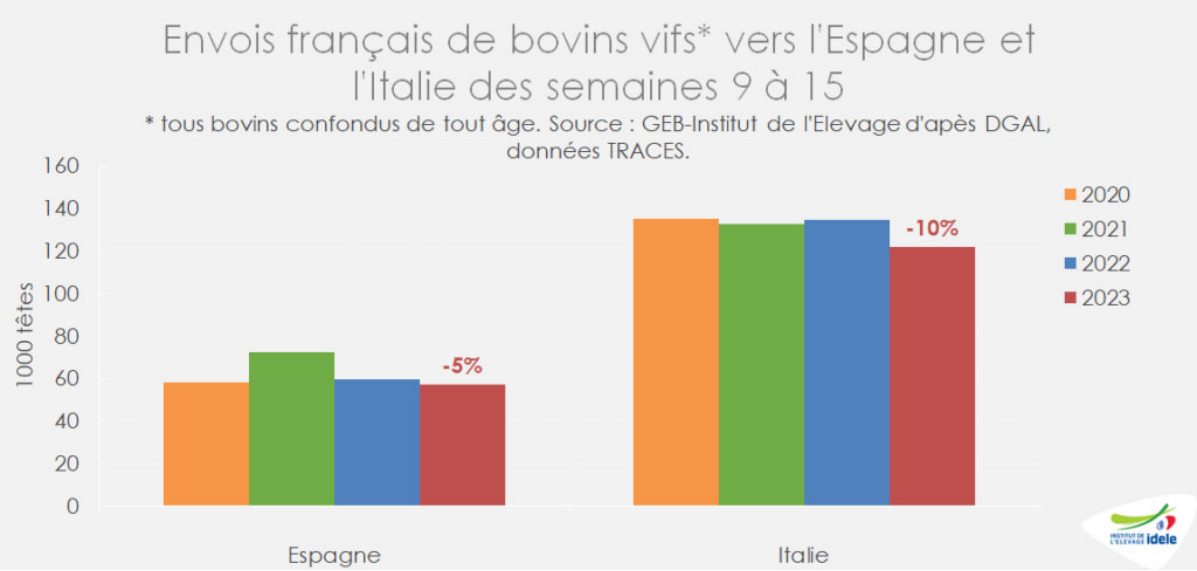
En janvier 2023, les envois de broutards se sont légèrement érodés de **-2%** /2022, avec 7 000 broutards expédiés selon les Douanes. **L'Espagne** a réduit ses achats de broutards pesant 160 à 300 kg (-18% ou -1 000 têtes à 4 500 têtes), mais a accru son approvisionnement en mâles lourds de plus de 300 kg (2 500 têtes exportées de France, soit +31% /2022 ou +600 têtes). D'après les opérateurs, il existe toujours une certaine demande pour des broutards de 400 kg à bon potentiel de croissance.



Sur la période la plus récente, des semaines 9 à 15 (du 26/02 au 15/04) la France a expédié 57 000 bovins vers l'Espagne d'après TRACES, de tous âges et de tous types, en baisse de **-5%** seulement comparé à 2022, tenant compte d'une semaine de Pâques au ralenti (-17% /2022). La demande en viande en UE et dans les pays du sud de la Méditerranée soutient toujours l'engraissement espagnol.

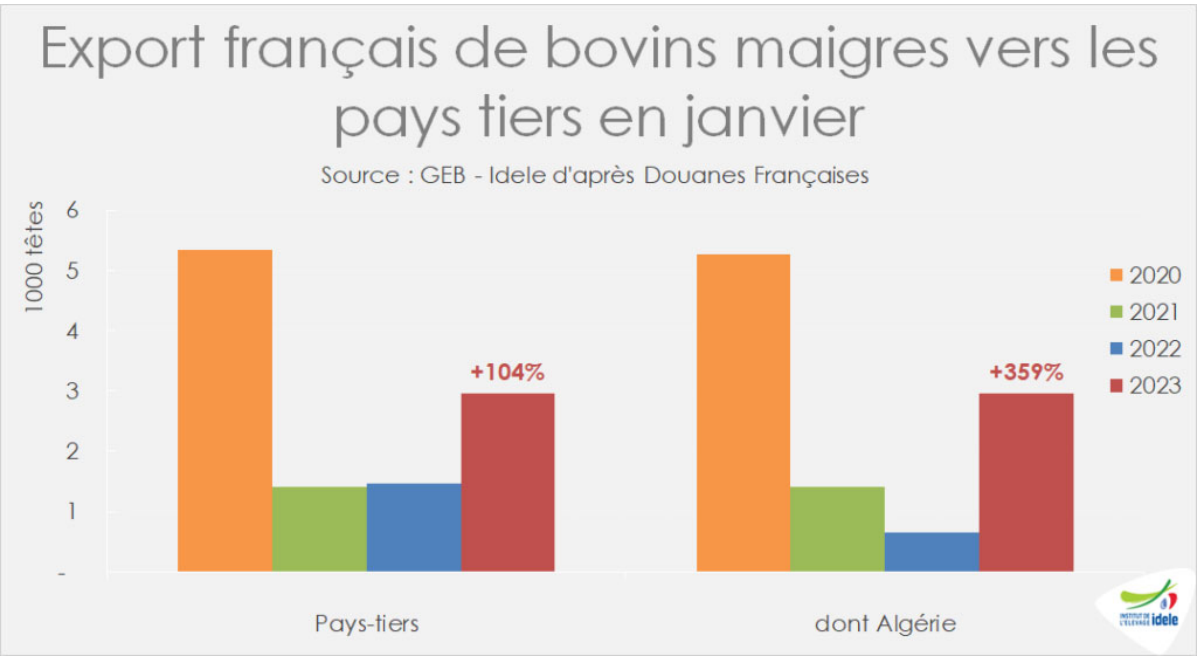
Recul des exports vers l'Italie à Pâques

Entre les semaines 9 et 15 (du 26/02 au 15/04) 122 000 bovins de tous âges et de tous sexes ont été envoyés en **Italie** selon TRACES, soit un recul de **-10%** /2022, mais seulement -8% /2021. En effet, la semaine 15 débutant par le lundi de Pâques a été très ralentie (-24% /2022) alors que Pâques était en semaine 16 en 2022 (donc non comptabilisée sur la période analysée). Les prix des JB italiens restent fermes par manque de viande sur le marché.



Encore 3 000 broutards envoyés en Algérie en janvier 2023

En janvier, les envois vers les pays tiers se sont poursuivis grâce à quelques licences d'import encore valables en **Algérie**. 3 000 broutards sont partis vers cette destination, sans toutefois atteindre les effectifs record du dernier trimestre 2022, à plus de 10 000 têtes/mois. Puis en prévision du Ramadan, l'Algérie a importé des bateaux de bovins finis du Brésil ainsi que deux bateaux de jeunes bovins français.

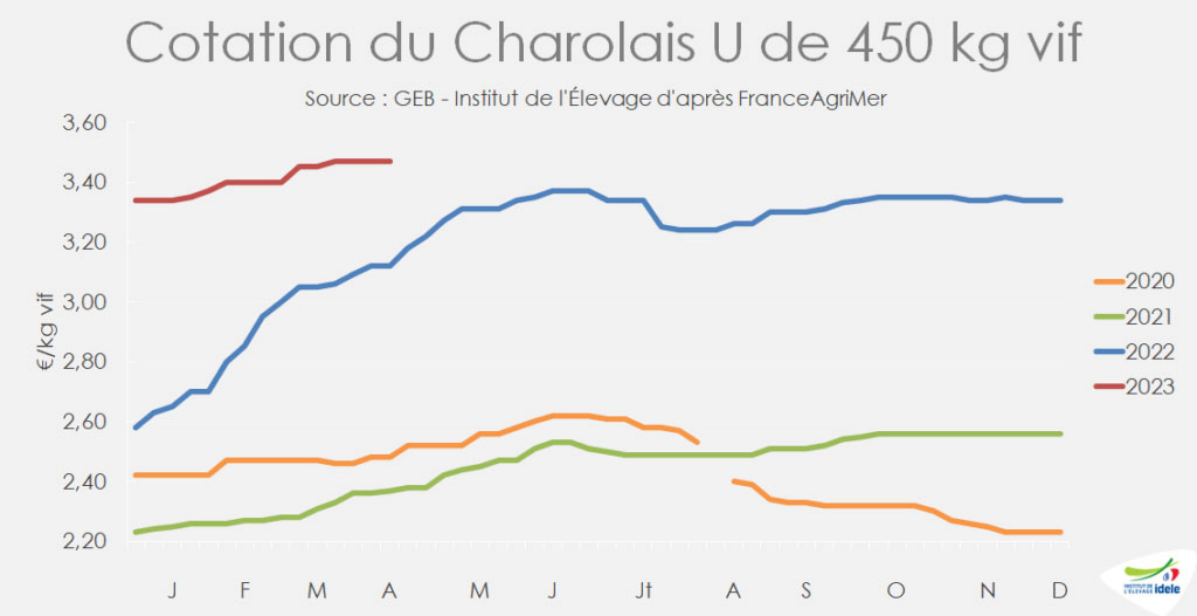


Au 1er mars, des effectifs de 6-12 mois quasi-stables comparés à 2022

Au 1er mars, les effectifs en ferme de mâles de mère allaitante âgés entre 6 et 12 mois étaient en faible retrait de **-1%** /2022 et -7% /2021, grâce aux bons résultats de reproduction et à la poursuite des mises en place en France. Les effectifs de plus jeunes mâles de 0 à 6 mois d'âge reculaient un peu plus, à -2% /2022 et -4% /2021, du fait du fort recul des naissances de janvier-février 2023.

Des cours fermes

A l'approche des sorties de printemps, les cotations des broutards mâles et femelles étaient fermes. Elles ont gagné même 4 centimes en quatre semaines en **Charolais U de 350 kg vif,** moins disponibles en fin d'hiver, à **3,57 €**/kg vif en semaine 15 (+7% /2022 ou +24 cts et +38% /2021).
Le Charolais U de 450 kg vif cotait **3,47 €**/kg vif, prenant 2 centimes en quatre semaines (+11% /2022 ou +35 centimes et +47% /2021).



Parmi les animaux légers, le cours du Limousin E de 350 kg était stable depuis quatre semaines à **3,75 €**/kg vif (+15% /2022 ou +50 centimes et +35% /2021). **Le prix du Croisé R de 300 kg** avait atteint **3,70 €**/kg en semaine 15, stable lui aussi sur quatre semaines (+8% /2022 ou +23 cts et +35% /2021). Pour tous les mâles, l'écart avec les cours de l'an passé tend à se réduire depuis le début de l'année 2023.

Concernant les femelles, le cours de la Charolaise U de 270 kg a repris 2 centimes en quatre semaines, à **3,27 €**/kg en semaine 15 après une longue période de stabilité depuis octobre. **Celui de la Limousine E de 270 kg** a pris 10 centimes en semaine 14 pour atteindre les **3,40 €**/kg.

De tels cours restent toutefois inférieurs au prix de revient des broutards, estimé à 4,05€/kg vif au 2nd semestre 2022 selon l'indicateur calculé pour le compte d'Interbev.

Chute à nouveau des naissances allaitantes en février

En février 2023, 324 000 veaux de mère allaitante sont nés en France, en fort recul de **-7,6%** /2022 alors que les naissances de janvier étaient déjà en baisse de -5,4% /2022. Les naissances d'octobre à décembre avaient mieux résisté que celles de janvier-février, ce qui peut s'expliquer par une bonne reproduction en hiver 2021-2022 ou par le choix de certains éleveurs d'avoir plus de vêlages d'automne et ainsi des broutards plus âgés à la mise à l'herbe.

Au 1er mars 2023, l'érosion du cheptel allaitant s'accentuait encore, comme depuis déjà deux ans. SPIE-BDNI dénombrait 3 575 000 vaches allaitantes en France, en recul de **-3,2%** /2022 (-117 000 vaches) contre -3,1% un mois plus tôt.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

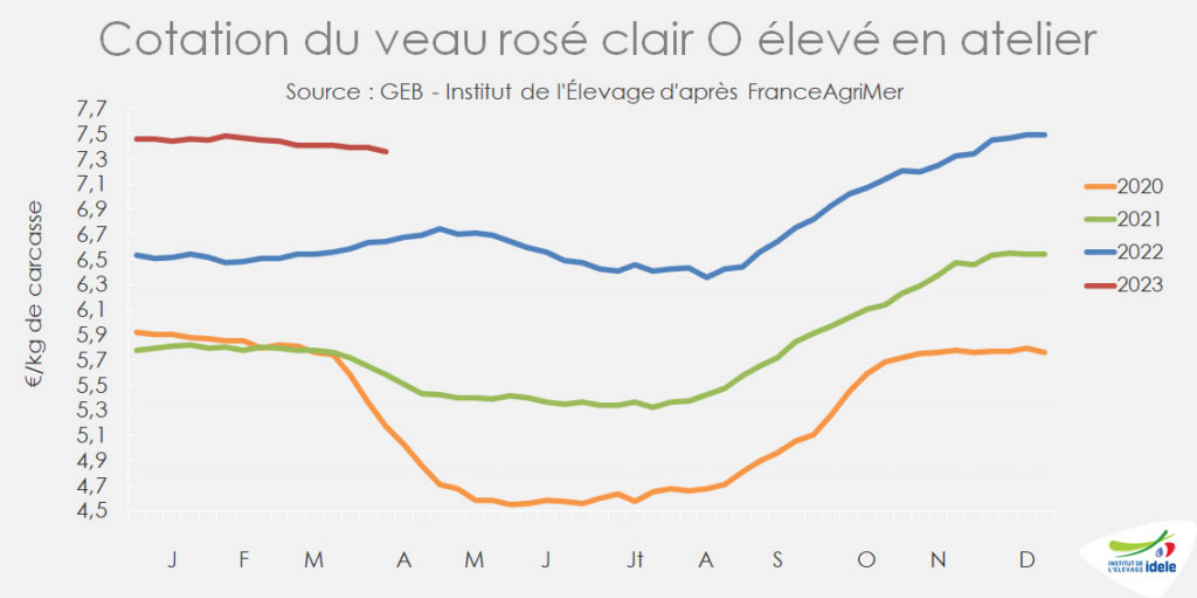
Marché fluide et poids carcasses en baisse

Dernière révision le 24 avril 2023

En mars, les abattages de veaux gras se sont légèrement redressés du fait de mises en place un peu plus dynamiques à l'automne. Les poids carcasses restaient en net recul. Aux Pays-Bas, la production abattue est toujours croissante en réponse au dynamisme de la demande européenne.

Légère baisse des cours

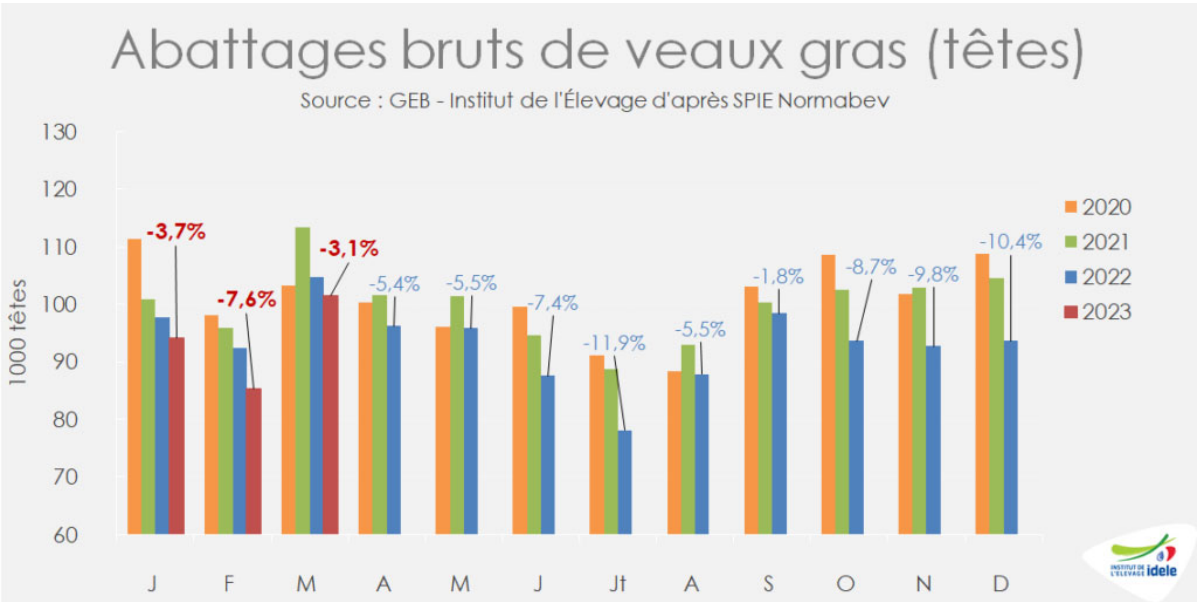
Au printemps 2023, les cours des veaux de boucherie ont entamé une légère baisse saisonnière, limitée par le manque d'offre en animaux gras. En semaine 15, le **veau rosé clair O élevé en atelier** cotait 7,36 €/kg éc, largement au-dessus des cotations des années précédentes (+11% ou +72 cts /2022, +30% /2021). Sur un mois, le cours s'est replié de -5 cts. Le **veau rosé clair R élevé en atelier** a suivi une tendance similaire pour s'établir en semaine 15 à 7,68 €/kg éc (+9% ou +74 cts /2022, +22% /2021).



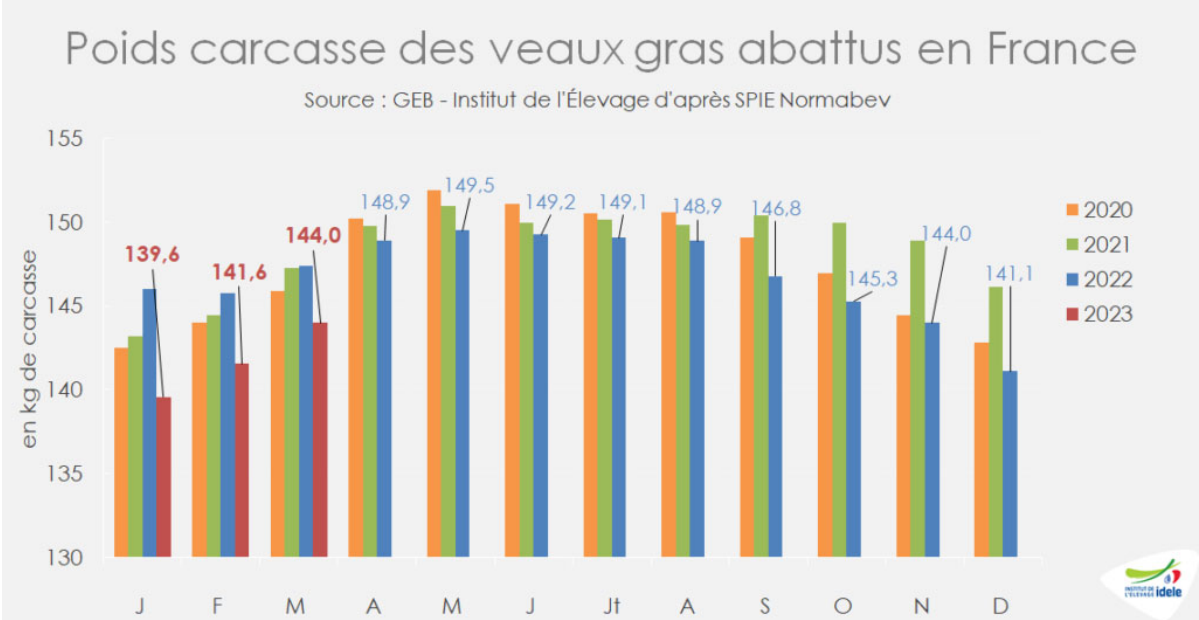
L'écart aux années précédentes était moins marqué pour les animaux mieux conformés. Ainsi, le **veau rosé clair U élevé au pis** cotait en moyenne 9,21 € /kg éc en moyenne entre les semaines 12 et 15, soit +7% ou +64 cts /2022 (+6% /2021).

Moindre recul des abattages en mars

En mars, d'après SPIE et Normabev, **102 000 veaux gras ont été abattus** en France, en baisse de -3,1% (-3 000 têtes) /2022. À l'approche de Pâques, les sorties ont été un peu plus dynamiques, d'autant plus que les mises en place de l'automne avaient été un peu plus nombreuses qu'en fin d'été.



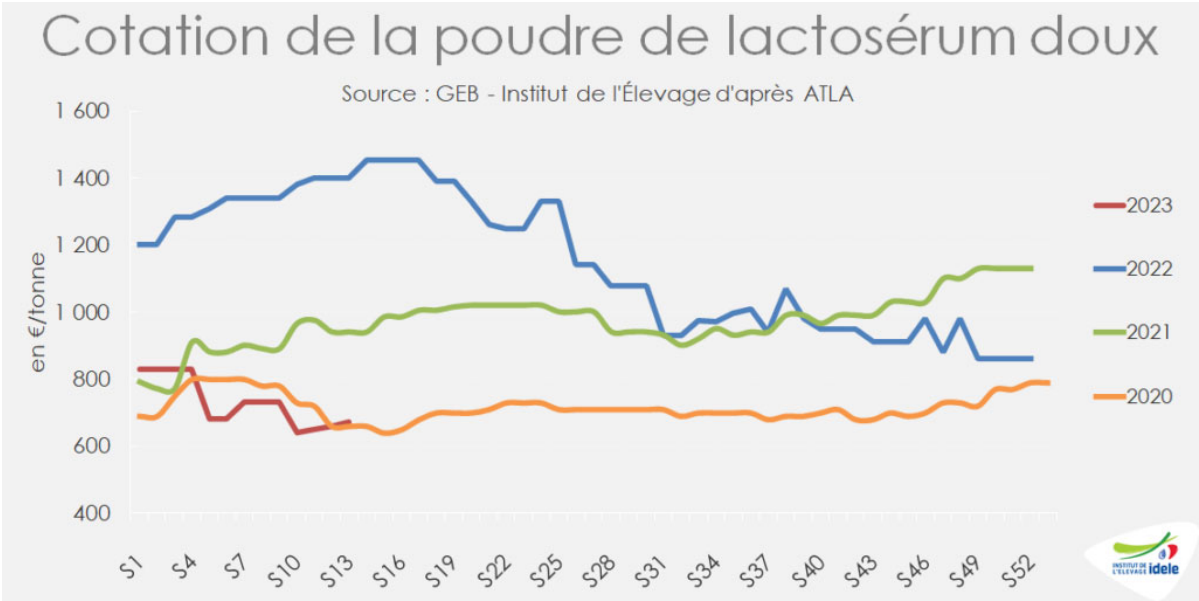
La **production de viande de veau** s'établissait à 14 500 téc en mars, en recul de -5,4% (-800 téc) /2022. Outre le recul des effectifs abattus, la baisse de l'**âge moyen à l'abattage** à 184,5 jours (-1 j /2022, -2 j /2021) et surtout celle des **poids carcasse moyens**, due aux changements de plan d'alimentation, à 144 kg éc (-2,3% ou -3 kg /2022), expliquent le recul de la production de viande.



En **cumul depuis le début de l'année**, la p**roduction de viande de veau** s'élevait à 40 000 téc au 1er trimestre, toujours en retrait net par rapport aux années précédentes (-7,7% ou – 3 500 téc /2022 et -11,5% /2021), avec un effectif abattu de 281 000 têtes (-4,7% ou -14 000 têtes /2022 et -9,4% /2021).

Coûts de production en baisse

La décrue des cours des matières premières observée depuis l'été 2022 s'est poursuivie en mars 2023. En semaine 13, la **poudre de lactosérum doux** cotait ainsi 670 €/t, en net recul sur un an (-52% ou -730 €/t /2022). Le cours de la **poudre de lait écrémé** suivait une tendance similaire, à 2 300 €/t (-45% ou -1 860 € /2022).

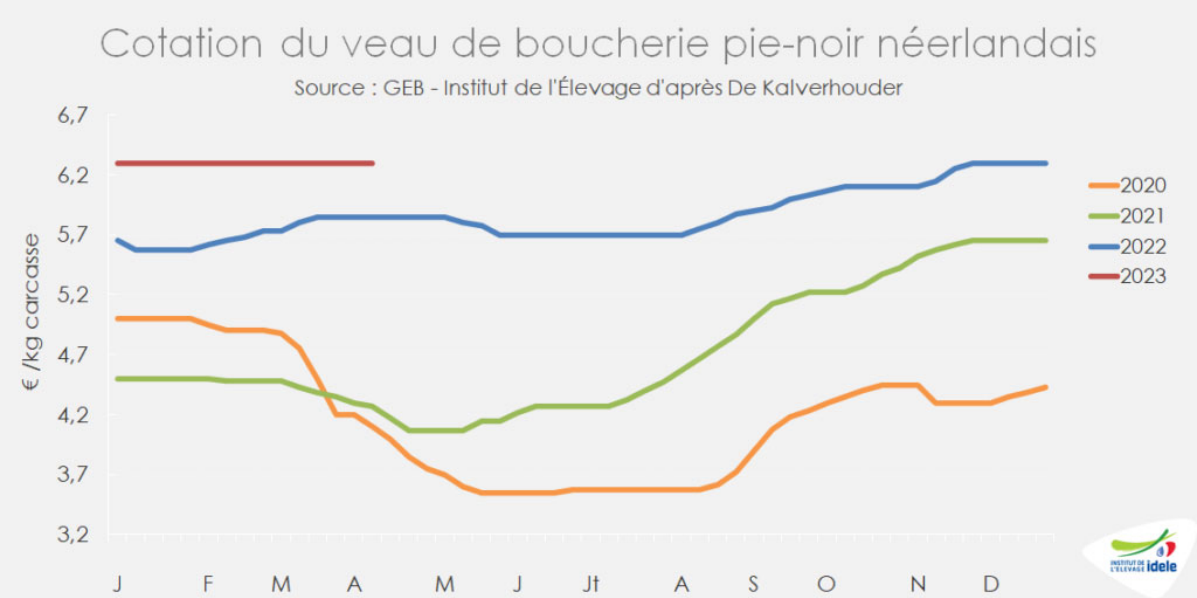


En février 2023, l'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** s'établissait à 154,1 points, en hausse de +4% (+6 pts) sur un an, mais inférieur de 16 points au pic de juillet 2022. L'**IPAMPA aliments fibreux** a légèrement diminué, à 152,6 points, après le pic observé en janvier, mais reste toujours supérieur à son niveau de l'année précédente (+23% ou +29 pts /2022).

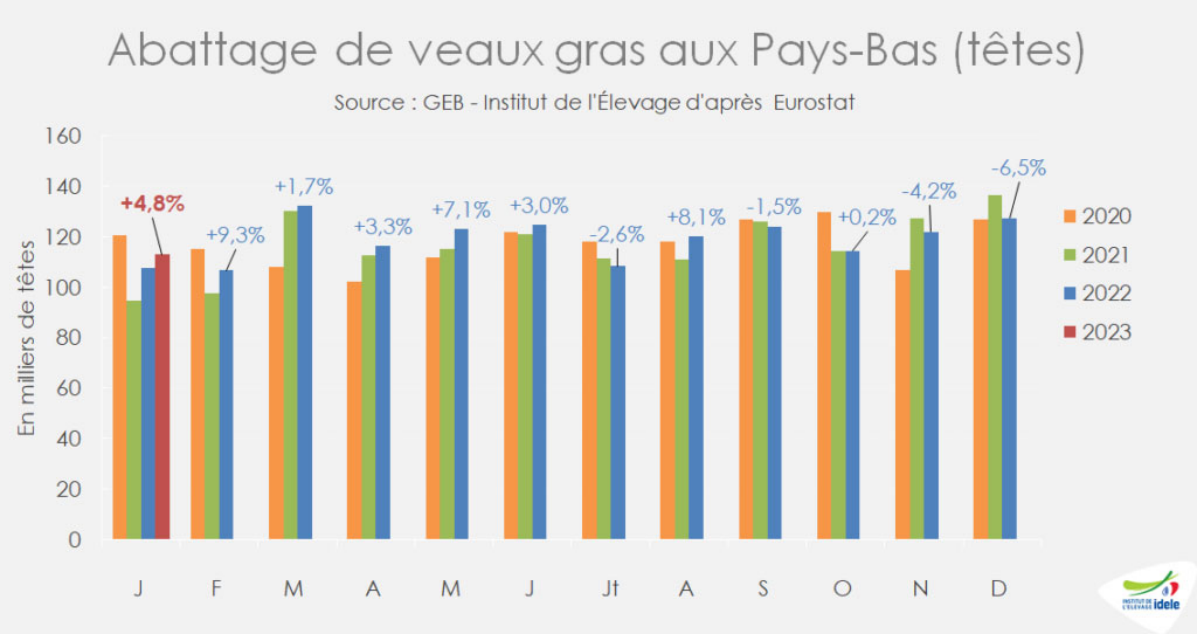
Côté énergie, l'**IPAMPA gaz** était stable depuis décembre, à 149,7 points. Sur un an, il est en hausse de 14 pts (+10%). Le prix du **pétrole *Brent* de Mer du Nord**, dont le propane utilisé dans les élevages est un dérivé, était stable en mars, à 73 €/baril (-30% /2022, mais +34% /2021).

Cotation stable aux Pays-Bas

La cotation du **veau de boucherie pie-noir néerlandais** est restée stable début avril 2023, à 6,30 €/kg-éc (+7,7% ou + 45 cts /2022, +47,5% /2021). Sa stabilité depuis fin novembre 2022 (semaine 48) proviendrait de la forte demande en viande en Europe, notamment des secteurs RHD en France et en Italie. D'après les analystes néerlandais, la cotation pourrait rester à un niveau élevé au moins jusqu'à la fin du mois de mai, avant une éventuelle baisse saisonnière durant l'été.



En janvier, d'après Eurostat, les **abattages néerlandais** se sont élevés à 113 000 têtes (+4,8% ou +5 000 têtes /2022 et +19,5% /2021), pour un **tonnage** de 16 700 téc (+5% ou +800 téc /2022, +15,7% /2021). La tendance à l'allégement des carcasses néerlandaises s'est stabilisée, avec un **poids carcasse moyen** stable par rapport à 2022, à 148,5 kg éc, mais en recul de -4,8 kg éc par rapport à 2021.



Viandes bovines » Veaux nourrissons »

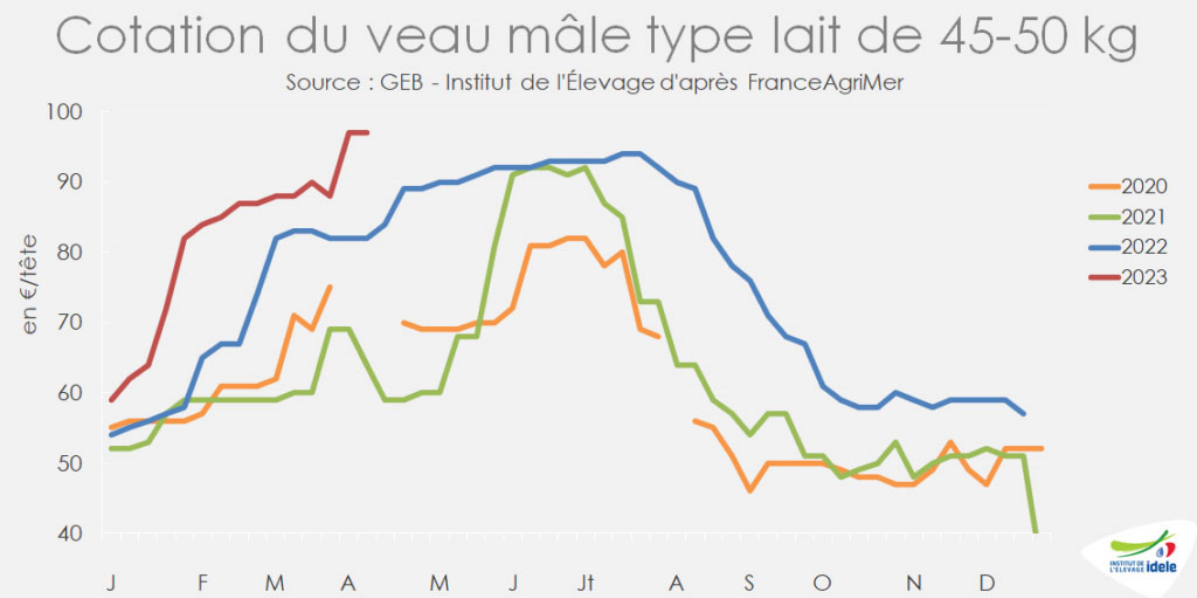
La baisse des naissances tend les prix

Dernière révision le 24 avril 2023

Au printemps 2023, la baisse des naissances de veaux laitiers s'est accentuée, dans le sillage de la décapitalisation laitière. En conséquence, les cours des veaux laitiers sont repartis légèrement à la hausse, les mises en place dans les ateliers de veaux de boucherie étant fermes pour la rentrée de septembre. Malgré la demande des engraisseurs espagnols, les exports ont diminué en février, faute d'offre.

Cotation en hausse pour le veau laitier

Fin mars-début avril, les cours des veaux laitiers étaient orientés à la hausse, après la relative stabilité en février. En semaine 15, les **veaux laitiers mâles de 45 à 50 kg** cotaient ainsi 97 €/tête (+15 € ou +18% /2022 et +52% /2021). La hausse était également marquée sur un mois, avec +9 € en quatre semaines. Les cours des animaux plus lourds (**veaux laitiers mâles de 50-55 kg**) suivaient la même tendance, à 121 €/tête (+15 € ou +14% /2022, +41% /2021).

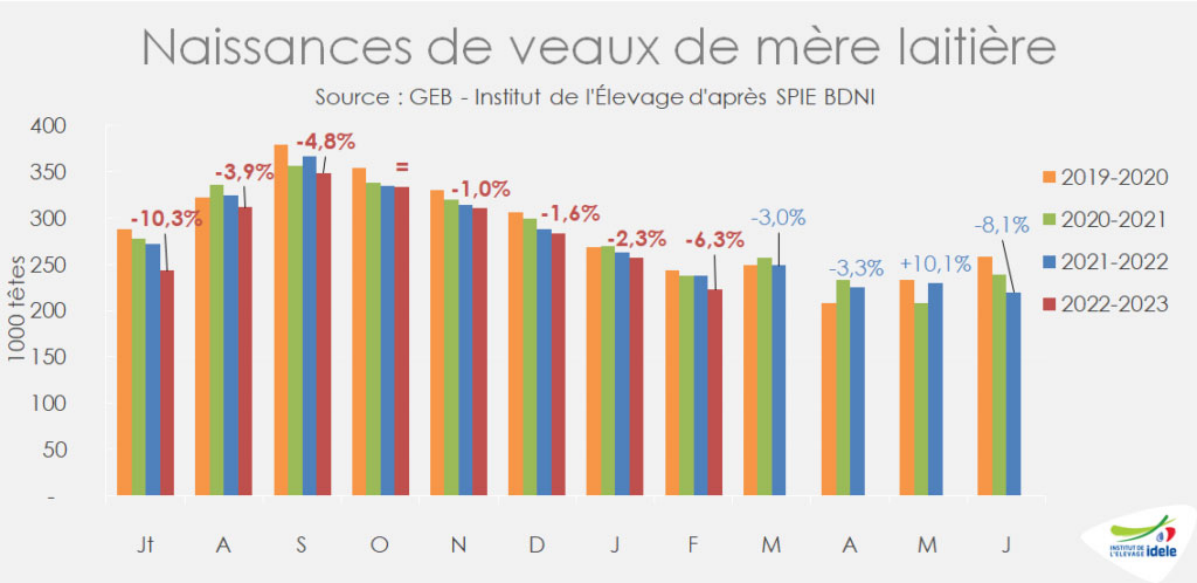


Les **veaux de race allaitante, mixte ou croisés lait-viande**, mieux rémunérés, cotaient quant à eux 240 €/tête en semaine 15, en progression sur quatre semaines (+9 €) et sur un an (+26 € ou +12% /2022 et +26% /2021).

Net recul des naissances de veaux laitiers

La **décapitalisation laitière** s'est poursuivie en février 2023, avec une baisse du nombre de vaches laitières de -2,6% en mars comparé à 2022, avec 3,393 millions de têtes. Cette baisse s'accentue depuis plus d'un an, entraînant dans son sillage une baisse des naissances de veaux laitiers.

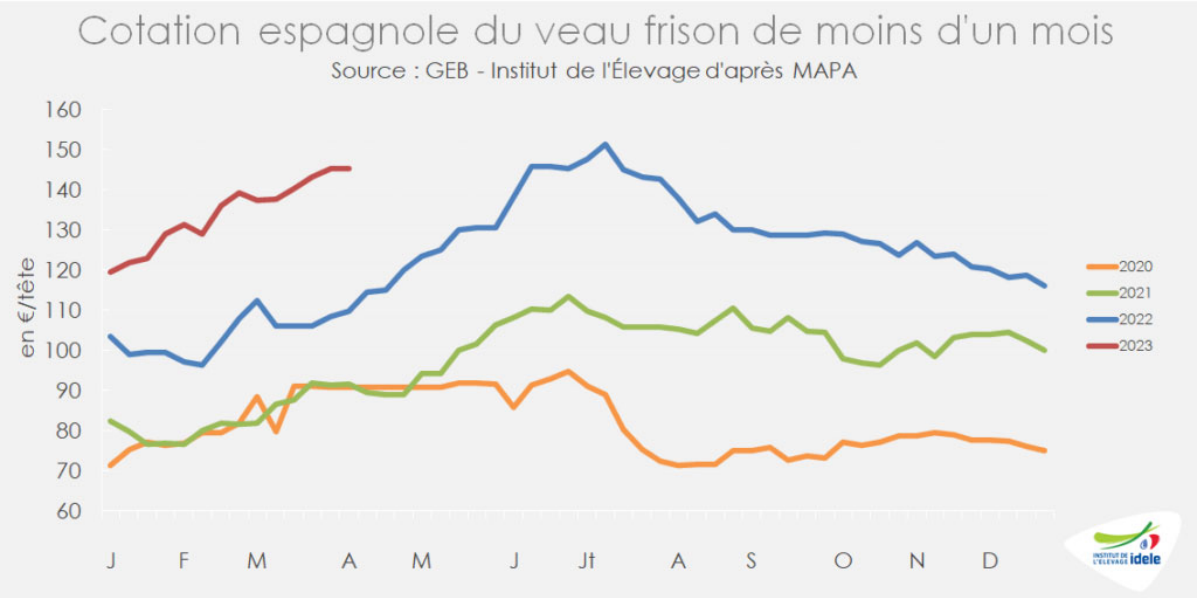
En février 2023, **223 000 veaux sont nés de mère laitière**, en net retrait (-6,3% ou -15 000 têtes /2022 et -6,5% /2021). En cumul sur la campagne, le recul était plus limité, (-3,7% ou -88 000 têtes /2021-2022 à 2 311 000 têtes)), traduisant une moindre diminution des vêlages à l'automne. Parmi les veaux nés de mère laitière, les **croisés lait-viande** représentaient 64 000 têtes, soit 29% des naissances (stable par rapport à l'année précédente).



Au total, **135 000 veaux disponibles pour l'engraissement** (tous les animaux croisés lait-viande et les mâles de race laitière) sont nés de mère laitière en février, en fort recul par rapport aux années précédentes (-5,8% ou -8 000 têtes /2022, -5,4% /2021).

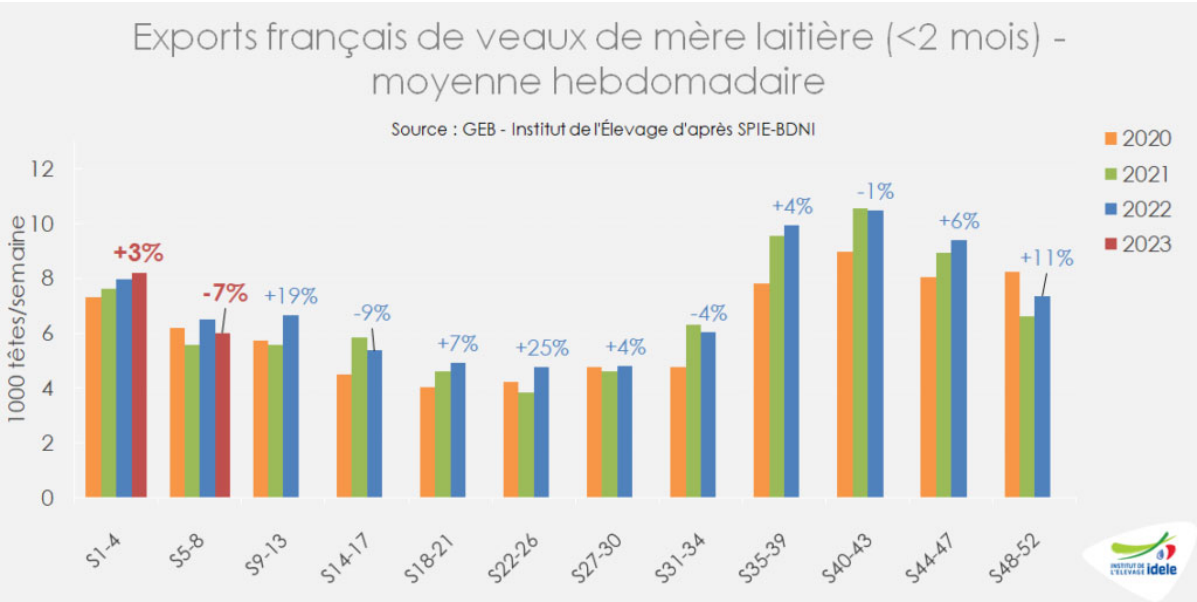
L'Espagne toujours acheteuse de veaux laitiers

Du fait de la pénurie relative de viande en Europe et dans le bassin méditerranéen, les engraisseurs de JB espagnols sont toujours acheteurs de veaux laitiers. Le cours des veaux frisons espagnols de moins d'un mois s'établissait ainsi à 145 €/tête en semaine 14, en hausse de +7 € sur quatre semaines et largement supérieur au cours de l'année dernière (+32% ou +36 € /2022, +58% /2021).



Léger tassement des exports en février

D'après **SPIE-BDNI**, en février (semaines 5 à 8), les **exports de veaux laitiers** de moins de deux mois ont reculé de -7% ou -2 000 têtes /2022, à 25 000 têtes. En **cumul depuis le début de l'année** (semaines 1 à 11), 77 000 veaux ont été exportés depuis la France, en baisse de -5% (-4 000 têtes) par rapport au haut niveau de 2022, mais +6% /2021.



Conjoncture contrastée

Dernière révision le 24 avril 2023

Contraste saisissant entre la trajectoire de la collecte en France, déclinante, et celle toujours dynamique en Europe du Nord où, pourtant, le prix du lait a sérieusement décroché depuis le début de l'année.
Dans les prochains mois, l'évolution du prix du lait dépendra pour une bonne part des importations chinoises. Après avoir fortement baissé en 2022, elles restent modérées début 2023.

En France, la filière bio est toujours en crise. La production se maintient tandis que la demande des ménages recule encore. Les collecteurs déclassent toujours plus de lait et supportent avec les éleveurs une part de l'effort dans l'attente de jours meilleurs…

Lait de vache » Collecte laitière »

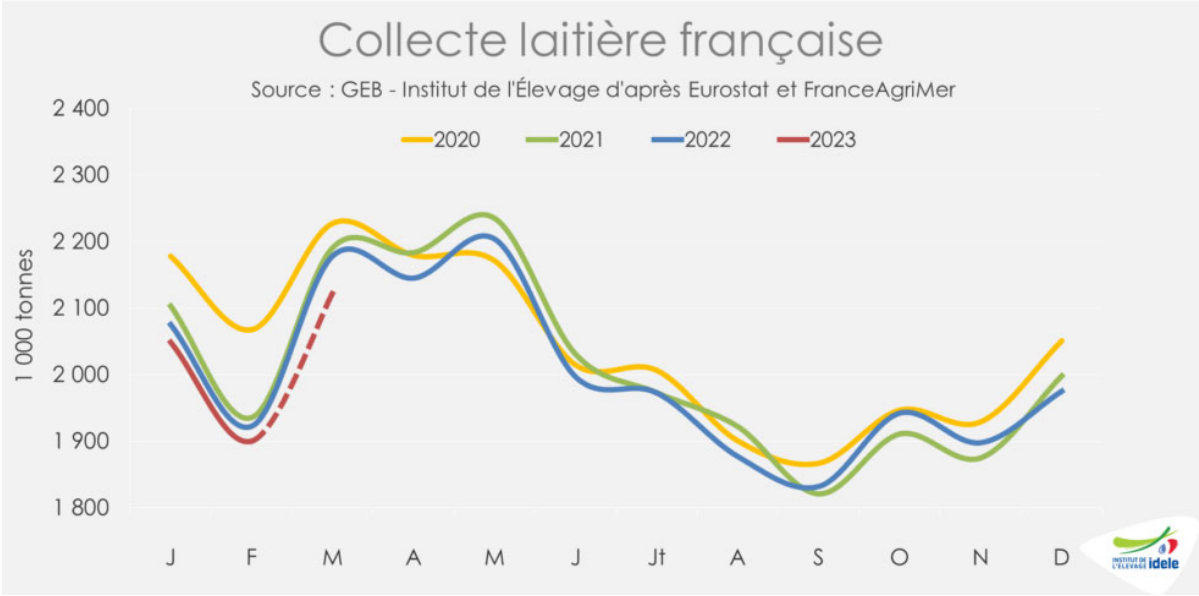
Le recul du prix du lait gagne désormais la France, à l'instar des autres pays de l'UE

Dernière révision le 24 avril 2023

La collecte laitière française a perpétué son repli au cours du premier trimestre 2023 alors qu'elle est restée dynamique en Europe du Nord où les prix du lait se sont fortement rétractés. Depuis mars, le prix en France a rejoint cette tendance baissière.

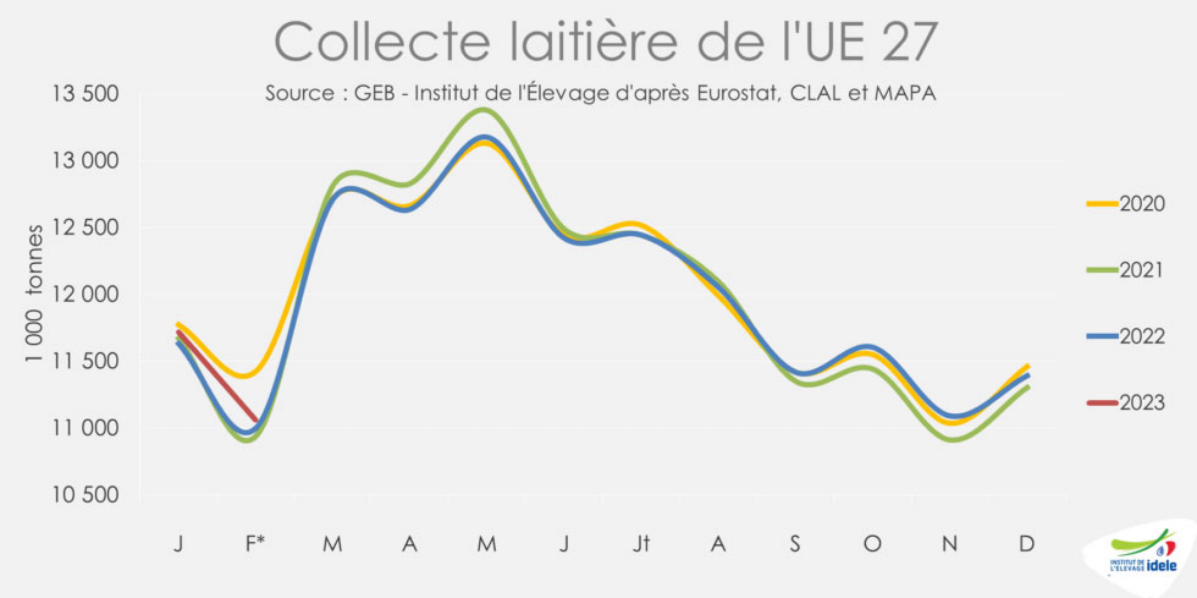
En France, repli persistant de la collecte

La collecte laitière française a accusé une baisse significative au premier trimestre 2023. D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, elle aurait reculé en mars de -2,5 à -3% /2022. Ainsi, la baisse avoisinerait les -1,7% sur 3 mois. L'Ouest de la France, à l'exception de la Normandie, s'inscrit dans ce recul quand la collecte se tient mieux dans le Nord et l'Est. Des stocks fourragers au plus bas dans certaines zones, des arrêts d'ateliers laitiers plus nombreux et un cheptel laitier en fort repli ont impacté significativement la collecte. Le cheptel de vaches laitières a poursuivi son recul et a atteint une baisse historique en mars 2023 de -2,6% /2022. Le troupeau laitier a été lourdement affecté par des entrées de génisses limitées (-8% en février 2023 /2022), alors que les abattages de réformes laitières ont baissé.



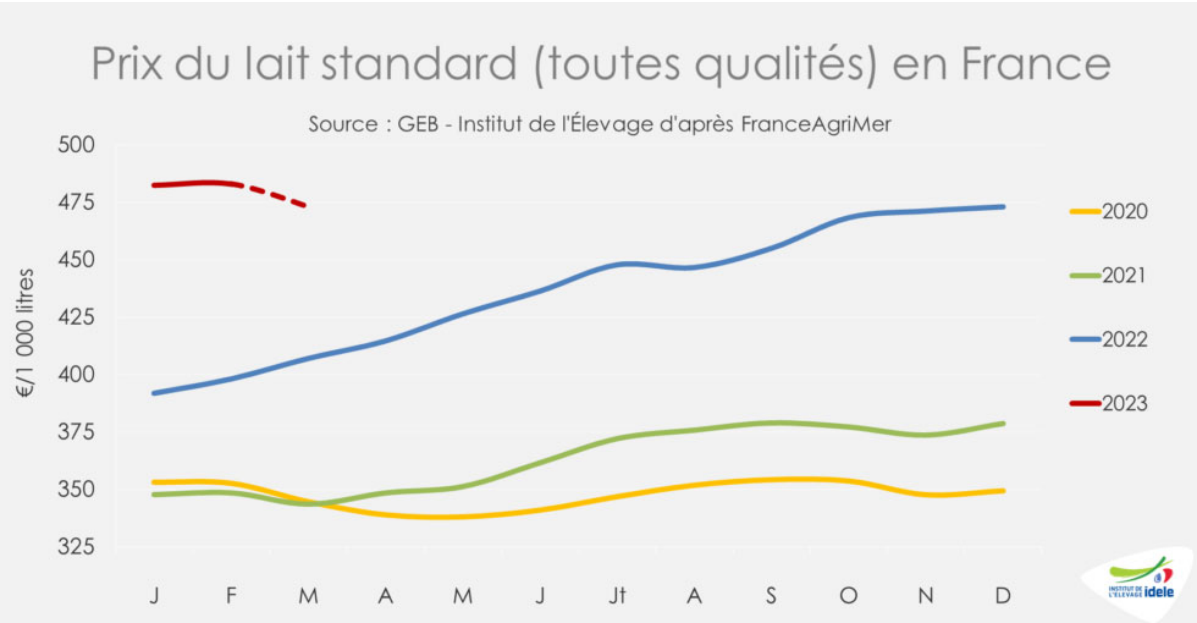
Dans l'UE-27, croissance moins vigoureuse

La collecte dans l'UE-27 a poursuivi son rebond en février 2023 (+0,6% /2022). La croissance s'est toutefois ralentie par rapport aux mois précédents. Depuis septembre 2022, la collecte européenne a retrouvé le chemin de la croissance soutenue par des prix du lait record. En février, la vitalité de la collecte a perduré en Allemagne (+2,1% /2022), aux Pays Bas (+4%) et en Pologne (+1%). Début avril, l'Allemagne affiche toujours une bonne dynamique de production, avec des livraisons hebdomadaires dépassant les +3% de hausse /2022. Alors qu'en Italie et en Espagne, comme en France, le retrait est toujours observé. La forte baisse des prix du lait en Europe du Nord risque de stopper la reprise de la production laitière après le pic saisonnier de mai prochain.



Le prix du lait fléchit déjà en France…

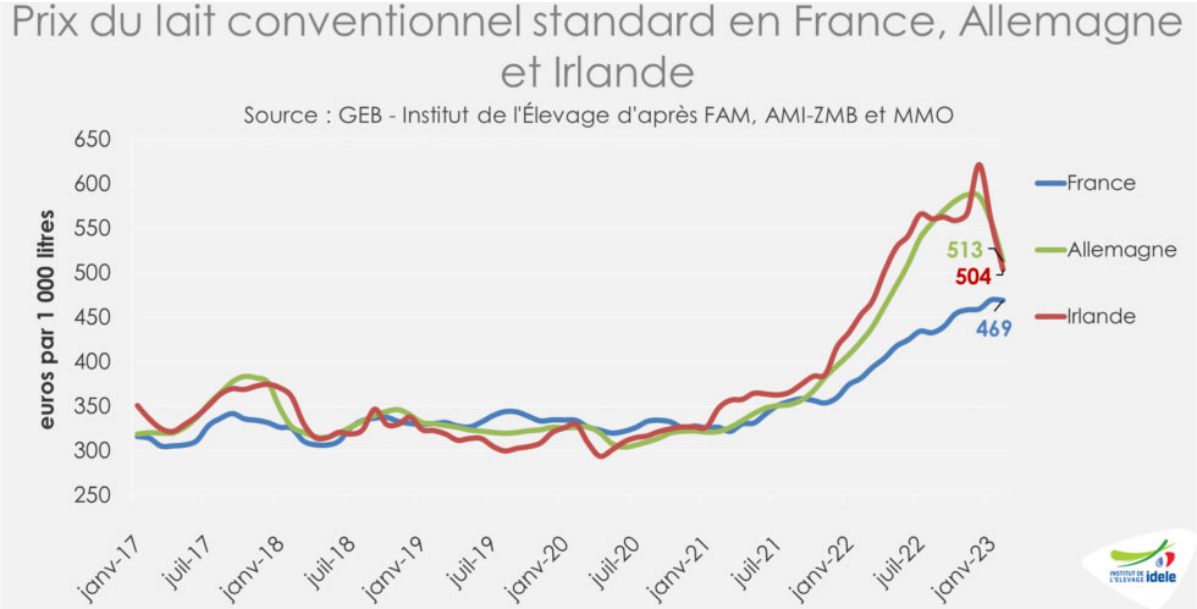
En **France**, le prix du lait s'est stabilisé à un haut niveau en février 2023. Le prix du lait standard (32-38 toutes qualités) s'est établi à 483 €/1 000 l. Le prix du lait conventionnel s'est maintenu à 469 €/1 000 l, quand le prix du lait bio est descendu à 496 €/1 000 l, réduisant l'écart de prix avec le conventionnel à moins de 30 €/1 000 l. D'après les premières estimations, le prix du lait en France aurait baissé d'environ 10 €/1 000 l en mars et davantage en avril. Après avoir progressé plus tardivement et modérément qu'ailleurs dans l'UE-27, il suit désormais la même tendance baissière que dans la plupart des pays de l'UE.



La marge MILC en France s'est logiquement stabilisée en février 2023 à 169 €/1 000 l. Les produit du lait comme des ventes d'animaux sont restés stables d'un mois sur l'autre, ainsi que les charges. Le poste des engrais a poursuivi son recul entamé depuis novembre. Sur un an, la MILC a augmenté de +61 €/1 000 l avec la hausse du produit lait (+91 € sur un an) et des autres produits (+11 €) qui a plus que compensé celle des charges (+41 €).

Le prix du lait décroche en Europe du Nord

Dans l'UE-27, le prix du lait de vache a chuté depuis décembre de -65 €/1 000 l en 3 mois. Il s'est établi à 518 €/1 000 l en mars 2023, un prix qui reste supérieur de +78 € à son niveau de mars 2022. Face au décrochage brutal des prix des ingrédients laitiers à l'automne, le prix du lait européen a amorcé un recul sur ce début d'année. Depuis le plus haut niveau de décembre, le prix du lait a dégringolé en 3 mois de -127 € en Pologne à 467 €/t en mars 2023, de -120 € aux Pays Bas, de -81 € au Danemark. Il a davantage décroché en Irlande de -118 € entre décembre et février et de -73 € en Allemagne. En février 2023, l'écart de prix du lait conventionnel entre l'Allemagne et la France s'est réduit à 44 €/1 000 l. La chute des prix est rapide et spectaculaire et sera en partie influencée par l'évolution de la demande et des prix des ingrédients laitiers, avec une attention particulière sur le comportement de la Chine aux achats.



Même si les cotations des commodités laitières beurre/poudre maigre semblent se stabiliser depuis plusieurs semaines, le prix du lait devrait continuer de baisser dans les prochains mois en Europe du Nord et par voie de conséquence en France. Reste à savoir quelle sera l'ampleur de la baisse du prix du lait français. Avec un risque possible de ciseaux des prix pour les éleveurs au regard des charges engagées à l'automne à des prix plus élevés qu'aujourd'hui.

Lait de vache » France »

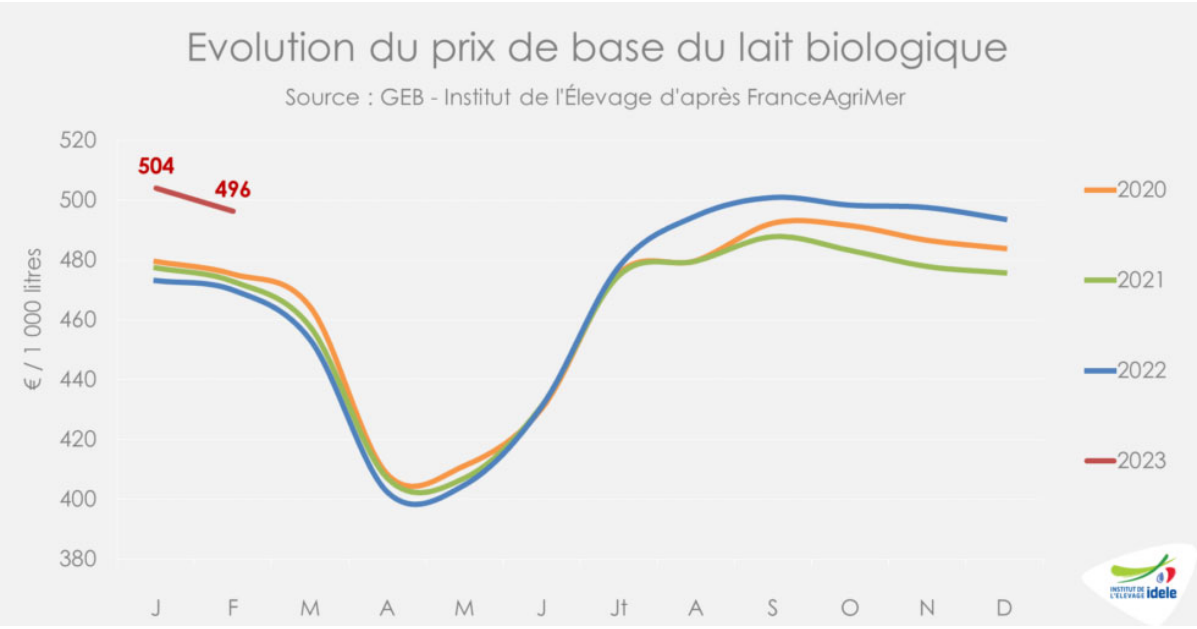
Lait bio : une crise qui dure

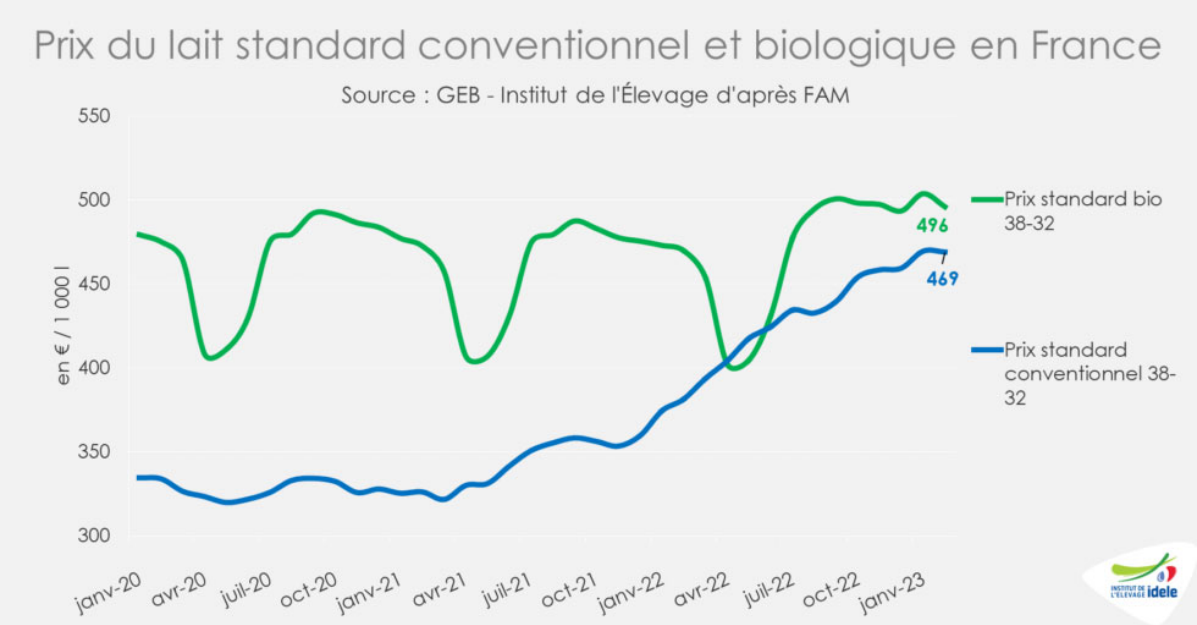
Dernière révision le 24 avril 2023

La crise du bio perdure. Les arrêts de certification en lait bio commencent à progresser. Et face à un écart de prix si faible entre prix des laits bio et conventionnel, comment réussir à maintenir les éleveurs en lait bio. La consommation de produits laitiers bio recule toujours. Or sa stabilisation voire sa reprise est pourtant la clé pour sortir la production de cette période difficile.

Un écart de prix très réduit entre lait bio et lait conventionnel

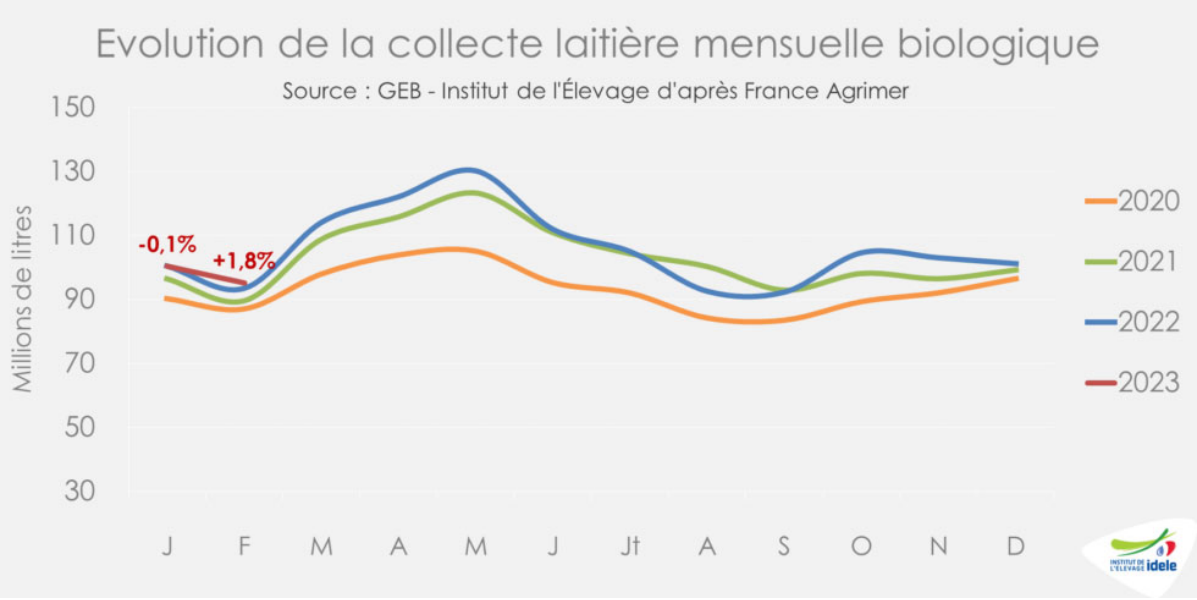
Le prix du lait bio s'est établi à 496 €/1 000 l (standard, 32-38) en février 2023. Il a reculé de 8 €/1 000 l en un mois, mais est resté au-dessus du prix de l'année dernière (+26 €/1 000 l). Il a entamé sa baisse saisonnière qui va se poursuivre dans les prochains mois. En février 2023, l'écart avec le prix du lait conventionnel est de moins de 30 € alors qu'il était de 90 € en février 2022 et de 145 € en février 2021. Les prix de revient sont toutefois nettement plus élevés en système bio qu'en conventionnel. L'écart est de l'ordre de 130 €/1000 l en 2022 pour les systèmes de plaine d'après les données Inosys réseaux d'élevage.





La collecte de lait bio ralentit dans les premières régions productrices

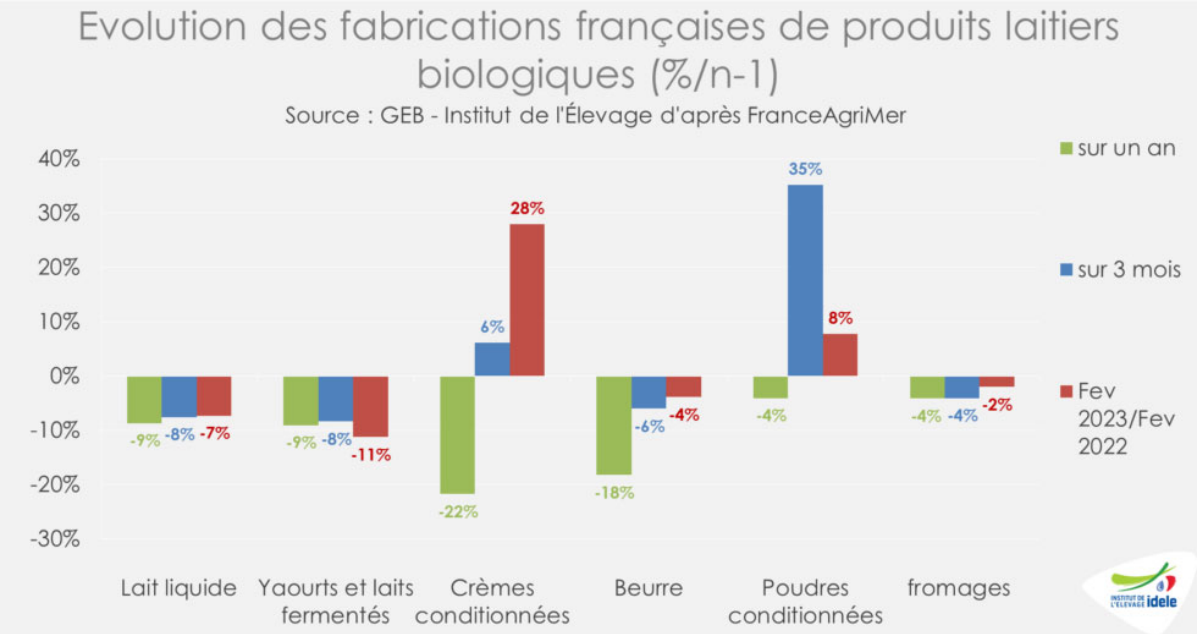
La collecte de lait bio s'est redressée en février de +1,8% /2022. Le nombre de livreurs a continué de reculer en ce début d'année sous l'effet arrêts d'ateliers laitiers bio plus nombreux. Les conversions laitières baissent depuis 2021. Leur nombre est tombé en 2022 à seulement 30 exploitations. Les tailles d'atelier des nouveaux laitiers bio sont plus grandes, ce qui accroit la taille moyenne des livreurs bio.



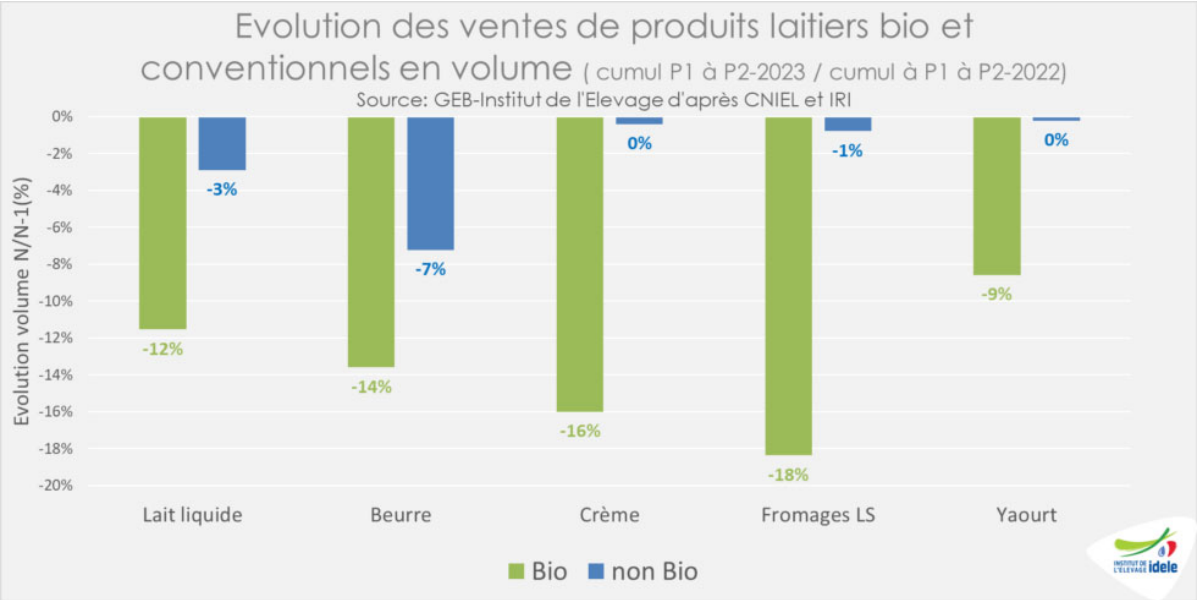
Les dynamiques de collecte varient fortement selon les régions. La collecte semble marquer le pas dans les trois premières régions productrices (58% de la collecte française de lait bio). En cumul sur janvier et février, la collecte ligérienne a stagné quand elle a reculé en Bretagne de -3% /2022. En Auvergne Rhône Alpes, 3ème région de collecte, la baisse est aussi observée (-2% /2022). Les 4 régions suivantes ont affiché au contraire une belle dynamique de progression avec +11% pour la Normandie, +8% pour le Grand Est, +2% pour la Bourgogne Franche Comté et +6% pour les Hauts de France. Quant aux autres régions, orientées sur de plus faibles volumes en AB, elles ont subi des reculs appuyés de leur collecte (de -4% à -8% /2022).

Un déclassement toujours important du lait bio face à une consommation toujours déprimée

Les fabrications de produits laitiers bio sont de nouveau en retrait début 2023. Toutefois, le recul est moins fort ces derniers mois et même les fabrications de crèmes et de poudres conditionnées sont reparties à la hausse. Sur un an, les fabrications de fromages et de poudres conditionnées n'ont reculé que de -4% alors qu'elles se sont effondrées pour les crèmes conditionnées (-22%) et le beurre (-18%). Le lait utilisé pour les fabrications de lait liquide, de yaourts, de crèmes et poudres conditionnées, de beurre et de fromages a représenté 57% du lait biologique collecté sur janvier et février 2023. Les utilisations pour les autres fabrications (notamment vrac) et le lait biologique déclassé correspondent donc à 43% du lait biologique collecté. Cette proportion reste toujours très élevée comparé à 2019 où ce taux était de 28%.



Les ventes de produits laitiers bio en magasins sont en recul pour la 3ème année. En cumul sur les deux premières périodes de l'année 2023, les ventes se sont fortement rétractées : de -9% /2022 pour les yaourts jusqu'à -18% pour les fromages.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

La Chine va-t-elle relancer ses importations de produits laitiers en 2023 ?

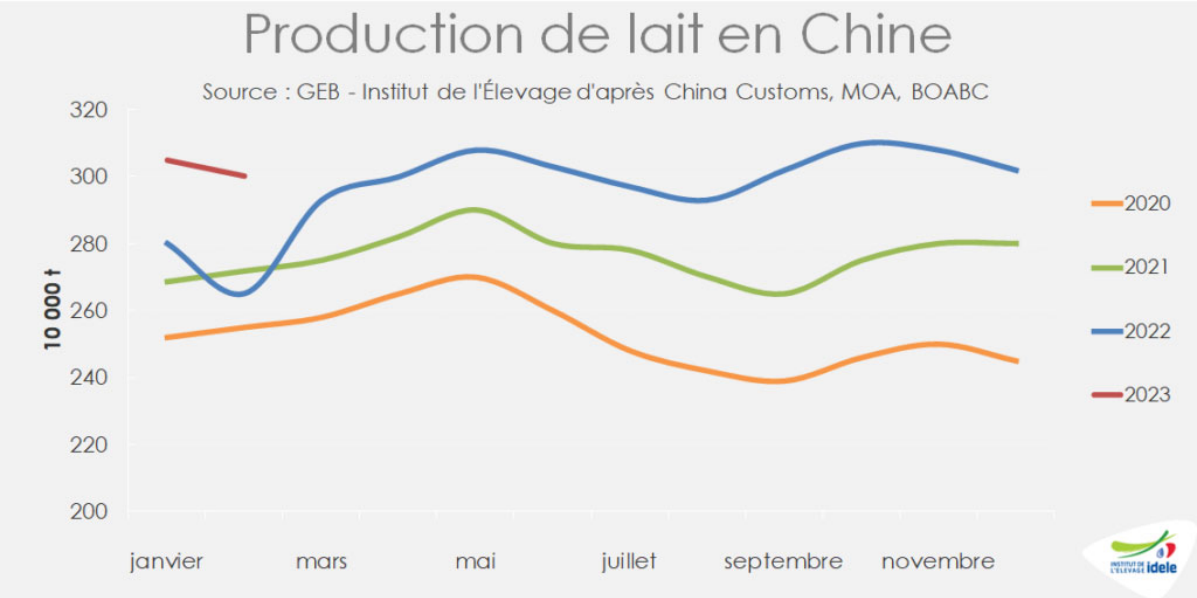
Dernière révision le 24 avril 2023

En 2022, la Chine a été moins présente aux achats de produits laitiers qu'en 2021. D'une part, sa production de lait de vache est ressortie en hausse tandis que, d'autre part, les confinements ont limité la demande.
En 2023, la production laitière pourrait montrer quelques signes de ralentissement tandis que la demande repart. Néanmoins, le rétablissement des importations au niveau de 2021 parait peu probable.

Production laitière en nette progression sur les trois dernières années

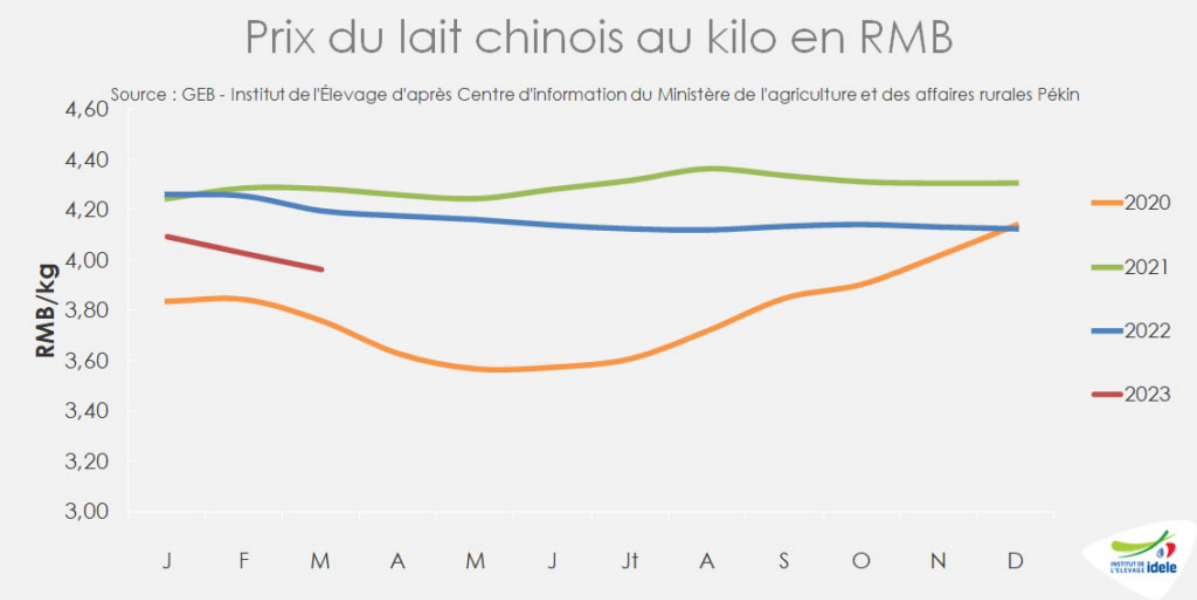
La production de lait en Chine a fortement augmenté ces dernières années. En 2022, elle ressort à 39,32 Mt selon les statistiques chinoises, en hausse de +6,8% /2021.
Cette augmentation est permise par :

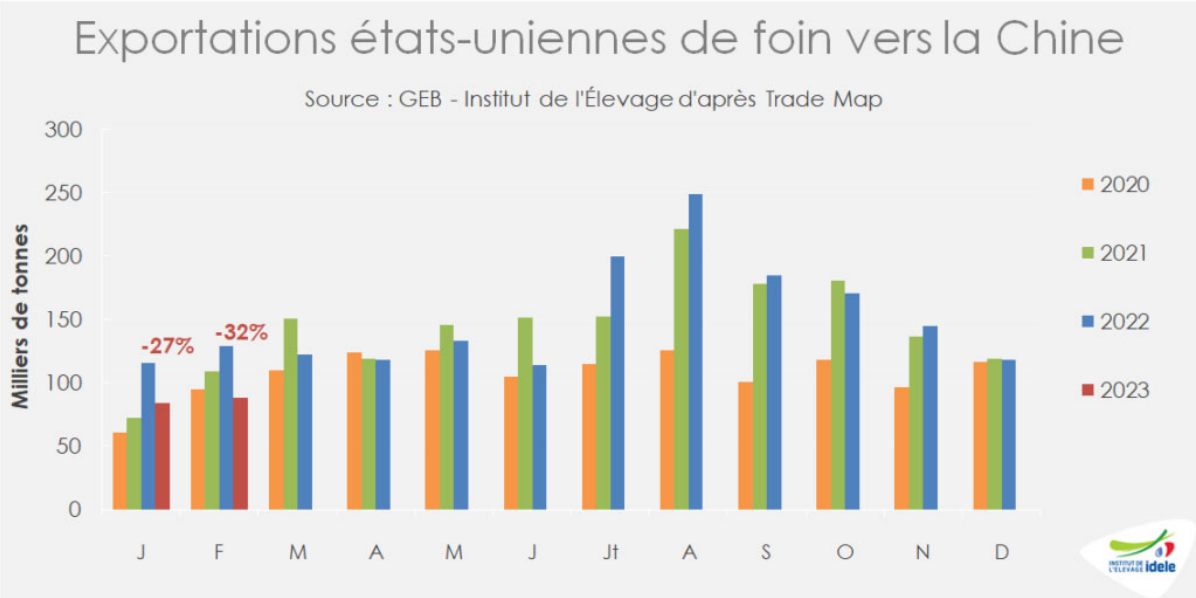
- Une hausse du troupeau national notamment grâce à des importations de bovins reproducteurs (+34% /2021 selon BOABC, soit près de 390 000 têtes).
- Des importations conséquentes de foin de près de 2Mt.
- L'expansion accélérée de l'élevage laitier à travers de nouvelles mégafermes de plusieurs milliers de vaches.



Cependant, 2022 a été une année difficile pour les éleveurs et les transformateurs qui ont été soumis, eux aussi, à de très fortes hausses des coûts de production. Dans le même temps, la consommation n'a pas été au rendez-vous en raison des confinements (covid-19). L'équilibre entre l'offre et la demande de lait a été rompu. En 2023, les signaux sont peu favorables à la production laitière :

- Les coûts d'alimentation ne baissent pas rapidement, tandis que les prix du lait ont fortement chuté. A 3,96 RMB/kg en mars 2023, soit une baisse de -5% /2022 (540 €/t de lait), le prix du lait est repassé sous les 4 RMB/kg pour la première fois depuis octobre 2020.
- Les exportations de foin des États-Unis vers la Chine ont baissé en janvier-février de -30% /2022. Les États-Unis sont le principal fournisseur de la Chine (72% des volumes en 2022).
- Des transformateurs ont commencé à limiter leur collecte de lait, notamment en ne renouvelant pas des contrats avec des éleveurs.



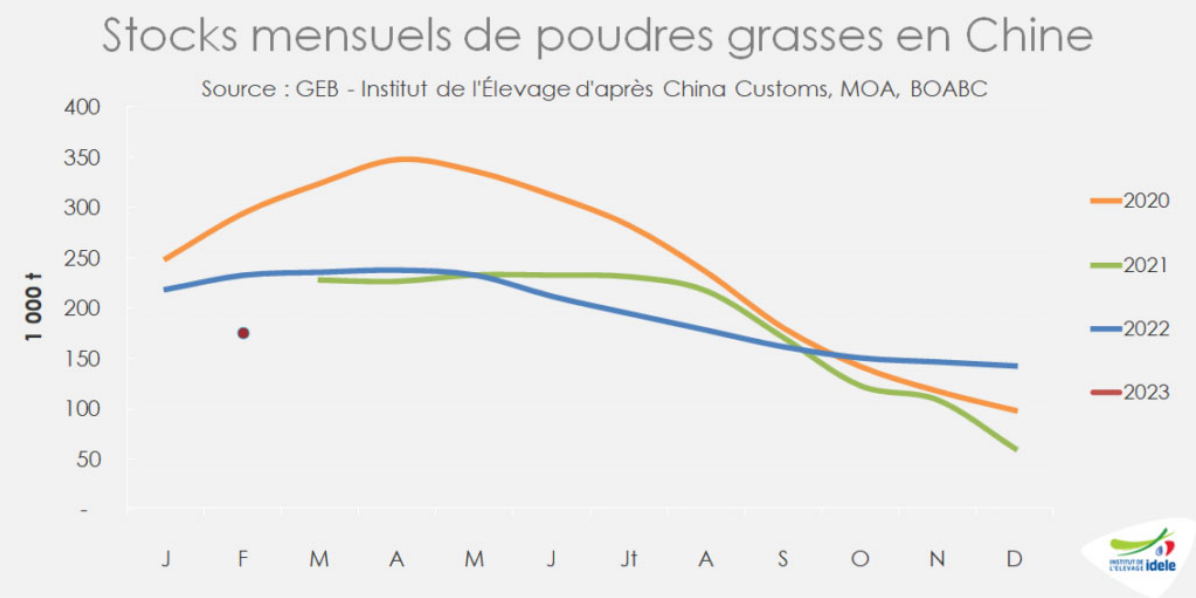


Un mix des fabrications modifié

La majeure partie de la collecte chinoise est orientée vers la fabrication de « produits liquides » tels que les laits de consommation, UHT ou pasteurisés, les yaourts et produits fermentés. En 2022, les transformateurs ont davantage fabriqué de poudres grasses face à la perte de débouchés des produits frais due aux confinements.

Selon le dernier *China Dairy Report*, les fabrications de poudres grasses sont demeurées dynamiques début 2023 en hausse de +50 000 t sur décembre-février d'une année sur l'autre, soit quasiment l'équivalent d'un mois de fabrication supplémentaire. Néanmoins, dans le même temps, la consommation de poudres grasses semble en berne, ce qui entraine une très forte réduction des importations.

Ce repli des importations, initié en 2022, a permis un recul des stocks de poudres grasses de -25% en un an, à 175 000 t en février 2023.



Les années passées, les stocks augmentaient très fortement en début d'année en lien avec les fortes importations du mois de janvier, puis décroissaient progressivement ensuite durant l'année. Les importateurs achetaient massivement en janvier pour bénéficier du contingent à droit nul établi entre la Chine et la Nouvelle-Zélande. Cependant, les modalités d'échanges entre la Nouvelle-Zélande et la Chine évoluent grâce à leur accord commercial. En 2023, le quota d'export à droit de douane nul pour les poudres de lait est de 197 498 t. Au-delà de ce volume, les droits de douane seront de 10%. Ce quota n'a pas encore été rempli cette année car seules 96 000 t ont été importées en deux mois (janvier et février 2023), dont 88 000 t en provenance de Nouvelle-Zélande, contre 300 000 t début 2022 dont 284 000 t de poudres néo-zélandaises.

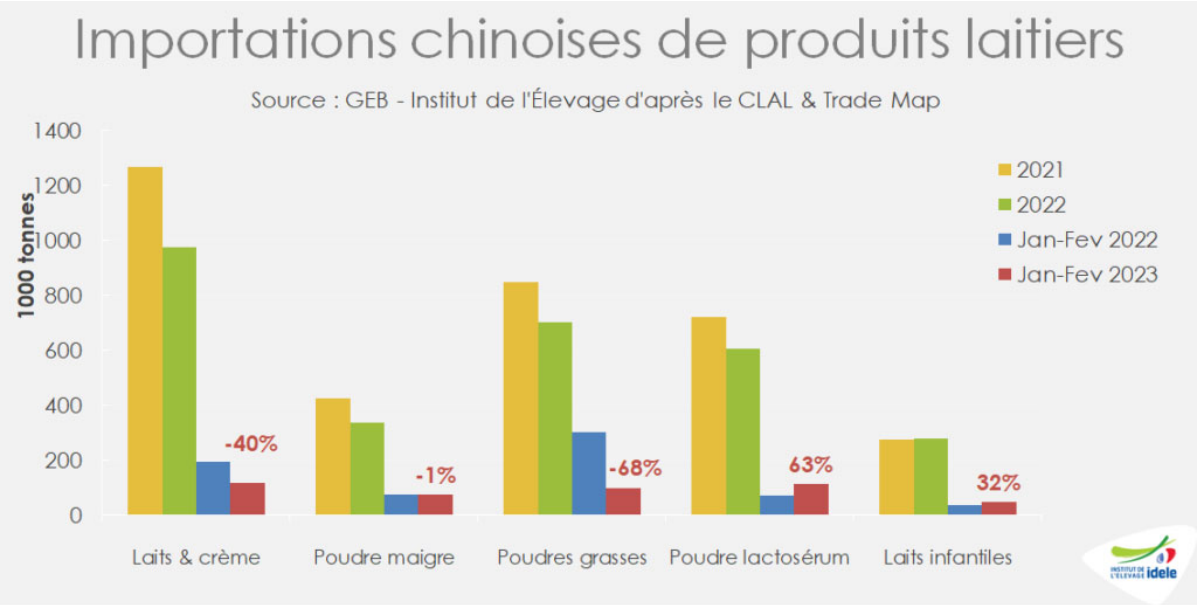
L'an prochain, au 1er janvier 2024, aucun droit de douane ne s'appliquera plus sur les produits laitiers néozélandais. Il n'y a déjà plus aucun droit de douane sur le lait liquide, les fromages et le beurre depuis 2022.

La structure des importations va donc changer pour des importations mensuelles plus régulières et surement plus proches de la demande intérieure afin d'éviter la constitution de stocks trop importants comme en 2020.

Des importations chinoises ralenties

Sur les deux premiers mois de 2023, les importations chinoises de poudres maigre et grasses sont en repli (respectivement -2% et -68% /2022). La demande en matière grasse est également ralentie (-22% en beurre et -17% en crème).

En revanche, les imports de poudre de lactosérum, pour l'alimentation des porcelets, et la poudre de lait infantile conservent un certain dynamisme (respectivement +61% et +35% /2022).



Il parait peu probable que les importations de poudres de lait reprennent rapidement compte tenu du dynamisme des fabrications chinoises. Néanmoins, la demande des ménages devrait progressivement revenir sur les produits frais ainsi que celle de la restauration ce qui pourrait tirer la demande en matière grasse notamment.

Attention toutefois, tout incident géopolitique notamment autour de Taïwan par exemple pourrait changer la donne.

Pour plus d'information : https://abcis.com/2023/02/01/2022-une-annee-difficile-pour-le-secteur-laitier-chinois/

Le Ramadan et Pâques redynamisent les ventes

Dernière révision le 24 avril 2023

La production reste haussière au Royaume-Uni comme en Irlande, ce qui encombre le marché de ces deux exportateurs majeurs. cependant le Ramadan puis Pâques ont redynamisé les ventes d'agneau, ce qui a soutenu les cours.

En France, les abattages d'agneaux pour Pâques ont été tardifs et peu élevés : la cotation a toutefois atteint un nouveau record, la demande étant elle aussi affaiblie.

Viande ovine » France »

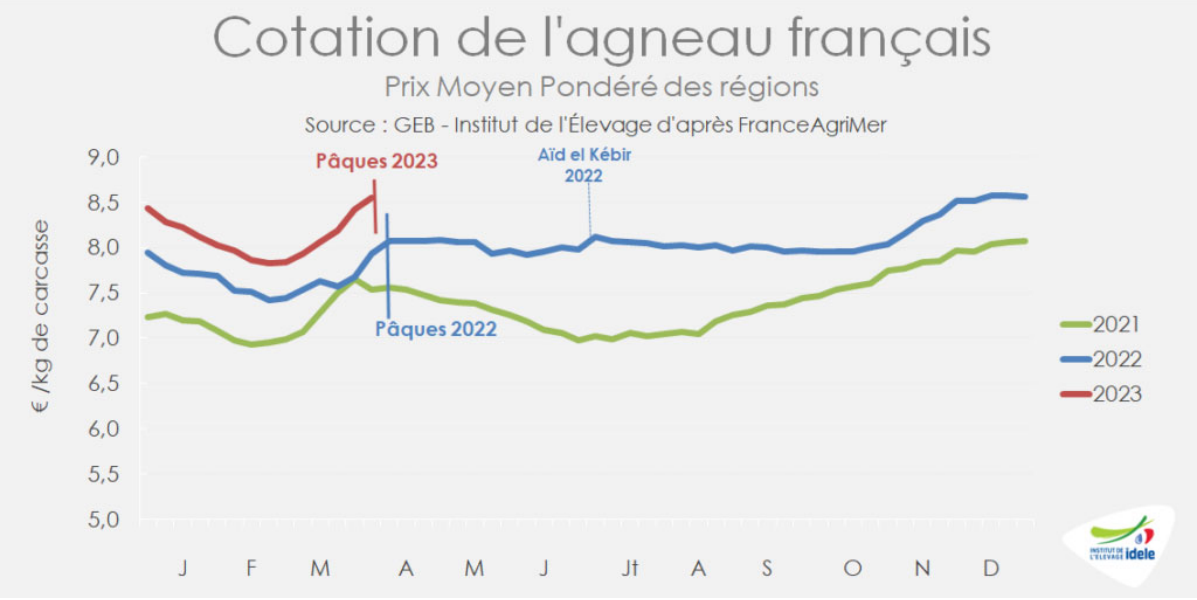
Une offre diminuée pour Pâques

Dernière révision le 24 avril 2023

Le cours de l'agneau a atteint un nouveau record pour Pâques 2023. L'offre, modeste, était finalement au niveau voire légèrement au-dessus de la demande : les consommateurs étaient aux achats pour Pâques, mais dans une moindre mesure que les années précédentes. Les prochains mois pourraient s'annoncer compliqués pour les éleveurs, entre charges élevées et possible sécheresse estivale, qui pourraient conforter le phénomène de décapitalisation à l'œuvre depuis quelques mois.

Nouveau record de la cotation, malgré le contexte économique

En semaine 14 de 2023 (se terminant le 9 avril dimanche Pâques), la **cotation** atteignait 8,55 €/kg . Elle s'établissait tout de même +0,88 €/kg au-dessus de son niveau de l'an passé la même semaine et +0,48 €/kg au-dessus de la semaine de Pâques 2022 (semaine 15).

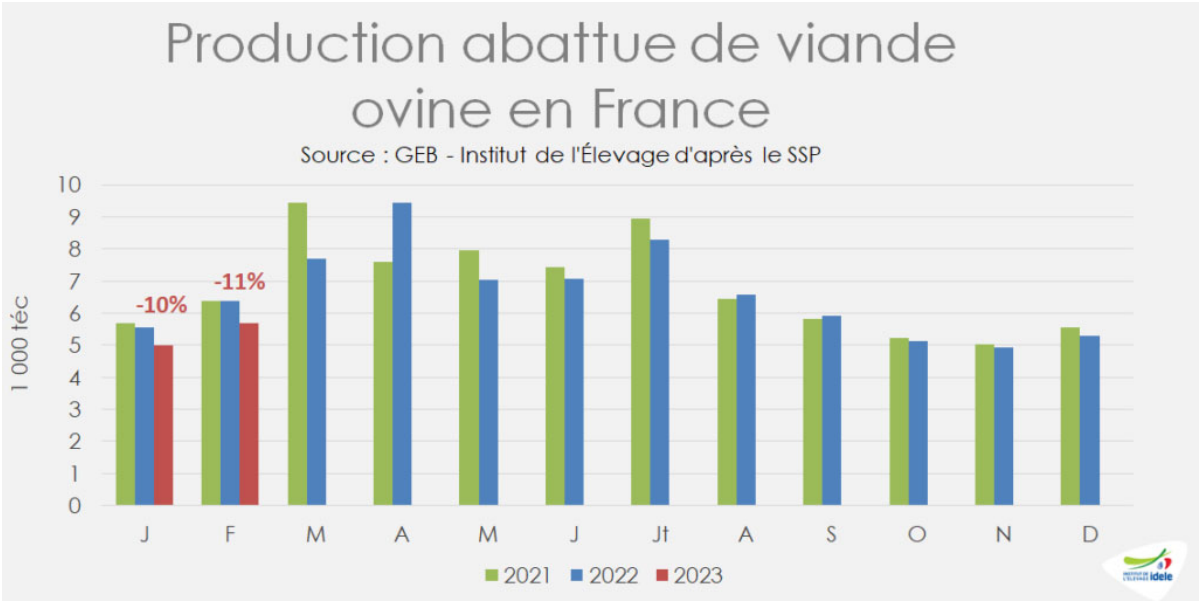


Depuis le début de l'année, la baisse des **abattages** soulage le marché, face à une demande particulièrement atone. Ils ont augmenté de façon saisonnière à l'approche du Ramadan puis de Pâques, mais sont demeurés modestes. Selon les professionnels de la filière, cette offre quelque peu restreinte aurait suffi à couvrir la demande des consommateurs pour Pâques, bien plus timide cette année.
L'**IPAMPA ovin viande** est quant à lui resté élevé en février 2023, à l'indice 137,8, soit 17 points au-dessus de son niveau de février 2022. La très forte augmentation des indices énergie et lubrifiants (+9% / 2022), aliments achetés (+21%), mais aussi engrais (+7%) expliquent la hausse de l'indice synthétique de l'IPAMPA.

L'offre en repli concorde avec une demande plus timide pour Pâques

Selon *Agreste*, les **abattages** d'ovins ont atteint 11 000 téc sur les deux premiers mois de l'année, en baisse de -10% /2022. La hausse des réformes de +5% (à 72 000 têtes) n'a que partiellement contrebalancé l'allègement de leurs carcasses, (-1,1 kgéc) et le net repli des abattages d'agneaux (- 11%, à 489 000 têtes). La sécheresse et l'inflation ont poussé les éleveurs à faire des arbitrages, et nombreux sont ceux qui ont choisi de réduire leur cheptel.

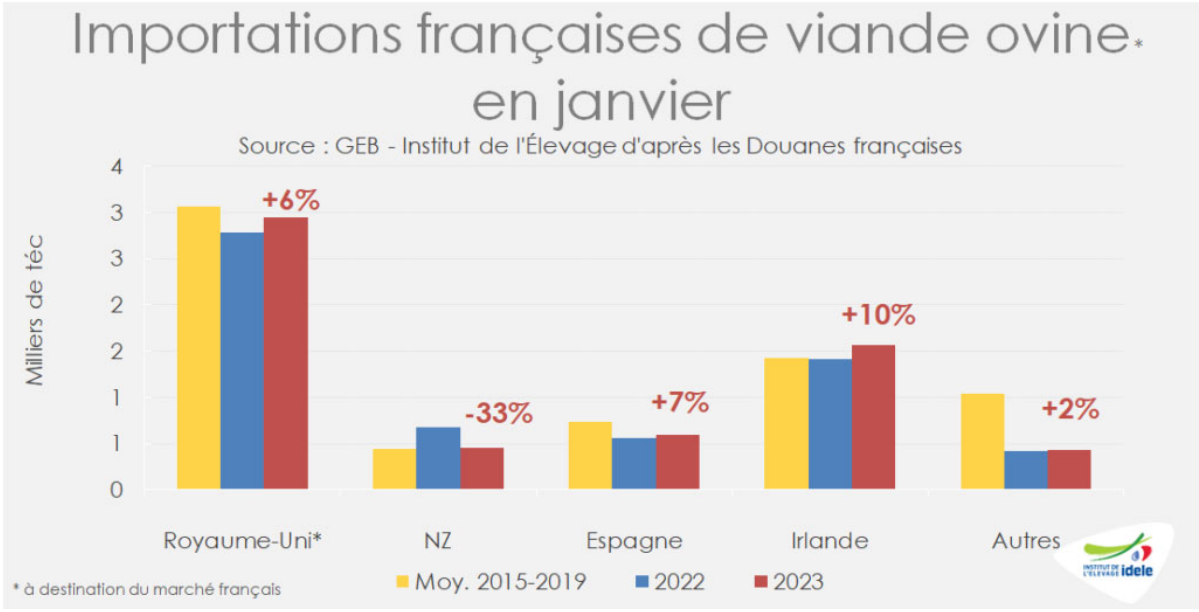
Les **commandes** aux abatteurs ont été tardives pour Pâques cette année (davantage qu'en 2022) en raison de la prudence des distributeurs confrontés à l'incertitude sur le comportement d'achat de leurs clients. Selon *Ovinfos*, les abattages ont décollé deux semaines avant Pâques et les volumes produits ont été inférieurs à ceux des années précédentes, en agneaux comme en ovins adultes, les réformes ayant été particulièrement dynamiques depuis le 2nd semestre 2022. Si certains abatteurs ont fini Pâques avec des frigos vides, d'autres n'ont pu écouler la totalité de leur marchandise.



Face à la baisse des **achats** des ménages début 2023 (traditionnelle à cette période de l'année et accentuée par l'inflation), les importations d'agneaux vivants ont légèrement baissé en janvier (-2% /2022 soit – 150 têtes), tandis que les envois d'agneaux ont dans le même temps bondi (+24% /2022, soit + 9 400 têtes).

Les importations de Nouvelle-Zélande repartent à la baisse

En janvier 2023, les **importations françaises de viande ovine** ont continué de croître d'une année sur l'autre, mais de façon plus modérée que précédemment, de +2% /2022, à 6 000 téc. Elles sont restées ralenties, en recul de -11% comparé à la moyenne 2015-2019 (avant la pandémie de covid-19).
Les achats ont de nouveau progressé en provenance du Royaume-Uni (+6% /2022), d'Irlande (+10%) et d'Espagne (+7%), mais ont nettement chuté en provenance de Nouvelle Zélande (-33% /2022).



Le disponible français fléchit en janvier 2023

En janvier 2023, avec des abattages français en net retrait et des importations de viande ovine qui ont ralenti leur croissance, le disponible français a fléchi, de -4% /2022, et de -9% par rapport à la dernière moyenne quinquennale.

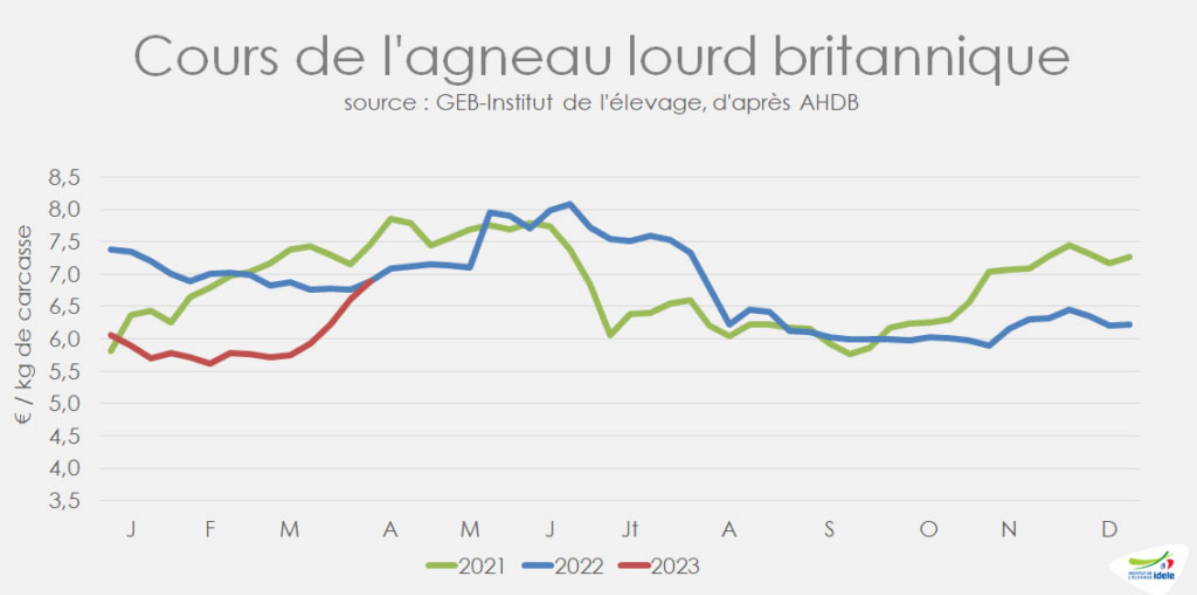
Les fêtes du Ramadan et de Pâques ont ranimé les échanges

Dernière révision le 24 avril 2023

Depuis le 2nd semestre 2022, les marchés exportateurs subissent la baisse du pouvoir d'achat des ménages dans les bassins de consommation, mais la demande s'est nettement raffermie avec le Ramadan puis Pâques. Les commandes sont reparties à la hausse, permettant de libérer des volumes : les cotations britanniques et irlandaises ont alors décollé. Elles ne sont toutefois pas repassées au-dessus de leur niveau de 2022.

Royaume-Uni : les cours se raffermissent pour Pâques

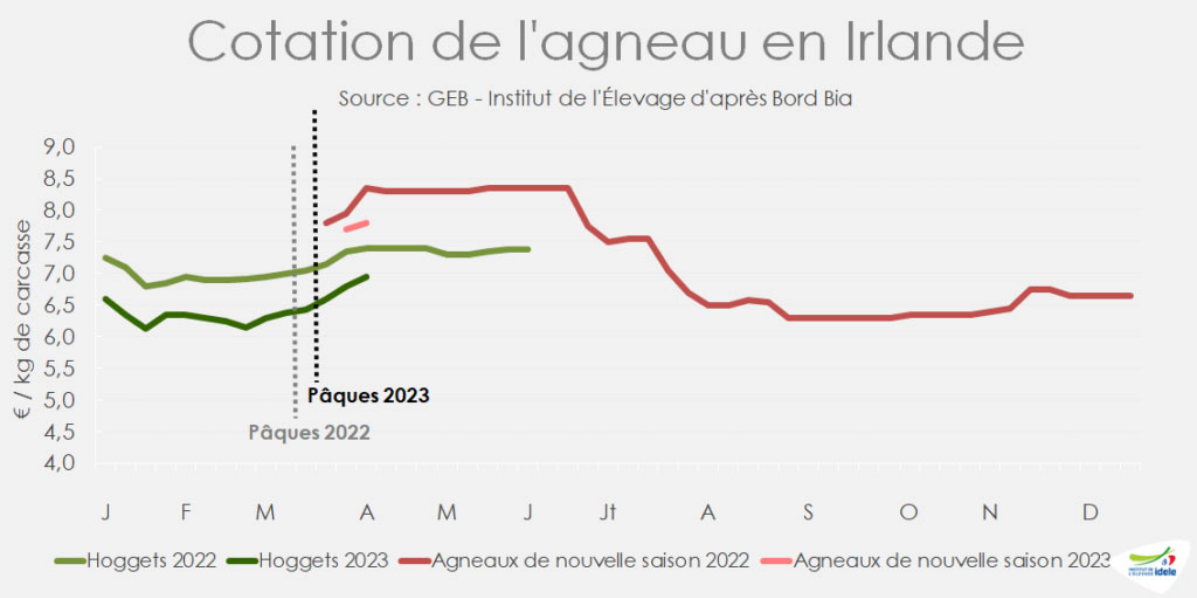
Le **cours** de l'agneau britannique a décollé à l'approche du Ramadan et cette hausse s'est accentuée avec Pâques. En semaine 14, à 6,90 €/kg, il avait retrouvé le niveau de l'an dernier, mais se situait encore 0,57 €/kg sous celui de 2022. La demande a été raffermie par les festivités religieuses, ce qui a allégé le marché britannique et permis le redressement de la cotation.



La **production** britannique de viande ovine, à 22 000 t en février 2023, a cru de +6% d'une année sur l'autre. Les effectifs d'agneaux abattus ont bondi (+12% /2022) en raison de reports plus élevés d'agneaux de 2022 sur 2023 en lien avec la sécheresse de 2022 et le coût élevé des aliments achetés, mais leurs carcasses se sont de nouveau allégées (-1 kg). Les abattages de réformes ont également progressé (+4%), avec un poids de carcasse moyen de nouveau en franc recul (-1,5 kg).
Malgré la baisse de la **demande** de viande d'agneau dans de nombreux pays déficitaires, pour cause d'inflation, les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi en janvier 2023, de +48% /2022, dont +46% vers la France. Rappelons qu'en janvier 2022, ces envois britanniques n'avaient pas totalement repris (effet Brexit).
Le même mois, les **importations** britanniques de viande ovine ont en revanche chuté de -38% /2022, et ont été divisées par deux en provenance de Nouvelle-Zélande.

Irlande : les cours peinent à se redresser malgré une reprise de la demande

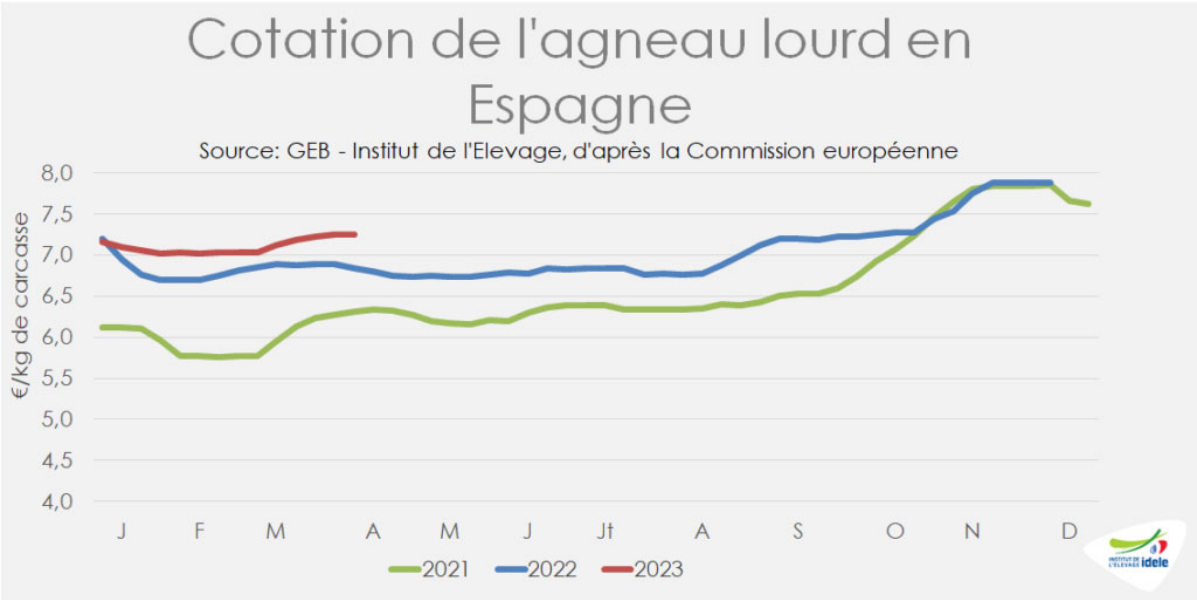
Après plusieurs semaines de pression à la baisse sur les prix des *Hoggets*, la situation s'est améliorée début mars, avec une reprise des commandes pour le Ramadan, puis pour Pâques.
En semaine 14, à 6,95 €/kg, la **cotation** des *Hoggets* a gagné 15 centimes d'une semaine sur l'autre, mais se situait toutefois 45 cents sous son niveau de 2022. Les premières sorties des agneaux de nouvelle saison ont été observées et la cotation associée, pour la semaine 14, était enregistrée à 7,80 €/kg, soit -0,55 € /2022.
Pour Pâques, la cotation s'est redressée, mais est restée sous son niveau de 2022, illustrant probablement une demande (marché intérieur et export) certes haussière, mais cependant bien inférieure à l'offre disponible.



Sur les 14 premières semaines de 2023, les **abattages** d'ovins ont progressé de +5% /2022, à 766 000 têtes, en agneaux (+5% /2022) à 691 000 têtes comme en réformes (+10% /2022). Sur le seul mois de mars, les abattages d'ovins irlandais ont bondi de +12% /2022, sans doute en lien avec le calendrier de Pâques : une semaine plus tôt qu'en 2022.
Grace à une production haussière, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont de nouveau progressé en janvier 2023, de +5% /2022, à 4 400 téc. Stables vers le Royaume-Uni et la France, elles ont augmenté vers d'autres pays de l'UE (Allemagne, Italie, Pays-Bas …).

Espagne : sursaut des importations d'agneaux français

Le **cours** de l'agneau espagnol a augmenté deux semaines avant le début du Ramadan, puis a continué de croître jusqu'à Pâques. En semaine 14, il s'établissait à 7,24 €/kg, soit +0,41 € /2022 et +0,97 € /2021.

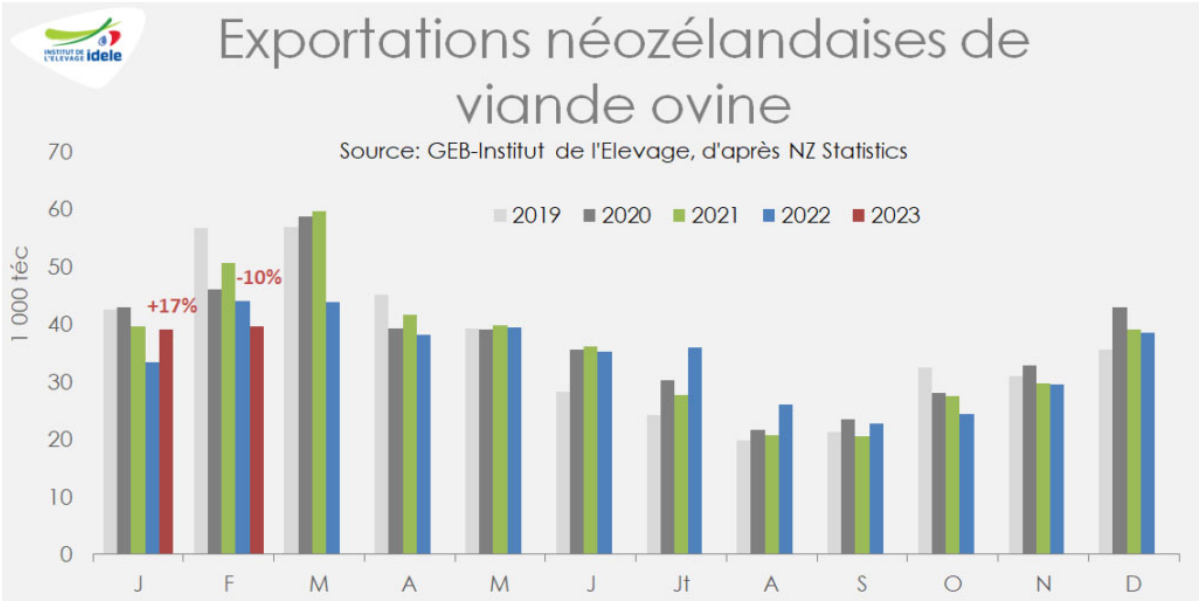


En janvier 2023, la **production** abattue a légèrement augmenté (+0,6% /2022). Le repli des effectifs d'agneaux abattus (-1%) a été plus que compensé par la hausse des réformes (+9%), même si les poids de carcasse ont diminué pour ces deux catégories.
Les **envois d'agneaux vivants** espagnols ont bondi en janvier, de +63% /2022, notamment vers la Jordanie, tandis que les expéditions de réformes ont reculé de -19%. Dans le même temps, les **importations d'agneaux** ont aussi bondi, principalement en provenance de France.
Les **exportations de viande ovine** ont quant à elles progressé en janvier (+34% /2022), en grande partie du fait d'un fort regain des flux vers la France (+16%).

Nouvelle-Zélande : la production reste contrainte en février

En février, la **production** de viande ovine néozélandaise a de nouveau reculé d'une année sur l'autre, de -8% /2022, à 44 000 t : les effectifs d'agneaux abattus ont baissé de -13%, à 1,7 M de têtes, et ceux des réformes de -3%, à 479 000 têtes.

En février 2023, les **exportations de viande ovine** ont fléchi, de -10% /2022, à 40 000 téc, malgré la reprise des ventes à la Chine (+4%), et le rebond vers les Pays-Bas (+44%). Elles ont revanche chuté vers le Royaume-Uni (-42%), la Malaisie (-80%), l'Allemagne (-47%), la France (-30%) …
Beef and Lamb NZ prévoit une **baisse des sorties d'agneaux**, de -8% à 20,5 M de têtes, et des brebis reproductrices destinées à l'export, de -6%, lors de la campagne 2022-2023 qui s'achève en septembre. De telles baisses résultent surtout d'une année climatique particulièrement sèche. Ces conditions ont entraîné une baisse des exportations de viande ovine. Les dégâts causés par le cyclone Gabriel, qui a touché l'île du Nord, pourraient amputer encore davantage la production ovine.



Stabilité de la collecte

Dernière révision le 24 avril 2023

La disponibilité totale en lait de chèvre est limitée par la relative stabilité de la collecte nationale et le repli des importations.

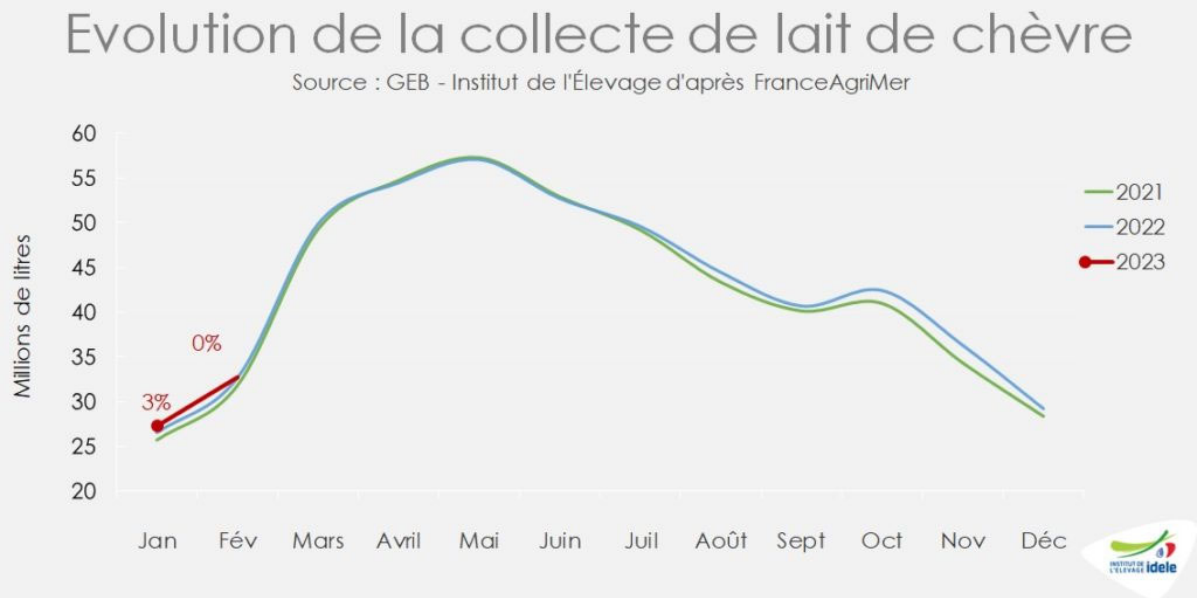
Les fabricants ont globalement maintenu les fabrications de fromages de chèvre avec davantage de bûchettes à la pièce, et moins de fromage frais.

Tassement de la collecte

Dernière révision le 24 avril 2023

Le dynamisme de la production laitière, entamé depuis le dernier trimestre de l'année 2022, n'aura tenu que sur le mois de janvier 2023, laissant ainsi place à une stabilité en février. Mais face à une demande morose, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant encore leurs importations de produits de report. Ainsi, ils ont préservé les fabrications de fromages de chèvre, dont la structure a évolué différemment selon la catégorie des produits.

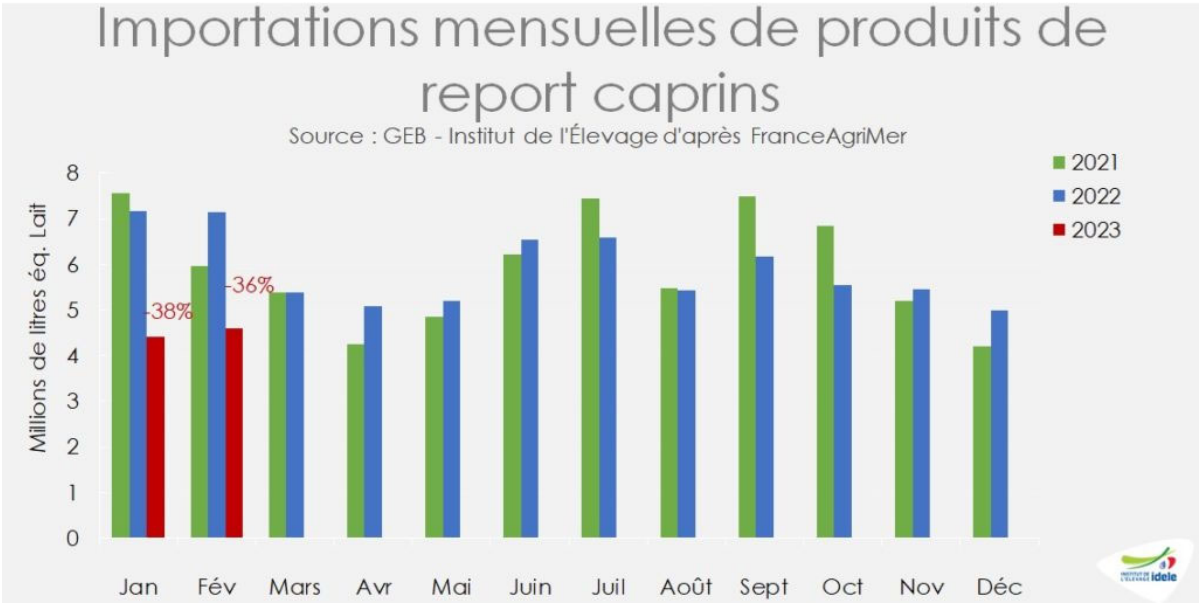
Une collecte contenue en février



La dynamique haussière de la collecte de lait de chèvre, entamée depuis le dernier trimestre de l'année 2022, n'aura été maintenue que pendant le mois de janvier 2023. En février, la collecte nationale de lait de chèvre a été stable d'une année sur l'autre à près de 33 millions de litres. Cet arrêt de la croissance aurait été suivi d'une baisse de la collecte en mars d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Ce retournement de tendance peut être imputé en partie à la baisse des rendements laitiers, impactés par des faibles disponibilités fourragères mais également au décalage des naissances. La troisième raison semble être la baisse du cheptel caprin français. La collecte nationale devrait ainsi évoluer modestement au 1er semestre, puis, sauf évènement climatique majeur, se redresser au second semestre, voire dès le printemps.

Le cumul de la collecte sur les deux premiers mois de l'année s'établit à plus de 60 millions de litres, soit +1% /2022. La collecte aurait baissé en Nouvelle Aquitaine (premier bassin laitier) et progressé ailleurs.

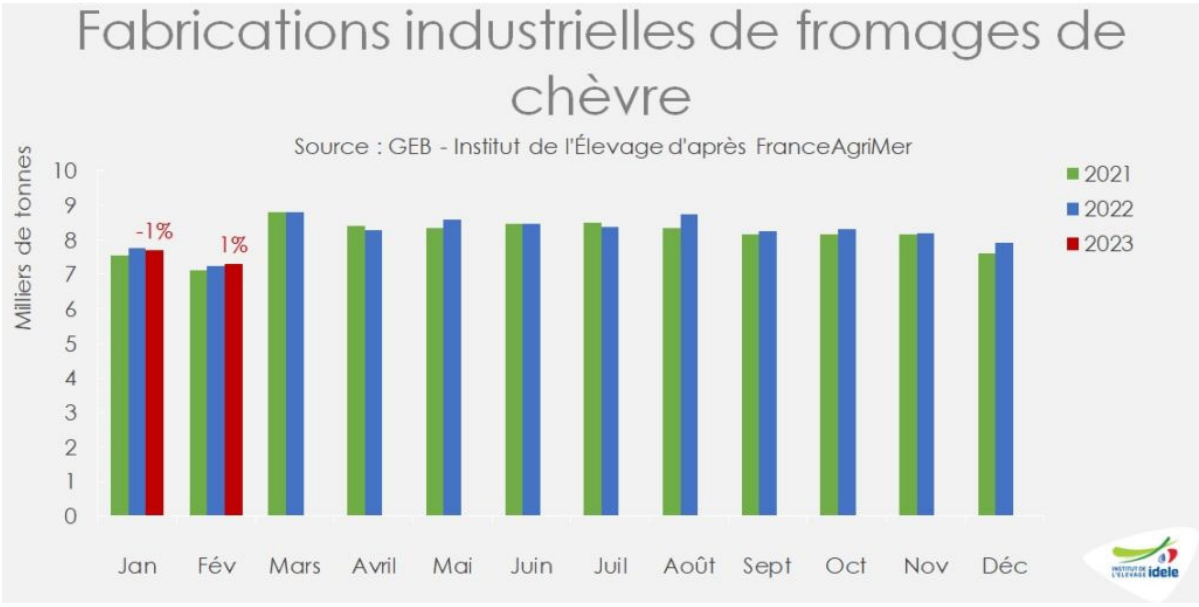
Repli significatif des importations début 2023



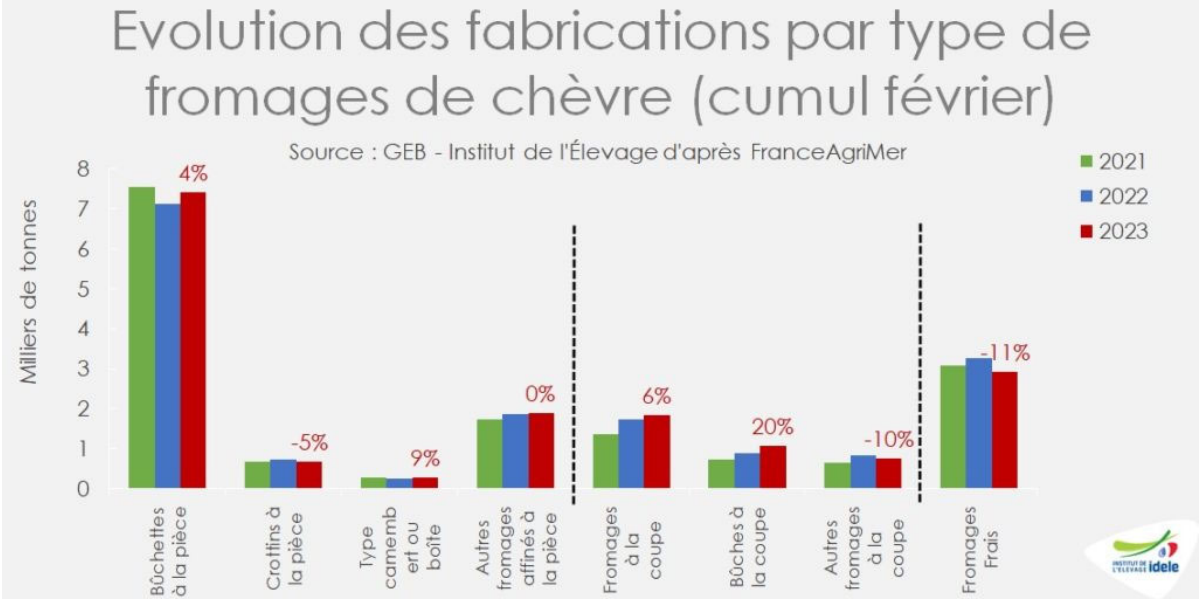
Avec seulement 4,6 millions de litres en février, les importations de produits de report ont drastiquement chuté de -36% d'une année sur l'autre, faisant suite à cette tendance amorcée depuis le mois de janvier où la baisse des importations s'établissait à -38% /2022. Les importations étant une variable d'ajustement, les opérateurs semblent s'adapter au contexte de marché marqué par une demande intérieure ralentie et une activité de fabrication qui peine à retrouver un bon élan malgré sa légère reprise. Le recul des importations peut également s'expliquer par les faibles disponibilités laitières chez nos voisins européens, notamment l'Espagne où la collecte de février a chuté de -13% /2022, à près de 31 millions de litres. Le cumul des deux mois d'importations s'établit à 9 millions de litres, soit -37% /2022. Les disponibilités totales en lait de chèvre sur janvier et février ont ainsi fléchi de -6% /2022 à 69 millions de litres.

Les fabrications de fromages légèrement croissantes

En février 2023, les fabrications de fromages au lait de chèvre ont progressé de +1% /2022, à 7 300 t. Cumulées au mois précédent, les fabrications de fromages sont restées stables d'une année sur l'autre à 15 000 t.



Sur les deux premiers mois, les fabrications de bûchettes à la pièce, qui font environ 48% des fabrications totales de fromages de chèvre, ont progressé de +1% /2022, à 7 400 t. Celles de fromages frais, en deuxième position des fabrications, ont chuté de -11% /2022, à 1 920 t. Les autres fromages, type camembert, fromages à la coupe, bûches à la coupe, ont enregistré une progression de leurs fabrications allant de +6% à +20% /2022. Enfin, les volumes de crottins à la pièce et autres fromages à la coupe ont fléchi respectivement de -5% et -10% d'une année sur l'autre.



Cette légère hausse des fabrications totales de fromages a permis de satisfaire essentiellement la demande extérieure qui est restée dynamique sur les deux premiers mois de l'année. Les exportations de fromages ont bondi en janvier de +7% /2022, à 2 700 t et ont progressé plus modestement en février, à 2 684 t (+1%). La consommation des ménages, qui est le principal débouché des fromages de chèvre, a chuté de -4% en janvier, à 3 700 t, et de -3% en février, à 2 800 t.

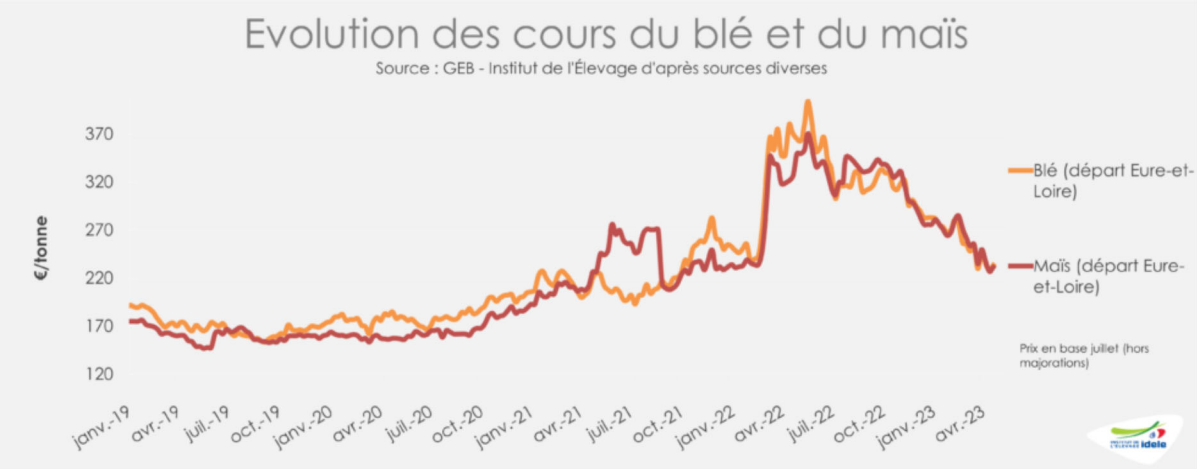
Marchés des grains : baisse des prix et retour au niveau d'avant-guerre pour les céréales

Dernière révision le 24 avril 2023

Les prix des matières premières sont à la baisse depuis le début de l'année 2023. Les cours des céréales ont retrouvé les niveaux de prix de la fin 2021, avant le début de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. En revanche, les cours des tourteaux refluent moins vite et demeurent relativement élevés. Des incertitudes persistent sur les marchés : conflit armé, sécheresse, taxe à l'exportation… pour autant les premières estimations de production pour la prochaine campagne semblent optimistes et rassurantes.

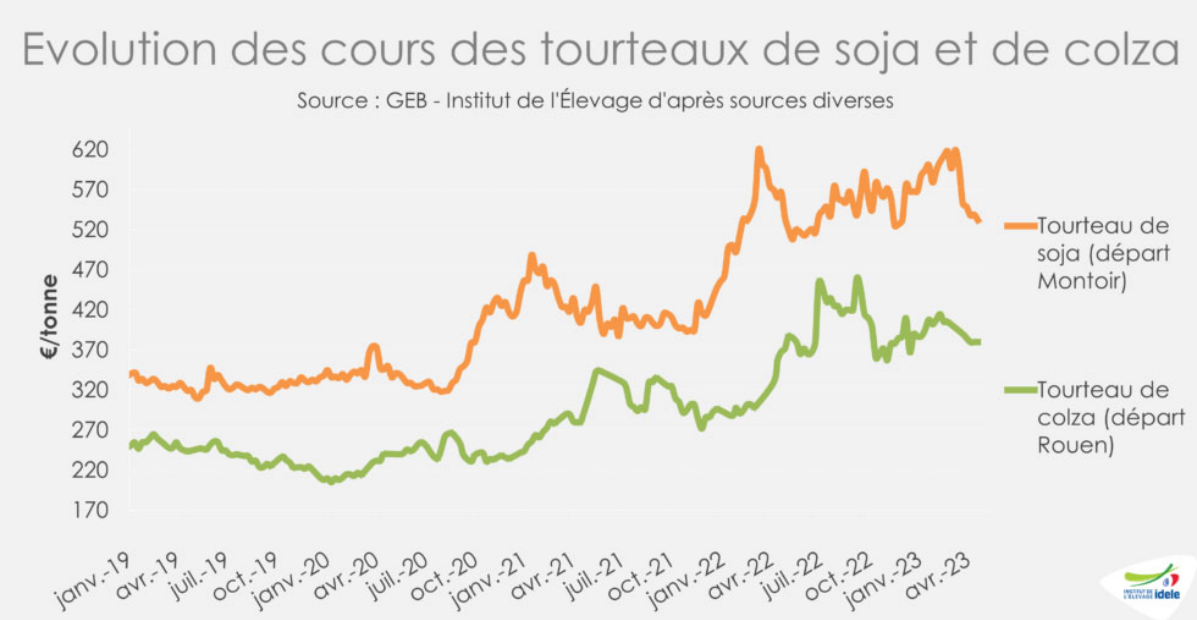
Céréales, pluies salvatrices et début du printemps

Le risque de déficit hydrique planait sur l'Europe mais les pluies de mars et avril en France ont permis d'assurer de bonnes conditions de culture au nord de la Loire. Le sud de la France et de l'Europe sont plus inquiets à l'approche des beaux jours. Les premières prévisions de récolte en Espagne pour la campagne d'orge annoncent la production à la baisse impactée par la sécheresse. L'orge européenne reste pour l'instant encore compétitive à l'export, comparativement à celle originaire de mer Noire. La Chine est notamment très friande de l'orge français. Le CIC prévoit tout de même une baisse de la production mondiale de blé de 14Mt pour la campagne 2023/2024 par rapport à la précédente (2022/2023). Cette diminution est majoritairement liée aux conditions difficiles subies par les blés d'hiver aux Etats-Unis.
Les semis du maïs débutent dans le Sud-ouest, sur fond de discussions sur la disponibilité en eau. Les prix restent orientés à la baisse avec de bonnes prévisions de la production mondiale pour 2023/2024. Aux Etats-Unis, le ratio de prix soja/maïs reste favorable au maïs, ce qui pourrait augmenter les surfaces ensemencées dans les prochains mois. Pour la campagne 2022/2023, les exportations de maïs argentin sont encore revues en très forte baisse en raison de la faible production qui a souffert de la sécheresse. Cette forte révision à la baisse de la production argentine serait toutefois compensée par de meilleures récoltes en Inde et en Ukraine.



Tourteaux : baisse des prix

Pour le soja, le Brésil reste compétitif avec une excellente récolte et un temps sec qui a permis une amélioration de la logistique portuaire ces derniers mois. Comme pour le maïs, la production argentine est revue à la baisse, et tomberait à son plus bas niveau depuis 20 ans. Pour compléter une offre nationale insuffisante, les importations argentines de graine de soja devraient atteindre un niveau record. L'Argentine arriverait à la 2ème place des importateurs, juste derrière la Chine.
Le marché mondial est bien approvisionné en graine de canola et de colza par le Canada et l'Australie. Cette dernière retrouve les voies d'exportation vers la Chine après deux ans de commerce difficile. Cette situation permet une baisse des prix de la graine et des tourteaux. En France, comme pour les céréales, les bonnes conditions de culture augurent une augmentation des surfaces de semis de colza et de tournesol pour la prochaine campagne, sous réserve de prix de vente restant intéressants économiquement. Dans le cas du colza, la culture fait face à certaines difficultés : rendement hétérogène, absence de mesure de protection contre les agresseurs, savoir-faire cultural, qui limite l'augmentation des surfaces et des récoltes.



Sur les marchés à terme, les échéances lointaines sont encore à la baisse ce qui soutient une dynamique baissière des prix. Il faudra quand même surveiller les conditions climatiques et attendre les prochaines récoltes de céréales de l'hémisphère Nord pour retrouver une situation « normale ».